

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

**TROIS MAISONS DE RELEVEMENT
DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL
DE BESANÇON**

et de quelques suggestions nouvelles
en matière de rééducation des mineurs délinquants

THESE

soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Lyon
pour le Doctorat en Droit

par

PIERRE VIDEAU

Avocat stagiaire
Attaché au Parquet Général d'Agen

— G A P —

Imprimerie LOUIS - JEAN
6, Avenue de Provence, 6

1938

**Trois Maisons de Relèvement
du ressort de la Cour d'Appel
de Besançon**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

**TROIS MAISONS DE RELEVEMENT
DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL
DE BESANÇON**

et de quelques suggestions nouvelles
en matière de rééducation des mineurs délinquants

THESE

soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Lyon
pour le Doctorat en Droit

par

PIERRE VIDEAU

Avocat stagiaire

Attaché au Parquet Général d'Agen

— G A P —

Imprimerie LOUIS - JEAN
6, Avenue de Provence, 6

—
1938

UNIVERSITE DE LYON — FACULTE DE DROIT

Doyen honoraire

M. JOSSERAND, O. ✱, ☿ I., Conseiller à la Cour de Cassation.

Professeurs honoraire

MM. APPLETON (Jean), O. ✱, ☿ I.
JOSSERAND, O. ✱, ☿ I.
LAMEIRE, ✱, ☿ I.
PIC (Paul), O. ✱, ☿ I.
LAMBERT (Edouard), O. ✱, ☿ I.

Doyen

M. GARRAUD (Pierre), ✱, ☿ I.

Assesseur

M. ROUBIER, ☿ I.

Professeurs

MM. LEVY, O. ✱, ☿ I., Professeur de « Droit civil ».
GONNARD, ✱, ☿ I., Professeur d' « Economie politique ».
PERROUD, ✱, ☿ I., Professeur de « Procédure civile ».
COHENDY (Georges), ✱, ☿ I., Professeur de « Droit commercial général ».
GARRAUD (Pierre), ✱, ☿ I., Professeur de « Droit criminel ».
ROUBIER, ☿ I., Professeur de « Droit civil ».
FALLETTI, ☿ A., Professeur de « Droit romain ».
LAMBERT (Jacques), ☿ A., Professeur d' « Etude des institutions internationales d'organisation de la Paix ».
DE LAPLANCHE, A., Professeur d' « Histoire du Droit français ».
NICOLAS, ☿ I., Professeur de « Droit administratif ».
PHILIP, ☿ A., Professeur de « Science financière et de Législation française des Finances ».
AULAGNON, ✱, ☿ I., Professeur de « Droit civil ».
SCHATZ, ✱, ☿ I., Professeur d' « Economie politique ».
Mme BASTID, Professeur de « Droit International Public ».

Professeur sans chaire

M. BASTID.

Agrégés

MM. RICHARDOT, chargé d'un cours d' « Histoire du Droit ».
TREVoux, chargé d'un cours d' « Economie Politique ».

Chargés de cours

MM. CONDOMINE, ☿ I., « Droit civil et Droit public » (« Capacité », 2^e année).
PELLOUX, « Droit administratif ».
LEVY (Jean), « Droit romain ».

MEMBRES DU JURY

MM. GARRAUD, Doyen, Professeur à la Faculté de Droit, Président.
AULAGNON, Professeur à la Faculté de Droit, Assesseur.
NICOLAS, Professeur à la Faculté de Droit, Assesseur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



**A l'Enfance malheureuse
et coupable.**

Introduction

EVOLUTION DE LA LEGISLATION RELATIVE AUX MOYENS DE RECLASSEMENT DE L'ENFANCE COUPABLE

Le problème de l'enfance coupable n'a pas toujours existé dans nos sociétés actuelles et il a fallu, à vrai dire, attendre la deuxième moitié du siècle dernier pour voir apparaître des mesures législatives en faveur des mineurs délinquants.

Cela peut nous paraître surprenant au premier abord. Comment a-t-on pu tarder de la sorte à s'occuper des moyens propres à remettre les jeunes criminels dans la voie du bien ? Il est vrai que la société embryonnaire du Moyen Age n'était pas en mesure d'établir le rapport entre le mal social que représente la délinquance juvénile et ses sources dans la société même où évoluent tous ces jeunes coupables. Il ne pouvait alors être question de combattre un mal dont on ne connaissait pas l'origine. La société contemporaine n'était pas suffisamment constituée pour se reconnaître l'obligation de lutter contre un fléau dont elle ne se sentait pas coupable.

Ce ne sont que les grandes théories sociales du 18^e siècle qui ont commencé à éveiller dans les esprits l'idée d'une protection due à tout être que les institutions ont intégré dans la société et partant, d'une protection aux éléments perturbateurs eux-mêmes que cette société n'avait pas su

arrêter dans leurs élans funestes et ramener dans la bonne voie.

Ce n'est pas à dire pourtant qu'avant cette date on n'ait jamais rien réalisé pour les jeunes délinquants. Quelques tentatives isolées ont été faites pour réadapter l'enfant pervers. Ainsi en était-on venu en application de ces idées, en 1545, à retenir dans les hôpitaux les enfants mendiants et vagabonds. Là, un minimum d'instruction leur était donné et à leur sortie on cherchait à les placer chez des cultivateurs ou des artisans.

Mais la protection se limitait à ces enfants que l'on avait trouvés mendiant et vagabondant. Les autres jeunes délinquants étaient dirigés sur les prisons ordinaires où la dangereuse promiscuité qu'y rencontraient ces enfants en faisait rapidement des êtres incapables de réadaptation et des familiers du crime. C'est seulement en Italie, en 1705, que le Pape Clément XI fondant la Custodia de San Michele institua la première prison spécialisée pour mineurs. Chez nous la déclaration du 13 juin 1721 modifiant l'ordonnance sur la procédure criminelle de 1670, institua dans son article 5 des établissements distincts pour les mineurs qui avaient en vue leur instruction et leur rééducation. Tout cela ne constituait quand même que des mesures fragmentaires en faveur de l'enfance délinquante. La Révolution, modifiant toutes choses, eut le mérite de donner un système cohérent et spécial à l'enfant. Le mineur condamné à une peine d'emprisonnement est envoyé dans une maison de correction et celui qui est acquitté est remis à ses parents ou à une personne charitable ou à quelque établissement d'apprentissage et de rééducation.

Le premier pas était fait; il y avait désormais une légis-

lation propre à l'enfance, embryonnaire sans doute, mais l'impulsion était donnée et l'évolution se poursuivra dès lors d'elle-même. Les vices de cette législation naissante se manifestèrent d'ailleurs de bonne heure et on s'aperçut rapidement que même à l'intérieur des maisons de correction nouvellement créées la promiscuité était encore trop dangereuse, car les enfants que l'on y envoyait n'avaient pas tous atteint le même degré de perversité.

La loi du 5 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus va s'efforcer d'y porter remède dans une certaine mesure. Dans les maisons d'arrêt et de justice, un quartier distinct est affecté aux jeunes détenus. Ceux qui ont été acquittés pour défaut de discernement et non remis à leurs parents sont conduits dans une colonie pénitentiaire où ils sont appliqués surtout aux travaux de l'agriculture. Y sont également envoyés les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de 6 mois et qui n'excède pas 2 ans. Pendant les 3 premiers mois ces jeunes détenus sont enfermés dans un quartier distinct et appliqués à des travaux sédentaires. C'est leur bonne conduite qui leur vaut d'être admis aux travaux agricoles de la colonie. On établit également des colonies correctionnelles qui ne sont autres que les premières maisons de correction, où sont conduits et élevés :

1°) les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de 2 années;

2°) les jeunes détenus des colonies pénitentiaires qui auront été déclarés insubordonnés.

Pendant les six premiers mois ces jeunes détenus sont soumis à l'emprisonnement et appliqués à des travaux

sédentaires. Après quoi ils peuvent être admis aux travaux agricoles de la colonie.

Pour les filles on crée des maisons pénitenciaires qui reçoivent :

1°) les mineures détenues par voie de correction paternelle;

2°) les jeunes filles de moins de 16 ans condamnées à l'emprisonnement pour une durée quelconque;

3°) les jeunes filles acquittées comme ayant agi sans discernement et non remises à leurs parents.

On voit donc que cette loi réalise, sur le système révolutionnaire, un progrès sérieux, quant à la spécialisation.

Mais si la loi de 1850 s'était préoccupée des mineurs qu'une infraction avait amenés devant le Tribunal, il n'existait aucune disposition législative en faveur des prédélinquants. Il convenait aussi de protéger les enfants matériellement et moralement abandonnés, chez qui une éducation négligée ou même pernicieuse pouvait déterminer l'apparition de mauvais penchants. Plusieurs lois, dont la première en date dans cette série est celle du 7 décembre 1874 sur la répression des violences de toutes sortes et des contraintes dont sont l'objet les enfants dans les professions ambulantes, sont venues au secours de ces enfants physiquement et moralement débilités, chez qui il importe de prévenir sans tarder l'évolution des premiers germes de la criminalité.

Citons principalement la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés instituant la déchéance de la puissance paternelle, modifiée par les lois des 15 novembre 1921 et 23 juillet 1925 et par

un des décrets-lois du 30 octobre 1935 sur lesquels nous reviendrons. Cette loi de 1889 est certainement la plus importante. Elle comprend deux titres, le premier consacré à la déchéance de la puissance paternelle, tantôt obligatoire, tantôt facultative pour le Tribunal, le second à son dessaisissement volontaire. En ce qui concerne la déchéance prononcée par le Tribunal, remarquons que le plus souvent, en dehors des cas de condamnations encourues par les parents et visées aux articles 1^{er} et 2 de la loi, le parquet poursuit, en s'appuyant sur l'alinéa 6 de l'article 2, qui offre par la généralité de ses termes un moyen commode d'obtenir contre des parents indignes mais non encore condamnés la déchéance des droits de la puissance paternelle. Le texte dispose en effet que peuvent être déchus de ces droits : « En dehors de toute condamnation, les père et mère qui compromettent par des mauvais traitements, par des exemples pernicioeux d'ivrognerie habituelle ou d'inconduite notoire, par un défaut de soins ou par un manque de direction nécessaire, soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants ou d'un ou de plusieurs de ces derniers. » Notons d'ailleurs que ce dernier membre de phrase est le résultat d'une modification apportée par la loi du 15 novembre 1921. La loi de 1889 n'autorisait pas le juge en effet, à ne prononcer la déchéance que contre quelques-uns des enfants seulement; de même ne pouvait-il pas limiter la déchéance à certains des droits attachés à la puissance paternelle; la loi de 1921 lui en donne aujourd'hui le pouvoir.

La loi du 19 avril 1898 sur la répression des attentats commis envers les enfants, a ajouté certains cas de déchéance nouveaux, comme le cas de crimes ou de délits commis

contre l'enfant par un tiers, sans que les parents soient complices autrement que par leur négligence.

Mais ces différentes lois que nous venons d'énumérer, ne se sont pas uniquement préoccupées de fixer les cas où le Tribunal devra prononcer la déchéance des droits de la puissance paternelle, elles ont eu également le souci de transférer et de déléguer ces prérogatives des parents à des gens qualifiés afin de procurer aux enfants les soins indispensables et l'éducation qui s'impose. C'est ainsi que la loi de 1889, partiellement corrigée à cet égard par celle du 5 août 1916, organise un véritable dessaisissement de la puissance paternelle sur les enfants abandonnés, en faveur de l'Assistance Publique. L'article 20 dispose en outre que si la famille réclame l'enfant, l'attributaire de la garde pourra se la faire maintenir en établissant que le réclamant s'est depuis longtemps désintéressé de l'enfant. Remarquons aussi que l'Assistance Publique peut, tout en gardant la tutelle, confier le mineur à d'autres établissements et même à des particuliers.

Enfin signalons, sur le service des enfants assistés, la loi du 27 juin 1904, qui place sous la protection de l'Assistance publique d'abord : les enfants « secourus », c'est-à-dire ceux que leur père, mère ou ascendants ne peuvent nourrir ni élever, faute de ressources, et pour lesquels est accordé un secours temporaire en vue de prévenir leur abandon, et également les enfants abandonnés, maltraités, délaissés ou moralement abandonnés.

Mais depuis la loi précédemment indiquée du 5 août 1850, il va falloir attendre encore plus de 50 ans avant qu'interviennent de nouvelles lois concernant les moyens de reclassement de l'adolescence coupable,

C'est ainsi qu'une loi du 28 juin 1904, relative à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux dispose que les enfants seront placés dans des écoles professionnelles agricoles ou industrielles, par décision du Préfet et sur le rapport de l'Inspecteur départemental. Ces écoles professionnelles peuvent être des établissements départementaux ou privés. Un décret du 4 novembre 1909 détermine les conditions que doivent remplir ces établissements pour recevoir les pupilles difficiles ou vicieux, tant au point de vue de l'effectif des pensionnaires que de leur mode d'éducation, de leur répartition en quartiers séparés, des conditions à remplir par les établissements privés pour avoir l'agrément du ministre et de la procédure d'instruction de leurs demandes.

Ce décret précise en outre comment sont surveillés ces établissements et leur personnel recruté.

Les pupilles qui auront, par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donné des sujets de mécontentement très graves, seront confiés à l'administration pénitentiaire par décision du Tribunal Civil. L'administration pénitentiaire les recevra dans un de ses établissements ou quartiers d'observation et les y maintiendra, jusqu'à ce que les renseignements recueillis et le résultat de l'observation permettent de décider s'ils doivent être placés dans une colonie pénitentiaire ou dans une colonie correctionnelle. Le Préfet, peut, d'après les résultats obtenus, opérer le retrait des pupilles.

Un pas nouveau est donc fait dans la spécialisation des établissements de rééducation, par la création d'écoles professionnelles agricoles ou industrielles destinées aux mineurs difficiles de l'Assistance publique qui ne sont pas assez

pervers pour être envoyés dans les colonies ou maisons pénitentiaires et colonies correctionnelles.

Le décret du 12 avril 1907 réglemente la surveillance des enfants maltraités ou moralement abandonnés confiés à des particuliers ou à des associations de bienfaisance. Cette surveillance a pour but de constater :

- 1°) que l'enfant est placé dans de bonnes conditions d'hygiène et de moralité;
- 2°) qu'il est convenablement soigné en cas de maladie;
- 3°) qu'il reçoit l'instruction primaire obligatoire;
- 4°) que les prescriptions de ce règlement sont observées.

Cette surveillance, en outre, doit s'exercer concernant l'instruction professionnelle de l'enfant et la constitution du pécule. La protection, après s'être étendue aux enfants maltraités et moralement abandonnés que l'Assistance publique avait recueillis s'étend donc aussi dans sa réglementation aux enfants dont des associations de bienfaisance régulièrement autorisées et des particuliers jouissant de leurs droits civils ont accepté la charge.

Or cette réglementation est sensiblement la même que celle qui régit les mineurs délinquants envoyés dans les colonies et maisons pénitentiaires. A la base de la moralisation nous retrouvons les mêmes principes d'hygiène, moralité, instruction sous toutes ses formes, surveillance médicale, que l'on applique aux uns et aux autres. Ces principes ainsi consacrés vont donner à toute la législation de l'Enfance malheureuse ou coupable l'homogénéité nécessaire. Ils seront le fondement d'une science juridique nouvelle : celle de la minorité pénale.

Avec la loi du 11 avril 1908, nous voyons également

s'appliquer à la prostitution des mineurs ces principes de réformation morale et de spécialisation, sans lequel, une fois de plus, nous remarquons qu'aucune entreprise de rééducation ne peut aboutir.

Cette loi du 11 avril 1908 dispose que tout mineur de 18 ans qui se livre habituellement à la prostitution doit être, suivant les circonstances, rendu à ses parents ou placé soit dans un établissement public spécialement organisé, soit dans un établissement privé régulièrement autorisé à cet effet et approprié à sa réformation morale, soit enfin chez un parent ou un particulier pour y être retenu jusqu'à sa majorité ou jusqu'à son mariage. Les établissements publics ou privés où sont placés ces mineurs sont tenus de leur donner un enseignement suffisant pour les mettre en état d'exercer, à leur sortie, une profession ou métier. Un décret du 13 juin 1910 pris en application de cette loi décide la création par l'Etat d'établissements susceptibles de recevoir les mineurs se livrant à la prostitution.

Ces établissements ne peuvent recevoir de mineurs des deux sexes. Chacun doit comporter en dehors de l'infirmerie un quartier d'isolement où sont envoyés, sur la prescription spéciale du médecin, les malades affectés de maladies vénériennes à la période contagieuse. Le mineur, au moment de son arrivée, fait l'objet d'un examen sanitaire et mental et d'une observation morale. Puis il est envoyé dans le groupement qui lui convient, compte tenu de son âge et de son degré de moralité. Ces mineurs sont isolés pendant la nuit. Les châtiments corporels sont interdits. Le mineur puni de cellule est visité par le médecin au plus tard dans les 24 heures, et cette visite doit être renouvelée les jours suivants quel que soit l'état du mineur. Toute punition de

mise en cellule d'une durée supérieure à huit jours doit être notifiée au préfet.

Les jeunes filles reçoivent un enseignement ménager et les garçons un apprentissage professionnel. Un Conseil de surveillance institué auprès de chaque établissement est chargé de l'administration du fonds commun et du contrôle des inscriptions aux pécules individuels. Il peut former un comité de patronage destiné à faciliter le placement des mineurs après leur sortie de l'établissement. Il est constitué par voie de prélèvement sur le produit du travail de ces mineurs un fonds commun et des pécules individuels. Le fonds commun est employé sous forme de gratification ou de primes de sortie aux mineurs qui ont mérité cette allocation par leur travail et leur bonne conduite. Ces allocations peuvent être accordées conditionnellement et versées seulement à une date postérieure à la sortie de l'établissement mais qui ne pourra excéder un an. Les pécules individuels sont offerts aux mineurs sous forme de compte d'épargne qui servent, à leur sortie, à leur faire ouvrir un livret de caisse d'épargne.

Pour les mineurs placés chez des parents ou des particuliers, la décision judiciaire fixe les conditions du placement et le quantum du pécule. La surveillance de ces mineurs a pour effet de constater :

- 1°) que le mineur est placé dans de bonnes conditions d'hygiène et de moralité;
- 2°) qu'il est convenablement soigné en cas de maladie;
- 3°) s'il a moins de 13 ans, ou si ayant plus de 13 ans, il est illettré, qu'il reçoit l'instruction primaire;
- 4°) qu'il reçoit une bonne instruction professionnelle;

5°) que le pécule du mineur est régulièrement constitué conformément à la décision judiciaire ou au contrat de placement et que les fonds versés figurent régulièrement à son livret de Caisse d'Epargne.

Ainsi nous remarquons toujours les mêmes principes à la base de l'organisation et du fonctionnement des différents établissements de rééducation. Quelques variantes dans l'application s'observent naturellement, commandées par le souci d'apporter à chaque problème que pose la moralisation d'un mineur la solution qu'il comporte.

Nous en arrivons maintenant à la loi du 22 juillet 1912, la plus importante de toutes celles intervenues en matière d'enfance coupable: elle apparaît en effet comme une sorte de code de l'Enfance, fixant après l'avoir mise au point toute la législation antérieure. Depuis plusieurs années déjà on avait essayé d'opérer cette refonte, qu'un mouvement législatif toujours plus abondant rendait nécessaire, mais on n'arrivait pas à se mettre d'accord. Dès 1907, le Parlement français était saisi de propositions de loi sur la matière. Il s'agissait, à vrai dire, seulement de dispositions fragmentaires modifiant les textes existants et notamment la loi du 19 avril 1898. Mais le 31 mars 1910 était adoptée par la Chambre la proposition Deschanel déposée le 22 mars 1909 et posant pour la première fois le principe de la mise en liberté surveillée. De même, à son tour, apparaissait à la suite d'un rapport déposé par M. Ferdinand Dreyfus le 22 décembre 1910, la nécessité d'une enquête sociale conduite par un juge spécial ou même par une personne étrangère à la magistrature. Le même Ferdinand Dreyfus prévoyait, dans un rapport supplémentaire déposé le 14 février 1911, la Chambre du Conseil, comme

juridiction des mineurs de 13 ans et fixait les attributions du rapporteur chargé de l'enquête sociale. Cependant ces nouvelles institutions de la liberté surveillée, de l'enquête sociale et des juridictions pour enfants étaient loin de rallier tous les suffrages et les juristes qui s'y opposaient faisaient remarquer, tel M. le professeur Garçon — dont les propos sont rapportés dans la *Revue politique et parlementaire* de 1911 — que « jamais sous aucun régime on n'avait plus clairement méconnu les règles fondamentales de notre droit public ». Les critiques avaient porté et le 11 janvier 1912, un rapport supplémentaire de M. Drelon, consacrait le retour pur et simple au droit commun. Le Parlement ayant suivi son rapporteur, la loi de 1912 était votée le 1^{er} juillet et promulguée le 22; elle consacrait l'institution de la liberté surveillée telle qu'elle avait été fixée déjà par les projets soumis aux Chambres, mais elle n'admettait la collaboration du rapporteur dans l'enquête sociale ordonnée par le juge que dans les limites étroites établies après les retouches suscitées au cours des débats. En ce qui concerne les patronages, leur rôle n'avait guère été étendu par la nouvelle loi, qui se bornait à cet égard à reproduire les dispositions existantes.

Sans bouleverser de fond en comble nos traditions, la loi de 1912 a donc cependant le mérite de fixer les pratiques pénales applicables aux mineurs et d'introduire quelques innovations intéressantes, avec la spécialisation des juridictions (Chambre du Conseil du Tribunal Civil pour les mineurs de 13 ans, Tribunal pour enfants et adolescents pour les mineurs de 13 à 18 ans qui n'ont pas de co-auteurs ou complices majeurs), la nécessité d'une information préparatoire comportant une enquête sociale, la mise en liberté

surveillée qui permet au juge tenu informé par un délégué, de ne jamais perdre de vue l'enfant et de prendre à son égard toutes mesures nouvelles qui paraissent convenables. L'article 5 de la loi du 19 avril 1898, qui avait permis aux tribunaux de confier la garde du mineur à un parent, à une personne ou à une institution charitable, ne leur avait point laissé en effet la possibilité de faire modifier la mesure primitivement adoptée. C'est la loi de 1912 qui est venue combler cette lacune et c'est surtout par ce côté qu'elle est intéressante au point de vue qui nous occupe. Cette activité ainsi offerte à l'initiative privée va être d'ailleurs élargie et aménagée par les lois postérieures à 1912.

Citons principalement les lois des 24 mars 1921 et 26 mars 1927. La première vise le vagabondage des mineurs; elle a pour origine une proposition de M. Flandin de 1910, suivant laquelle les mineurs vagabonds seraient traités comme des délinquants ayant agi sans discernement et seraient par conséquent soumis seulement à des mesures d'éducation. En 1912, cette proposition, votée en première délibération par le Sénat, fut repoussée à la suite des objections que l'on fit valoir sur l'importance des dépenses entraînées par la réalisation de cette réforme. M. Flandin prévoyait en effet pour les vagabonds majeurs la création de colonies de travail et l'assistance par le travail des chômeurs involontaires. C'est surtout au regard des vagabonds majeurs que la réforme s'avérait coûteuse. Aussi M. Flandin s'attachait-il à ne faire voter que les mesures qu'il envisageait pour les vagabonds mineurs. Le Sénat accepta la proposition le 22 mars 1917 et le 16 mars 1921 la Chambre à son tour l'approuvait sans discussion. La loi fut votée le 24 mars suivant. Après la définition qu'elle donne du vagabondage

des mineurs, cette loi décide que les enfants de 13 à 16 ans qui sont déclarés avoir agi avec discernement ne peuvent se voir appliquer une peine d'emprisonnement, mais seulement des mesures d'éducation. Notons toutefois que ces mineurs peuvent être envoyés en colonie correctionnelle, ce qui représente une légère sévérité. La population des établissements de rééducation va donc à partir de 1921 s'accroître encore des mineurs vagabonds, dans les cas les plus graves. Aujourd'hui, il est vrai, depuis le décret-loi du 30 octobre 1935, cette loi se trouve abrogée, mais si le caractère délictuel du vagabondage de mineurs est supprimé, les jeunes vagabonds continuent à faire l'objet de mesures éducatives. Le Président du Tribunal pour enfants, en Chambre du Conseil, prend à leur égard, après l'enquête sociale et l'examen médical, une mesure de placement dans un établissement public ou privé.

La loi du 26 mars 1927 a comblé une lacune de la loi de 1912, relativement à la révision des décisions prises par les Tribunaux à l'égard des mineurs. D'une part elle élargit le cercle des personnes qui peuvent provoquer une modification du jugement et d'autre part elle permet de rétracter la décision primitive au cas de placement hors de la famille.

Plusieurs décrets ont été pris en application de la loi de 1912. Celui du 31 août 1913, après quelques dispositions spéciales aux mineurs de treize ans, fixe les rapports de l'autorité judiciaire et de l'autorité administrative, avec les personnes, les institutions charitables, les services d'assistance publique, à qui peuvent être confiés des mineurs de moins de 13 ans et des mineurs de 13 à 18 ans. Dans un

chapitre suivant il règle la question du taux et des conditions des allocations et des indemnités.

Un autre décret du 7 mars 1918 est relatif aux frais de transfèrement.

Signalons aussi un décret du 8 juin 1927 très important au regard de notre étude, en ce qu'il institue un comité national pour la protection des enfants traduits en justice. Ce comité est chargé de l'examen des questions de législation et d'administration générale qui intéressent les institutions charitables. Il formule des suggestions en vue de toutes les améliorations nécessaires. Il s'intéresse aux mesures prises par l'administration dans les colonies pénitentiaires et seconde son effort en vue du relèvement et du reclassement des pupilles qui lui sont confiés. C'est la première fois au cours de cet examen que nous voyons instituer un organe administratif destiné à coordonner les efforts des établissements d'éducation. Les questions de l'enfance sont désormais soumises à un groupe de techniciens qualifiés et les critiques qu'ils pourront adresser aux méthodes éducatives employées par les patronages ou les maisons d'Etat auront évidemment plus de poids que celles qui seront présentées par des gens fort éloignés de ces questions.

Le décret du 15 janvier 1929 abroge entièrement celui du 31 août 1913. Il établit tout un système relatif au contrôle et à la comptabilité des maisons de rééducation. Il fixe également les règles relatives aux mineurs placés et en particulier les modalités du contrat de placement. Il établit de nouveaux taux d'allocations des indemnités et consacre quelques dispositions aux mineurs de 18 ans, pupilles de la nation, traduits en justice.

Ces dernières années quelques lois et décrets sont venus

apporter de nouveaux perfectionnements à cette législation. Une loi du 14 janvier 1933 pose les conditions générales auxquelles peuvent s'établir des institutions de bienfaisance privée. En particulier cette loi dispose encore, comme les précédentes, que le directeur de tout établissement où sont hospitalisés des mineurs est tenu de leur donner ou de leur faire donner un enseignement les préparant aux professions et aux métiers mentionnés par lui dans la déclaration qu'il est tenu de faire à la mairie dans les 20 jours qui précèdent l'ouverture de l'établissement. Une surveillance est organisée à l'effet de constater si les dispositions de la loi sont respectées. Des inspecteurs doivent visiter tous les locaux et les mineurs doivent leur être présentés, de façon qu'ils puissent apprécier les conditions morales et matérielles de l'œuvre. Si la santé des pupilles est mise en péril par le régime de la maison ou par l'insalubrité des locaux, s'il se produit des faits d'immoralité, des sévices ou des mauvais traitements envers les assistés, si les règles prescrites soit pour l'enseignement professionnel et primaire, soit pour les prélèvements à opérer ou pour leur emploi, ne sont pas observées, si le Directeur refuse de se soumettre aux visites prévues, le préfet, sur le rapport du service de l'inspection, lui adresse toutes injonctions utiles et lui impartit un délai pour remédier aux inconvénients ou abus signalés, à défaut de quoi l'établissement pourra être fermé.

Nous observons toujours à part quelques modifications de détail dans la procédure de contrôle dont nous ne nous occupons pas, les mêmes principes dans le fonctionnement et la surveillance des maisons d'éducation, de quelque nature qu'elle soit.

Un décret du 16 mars 1934, pris en application de la

loi précédente, règle encore la surveillance des établissements de bienfaisance privée.

En ce qui concerne plus spécialement le recrutement des colonies pénitentiaires et correctionnelles, nous devons signaler les réformes très importantes apportées par plusieurs décrets-lois du 30 octobre 1935. Citons d'abord celui qui abroge les dispositions des articles 270, alinéa 2, et 271, alinéas 2, 3 et 4 du Code pénal, relatives au vagabondage des mineurs de dix-huit ans. Comme auparavant sous l'empire de la loi du 24 mars 1921 que nous avons étudiée plus haut et qui décidait que les vagabonds mineurs de dix-huit ans seraient poursuivis et jugés dans les conditions prévues par la loi du 22 juillet 1912, ces mineurs continuent à être confiés préventivement à un établissement spécialement habilité à cet effet ou à l'Assistance Publique. Le décret-loi précise seulement, le caractère délictuel du vagabondage étant supprimé, que ce n'est plus au juge d'instruction qu'il appartient, conformément à l'article 3 de la loi de 1912, de prendre les mesures de placement nécessaires à l'égard du jeune vagabond avant qu'intervienne la décision du Tribunal pour enfants, mais au Préfet du département ou au Préfet de police à Paris, au Procureur de la République ou au Président du Tribunal pour enfants. Mais en ce qui concerne les mesures éducatives que doit ordonner le Tribunal, nous voyons que le décret-loi se montrant plus bienveillant pour ces mineurs que la loi de 1921 ne permet plus leur envoi dans une colonie pénitentiaire ou correctionnelle. Ces enfants, désormais, peuvent seulement être remis à leurs parents, à un particulier ou à une institution charitable, à l'Assistance Publique ou à tel ou tel établissement susceptible de leur donner les soins récla-

més par leur état. Notons cependant que ceux d'entre eux qui viendraient à enfreindre la décision prise à leur égard pourraient se voir confiés à un établissement pénitentiaire de l'Etat, les dispositions des articles 66 et 69 du Code Pénal leur redevenant applicables.

Mais si ce premier décret-loi que nous venons d'examiner n'autorise plus l'envoi en colonie pénitentiaire ou correctionnelle des mineurs vagabonds, un autre décret-loi du 30 octobre 1935 abolissant les dispositions du code civil relatives à l'incarcération des mineurs par voie de correction paternelle, prévoit à l'inverse le placement des mineurs difficiles en maison d'éducation surveillée. L'art. 376 du Code Civil disposait que le père qui avait des sujets de mécontentement très graves sur la conduite de son enfant pouvait le faire déténir pendant un mois au plus s'il était âgé de moins de 16 ans et l'article 377 décidait que si l'enfant était âgé de plus de 16 ans le père pouvait seulement requérir la détention pour une durée qui ne devait pas excéder six mois. Désormais, depuis le décret-loi précité, le père qui veut user à l'égard de son enfant de son droit de correction paternelle est obligé comme autrefois de s'adresser à la justice pour faire délivrer l'ordre d'arrestation si l'enfant a moins de 16 ans ou le requérir s'il a plus de 16 ans, mais le père ne peut plus exercer son droit par la mise en détention dans une maison d'arrêt. L'enfant pourra seulement être confié pour une période ne dépassant pas la majorité à une maison d'éducation surveillée, à une institution charitable ou à toute personne agréée par l'autorité administrative ou les tribunaux qui en assureront la garde et l'éducation. A cet égard, par conséquent, ce décret-loi présente une grande importance pour notre étude, puisqu'il

établit une nouvelle catégorie de mineurs susceptibles d'être placés dans les établissements de rééducation.

De même enfin un troisième décret-loi du 30 octobre 1935 modifiant l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889 élargit le cercle des mineurs que peuvent recevoir les institutions privées de redressement. L'article 1^{er} du décret-loi dispose en effet en ces termes : « En dehors des cas prévus par l'article 1^{er} et les six premiers paragraphes du présent article (article 2 de la loi de 1889) lorsque la santé, la sécurité et la moralité de l'enfant sont compromises ou insuffisamment sauvegardées par le fait des père et mère, une mesure de surveillance ou d'assistance éducative sera exercée par le personnel, soit des services sociaux, soit des institutions agréées par l'autorité administrative ou le Tribunal... »

Nous devons signaler aussi pour compléter ce tableau de l'œuvre législative relative au reclassement de l'Enfance délinquante, les circulaires du Ministère de la Justice. Notons d'abord en ce qui nous concerne, celle du 5 juin 1926, qui annonce un plan d'ensemble tendant d'une part à l'organisation d'un contrôle plus efficace des institutions charitables, d'autre part au perfectionnement des méthodes en usage dans les établissements publics d'éducation correctionnelle.

En fait ce plan d'ensemble n'a pas encore vu le jour. De nombreux projets sont proposés mais demeurent longtemps des projets qui ne sont suivis d'aucune réalisation. Il est vrai que certaines mesures ainsi proposées ont trouvé leur application, mais ce sont toujours des réformes, isolées, fragmentaires.

Une autre circulaire importante est celle du 15 février 1929, relative à l'application du décret du 15 janvier 1929

sur les Tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée. Cette circulaire analyse les divers chapitres, en les précisant, du règlement précité du 15 janvier 1929.

Une circulaire du même jour adressée aux Préfets complète le décret du 15 janvier. Certains patronages avaient avant ce décret abusé de l'absence de contrôle, c'est pourquoi le Garde des Sceaux, soucieux de remédier à ces lacunes donne dans cette circulaire de nouvelles instructions.

Une autre circulaire du 26 mars 1931 est relative à l'examen des aptitudes des mineurs délinquants par les offices d'orientation professionnelle. Elle pose à cet effet les conditions de la collaboration entre ces organismes et l'autorité judiciaire. Des questionnaires établis par le bureau d'orientation seraient remplis par le juge d'instruction au moyen des données de son information et renvoyés au bureau d'orientation qui n'aurait plus qu'à procéder à l'examen du sujet et à envoyer ses conclusions au Tribunal.

Voici encore une autre circulaire très importante : celle du 29 octobre 1934, adressée aux Directeurs des maisons d'éducation surveillée, écoles de réforme et de préservation. Cette circulaire comme une précédente annonce une réforme du régime des maisons de rééducation. Tout d'abord le Ministre fait observer qu'il ne suffit pas que des jeunes gens et des jeunes filles vivent dans les meilleures conditions d'hygiène; il faut aussi qu'après le travail ils puissent avoir la distraction saine, qui empêche les conciliabules déplacés et le désœuvrement aux heures de repos.

Jeux en plein air, journaux sportifs, auditions radiophoniques, bibliothèque, liberté de correspondance avec des personnes recommandables sont conseillés et encouragés;

et si la discipline doit être appliquée avec fermeté, elle doit l'être avec modération.

Ces trois dernières années les circulaires ministérielles ont été plus nombreuses qu'aux années précédentes mais seules celles de 1937 nous paraissent mériter d'être signalées à l'exception de celle du 12 novembre 1936 qui, reprenant l'idée déjà émise par la circulaire du 8 avril 1935, laquelle encourageait pour la première fois la construction de maisons d'accueil dans certains grands centres à l'effet d'éviter les dangers de la maison d'arrêt aux mineurs les moins pervers (vagabonds, auteurs de petits délits, mineurs en danger moral), envisage « la création d'institutions d'accueil, d'observation et de triage d'où les mineurs de 18 ans seraient dirigés suivant le cas et après décision de l'autorité compétente soit sur des établissements de traitement médico-pédagogique, soit des établissements de reclassement social, soit sur des établissements de discipline. » Cette circulaire au vœu de laquelle nous nous efforçons de satisfaire dans la dernière partie de notre ouvrage revêt à notre sens une exceptionnelle importance par le souci qu'apportent les autorités compétentes d'assurer une meilleure sélection des mineurs délinquants.

Les circulaires qui vont suivre ne présentent pas la même importance, mais soulignent aussi le désir de plus en plus marqué d'assurer à chaque mineur un traitement approprié.

Celle du 24 février 1937 enjoint aux magistrats des Tribunaux pour enfants et adolescents de ne plus confier les mineurs délinquants qui leur sont déférés aux directeurs des colonies pénitenciaires sous le régime de la liberté surveillée. Cette pratique, dit la circulaire, est incompatible avec le régime actuel des colonies pénitenciaires. En deu-

xième lieu, cette circulaire précise que les Tribunaux pour enfants qui remettront un enfant à l'Administration pénitentiaire ne pourront plus désigner nommément l'établissement dans lequel devra être conduit l'enfant. Cette pratique qui s'était accréditée depuis quelques années est en effet illégale, étant en contradiction avec l'article 21 de la loi de 1912 (nouvel article 66 du Code Pénal). La troisième partie de cette circulaire intéresse la maison d'éducation surveillée de Saint-Maurice à Lamotte-Beuvron qui a été réorganisée en 1936 et spécialisée pour les mineurs de 13 à 18 ans. Le Ministre rappelle que seuls les mineurs de plus de 13 ans peuvent être placés à Saint-Maurice.

Plusieurs circulaires vont s'attacher au dépistage des mineurs atteints d'une maladie contagieuse. C'est d'abord celle du 24 mars 1937 concernant les jeunes vagabonds ou délinquants souffrants d'affections blennorhagiques ou syphilitiques. Le ministre demande comment est assuré dans chaque ressort le dépistage de ces mineurs, quelles sont les mesures susceptibles de le rendre plus efficace, de quelle manière une collaboration avec les centres dispensaires doit être envisagée. Une circulaire du même genre, du 10 novembre 1937, vise le dépistage des mineurs tuberculeux. De plus en plus, par conséquent, les pouvoirs publics se préoccupent d'assurer aux mineurs traduits en justice le traitement spécifique qu'exige leur état particulier.

On s'achemine toujours davantage vers la spécialisation complète des méthodes de rééducation; nous aurons nous-même à revenir sur cette question dans la troisième partie de cette étude, comme sur celle de l'examen médico-psychologique visé par la circulaire du 12 novembre 1936.

De même encore une circulaire du 11 mai 1937 a trait

aux mineurs anormaux. Les tribunaux éprouvaient des difficultés lorsqu'ils avaient à connaître d'infractions commises par des mineurs anormaux pour ordonner les mesures propres à assurer à ceux-ci un traitement particulier. Le Ministre rappelle alors qu'un certain nombre d'asiles publics d'aliénés possèdent une section spéciale réservée aux enfants anormaux ou déficients éducatibles ou non. Il donne la liste de ces asiles en précisant que des pavillons séparés de ceux des adultes permettent un isolement complet des mineurs qui bénéficient au surplus de thérapeutiques différentes et spécifiquement appropriées à leur état particulier. Ces mesures sont très louables en soi, mais nous verrons plus loin que nous sommes en réalité mal armés pour tenter la rééducation de mineurs anormaux. L'expérience démontre en effet que ces enfants arrivent toujours à jeter le trouble dans les asiles où ils sont placés par leur insubordination ou leurs extravagances. Dans ce domaine, par conséquent, des établissements spécialisés pour mineurs s'imposent et c'est que nous aurons l'occasion de développer dans notre troisième partie.

Reconnaissons cependant qu'un nouvel effort a été tenté depuis pour améliorer la situation des mineurs anormaux. Une récente circulaire du 5 novembre 1937 annonce la mise à l'étude des conditions de traitement de ces mineurs et le Ministre sollicite à cet effet les suggestions des Conseillers délégués dans chaque Cour d'Appel à la protection de l'Enfance. Mais il est encore trop tôt pour qu'aucune réalisation ait déjà pu être commencée.

En ce qui concerne également le dépistage de l'enfance malheureuse en faveur de qui sont intervenues les dispositions de la loi du 24 juillet 1889 et du décret-loi la modifiant

du 30 octobre 1935, nous devons indiquer aussi la circulaire du 23 juillet 1937 relative à la collaboration de l'autorité judiciaire et des services d'Assistance Sociale. Cette circulaire invite les Procureurs Généraux à formuler toutes suggestions utiles sur les moyens d'étendre cette collaboration. Quelques mois avant une circulaire du 16 mars 1937 était venue, dans le même sens, fixer les dispositions du décret-loi de 1935 sur la correction paternelle et préciser les modalités de l'envoi des mineurs de cette catégorie dans une maison d'éducation surveillée, ainsi que la question des frais de placement et de transfèrement.

Ajoutons pour en revenir au régime des institutions publiques de relèvement de l'Enfance et pour terminer cet exposé l'arrêté ministériel du 25 octobre 1937 concernant le régime alimentaire des pupilles de ces établissements.

Voilà présentée dans ses grandes lignes la législation du redressement et du reclassement social des mineurs délinquants. Nous avons tenu à l'examiner surtout sous l'angle varié des méthodes employées à ces fins sans oublier d'étudier parallèlement l'évolution suivie en faveur de l'Enfance malheureuse, prédestinée à devenir l'Enfance coupable.

Demandons-nous maintenant ce qu'il faut conclure après cet examen. Que se dégage-t-il en effet de toute cette floraison législative de ces dernières années ? Pouvons-nous en tirer une leçon pour l'avenir, un enseignement pour demain ?

Nous constatons de suite que, si à l'origine, l'activité du législateur a été restreinte et incomplète, depuis la guerre de 1914-18, elle s'épanouit à souhait, fécondée par l'enthousiasme croissant de l'opinion publique pour toutes les questions de l'enfance. Nous remarquons que, ces dernières

années surtout, les circulaires ministérielles abondent et apportent chaque fois des précisions supplémentaires et des suggestions nouvelles. Elles reflètent assez bien les tendances actuelles de la science juridique dans ce domaine. On y sent se faire jour avec de plus en plus de force l'idée que le mineur délinquant doit être l'objet non de mesures répressives, mais éducatives.

La loi de 1850, la première loi française qui ait pris la criminalité juvénile en considération, disposait d'abord pour les mineurs condamnés à une peine d'emprisonnement. Des colonies pénitenciaires étaient à cette époque créées, nous l'avons vu, pour éviter la promiscuité dangereuse des jeunes délinquants avec les criminels endurcis et incorrigibles.

Aujourd'hui, au contraire, il est très rare de voir un mineur condamné à une peine d'emprisonnement, on lui applique presque toujours des mesures éducatives. Par ailleurs, si au début on ne s'est occupé que des mineurs qui avaient commis une infraction à la loi pénale, maintenant on cherche par tous les moyens à prévenir le développement, chez des enfants prédisposés, des aptitudes au crime, on veut les prémunir contre les mauvais penchants qui n'attendent pour se révéler que l'occasion favorable. Enfin cette humanisation des lois de la protection de l'enfance se manifeste dans les tendances actuelles par le souci de soumettre ces enfants à une discipline ferme mais non pesante. Il ne faut pas décourager le jeune homme dont on poursuit le relèvement moral, par une discipline de contrainte et de représailles. Il faut au contraire lui donner confiance en faisant naître chez lui le sentiment d'une responsabilité personnelle. L'une des dernières circulaires que

nous citons est significative à ce sujet. Le Garde des Sceaux s'y exprime en ces termes :

« Vous appellerez aussi aux représentants du personnel
« de surveillance que les pupilles ne sont pas des détenus,
« qu'ils ne sont pas des condamnés, qu'ils n'exécutent pas
« une peine, mais qu'ils sont là pour être rendus plus aptes
« au travail, plus disciplinés et meilleurs. »

Un principe nouveau tend à être de plus en plus appliqué, c'est celui de la nécessité d'offrir des distractions aux pupilles. Au siècle dernier et même au début du siècle présent, la question des distractions étudiée au point de vue éducatif ne venait à l'esprit de personne. Pourtant aujourd'hui on admet qu'il y a là un principe tout aussi nécessaire dans une œuvre de moralisation que celui d'une bonne hygiène ou d'une bonne instruction professionnelle. Un autre principe, qui a le premier fait son apparition dans la science juridique relative à ces questions, et qui plus que jamais est observé, est celui de la spécialisation. A chaque jeune délinquant il faut appliquer des méthodes appropriées d'éducation. La loi de 1850 a créé les colonies pénitenciaires, les maisons pénitenciaires pour les filles et les colonies correctionnelles qui recrutaient les insubordonnés et les condamnés à l'emprisonnement. La loi de 1904 crée des écoles professionnelles pour les pupilles vicieux de l'Assistance publique. Celle de 1908 crée également des établissements appropriés pour les mineurs qui se sont livrés à la prostitution. Et actuellement on peut dire que chaque maison d'éducation surveillée tend à s'appliquer à une catégorie bien déterminée de délinquants. La spécialisation se développe toujours davantage et l'on parle de créer des

centres d'observation et de triage qui opèreront encore mieux la sélection.

Telles sont les conclusions qui se dégagent de l'examen de cette évolution législative. Nous pouvons affirmer que cette matière va donner encore lieu pendant de nombreuses années à une législation abondante et variée inspirée par un mouvement rapide d'opinion. Puis il se produira une refonte de toute cette accumulation législative, une compilation sera faite de toutes les dispositions existantes comme la loi de 1912 l'a déjà réalisé en partie. Une fois fixé, le Code de l'enfance délinquante s'ajoutera aux autres et sera appliqué de la même façon par nos tribunaux. Mais auparavant il nous faut encore produire une législation fragmentaire et abondante, construisant et détruisant tour à tour, essayant, tâtonnant, hésitant avant d'arrêter la solution définitive. Nous nous efforcerons, quant à nous, de présenter dans cette étude des suggestions nouvelles qui, si elles sont retenues, pourront en faire naître d'autres, et dans cette mesure nous aurons la satisfaction d'avoir fait œuvre utile.

PREMIERE PARTIE

Des facteurs de la criminalité juvénile

Comment se recrute l'armée du crime

L'enfance coupable ! Réalité angoissante et grave problème auquel nul ne peut demeurer indifférent !

Si l'on envisage, en effet, nous dit M^e Henri Urtin, dans un article de la *Revue Internationale de Droit Pénal*, la totalité des délinquants, on observe que 36 % d'entr'eux sont âgés de quinze à vingt ans, 19 % de vingt à vingt-cinq ans, 10 % de vingt-cinq à trente ans et la progression ne cesse ensuite d'être descendante.

Le passage de l'enfance à l'âge adulte par l'adolescence apparaît ainsi comme la période de la plus grande criminalité: celle, au surplus, d'où découleront toutes les autres. Si nous examinons, d'autre part, les statistiques, nous pourrions encore mieux mesurer l'ampleur du problème :

Nombre de mineurs poursuivis devant les Tribunaux français :

Année 1924.....	12.671
— 1925.....	12.932
— 1928.....	12.825
— 1929.....	11.882
— 1930.....	12.234
— 1931.....	11.898
— 1932.....	10.034

Nombre des mineurs poursuivis devant le seul Tribunal pour enfants et adolescents du département de la Seine :

Année	1928.....	1.943
—	1929.....	1.879
—	1930.....	1.914
—	1931.....	1.606
—	1932.....	1.281
—	1933.....	1.133
—	1934.....	1.598
—	1935.....	1.650

En ce qui concerne les années 1934 et 1935, nous devons faire remarquer que l'augmentation est d'autant plus sensible que les mineurs poursuivis pendant ces deux années sont nés pendant les années de guerre, années creuses, pendant lesquelles la natalité a été en décroissance.

Si nous voulons maintenant nous placer à un point de vue plus général et considérer la statistique au regard de toutes les affaires dans lesquelles un mineur est en cause de près ou de loin, nous avons les chiffres suivants :

Année	1930...	7.000 affaires concernant	9.880 enfants
—	1931...	8.000 « «	11.600 «
—	1932...	9.500 « «	14.300 «
—	1933...	9.700 « «	16.000 «
—	1934...	11.000 « «	17.500 «
—	1935...	13.900 « «	21.400 «

Nous observons donc nettement une recrudescence des affaires, même si nous tenons compte de la crise économique et du chômage et aussi d'un meilleur dépistage des enfants

maltraités, qui ont contribué évidemment à élever les chiffres de ces dernières années.

Le problème de l'adolescence coupable est par conséquent un grave problème puisqu'en trente ans, — c'est-à-dire une génération — le nombre des jeunes délinquants poursuivis aura été de plus de 350.000. Et sur ce nombre impressionnant, plus de 30.000 garçons et de 12.000 filles auront fait un séjour plus ou moins long dans les maisons d'éducation surveillée.

Quant aux délits commis principalement par les mineurs, ils sont nombreux. Avant le décret-loi du 30 octobre 1935, le vagabondage était le délit le plus courant chez les garçons mais actuellement le vagabondage, qu'il soit simple ou accompagné de prostitution (vagabondage spécial) n'existe plus en tant que délit, et ne peut donc plus être retenu comme expression de la délinquance juvénile. Mais celle-ci se manifeste encore sous quantité d'autres formes et notamment : la filouterie d'aliments, l'abus de confiance : par exemple le délit consistera à encaisser des factures et à en conserver le produit ; la destruction de clôtures ou de récoltes : les garçons n'éprouvent aucun scrupule, pour se livrer au maraudage, à briser les barrières qui clôturent peu solidement les vergers ou les jardins ; au besoin, ils n'hésitent pas, lorsqu'ils craignent d'être découverts, à mutiler aussi les arbres ; le vol, qui portera surtout sur l'argent, les aliments, les bicyclettes, les vêtements, la parfumerie. Ce délit pourra s'accompagner de recel ou d'effraction ; en ce dernier cas il devient un vol qualifié ; les coups et blessures, les attentats aux mœurs et enfin très rarement les tentatives de meurtre et les meurtres.

Signalons cette particularité que les incendies volontaires

et les tentatives de déraillement sont commis généralement par les très jeunes garçons.

Des lois récemment votées vont heureusement rendre presque impossible l'achat des armes à feu. Or on sait que les tentatives de meurtre commises par les garçons ont souvent pour seule cause le port du revolver, chose courante chez des jeunes gens de 16 à 18 ans.

Pour les filles, antérieurement au décret-loi du 30 octobre 1935, le vagabondage s'accompagnant de prostitution était le délit le plus commun : ainsi en 1933, 78 % de filles poursuivies s'étaient rendues coupables de ce délit, mais le vagabondage devant être aujourd'hui mis à part, nous observons surtout l'escroquerie et le vol (17 % de filles poursuivies en 1933).

Ces observations sur l'activité criminelle des jeunes convaincront assez, pensons-nous, de la gravité du problème de l'enfance coupable. Une solution ou disons plutôt des solutions s'imposent donc énergiquement.

Ceci posé, demandons-nous maintenant quelles peuvent bien être les causes de cette délinquance juvénile. D'ores et déjà nous pouvons affirmer qu'elles sont relativement nombreuses. Cela tient à ce que, dans une étude de la criminalité, il faut distinguer les éléments personnels du délit, tenant à la nature propre de l'individu et les éléments étrangers du délit tenant au milieu principalement.

Nous considérons, quant à nous, qu'il existe trois variétés de causes à la criminalité juvénile :

L'HÉRÉDITÉ,
LE MILIEU,
LES CONDITIONS ÉCONOMIQUES.

C'est ce que l'on peut résumer dans la formule du Docteur G. Paul-Boncour: « La délinquance est un phénomène biológico-social. »

Nous étudierons ces trois facteurs de la délinquance sous trois rubriques différentes.

CHAPITRE PREMIER

L'hérédité

La valeur physiologique de l'être humain dépend du bon état des éléments fécondateurs, des conditions du développement de l'embryon et de la santé de la mère dans la période qui a précédé l'accouchement. Les lois de l'hérédité dont il ne vient à l'idée de personne de contester l'existence, sont d'ailleurs connues depuis la plus haute antiquité et l'on peut lire dans Aristote : « L'enfant de la femme, comme les fruits de la terre, participe aux qualités du sol qui les nourrit. »

La dégénérescence de l'espèce humaine reconnaît de nombreuses causes mais principalement l'alcoolisme, la syphilis, l'aliénation mentale, la tuberculose des procréateurs. Quant aux autres facteurs d'affaiblissement de la race, nous ne croyons pas devoir y insister, car ces facteurs présentent une bien moindre importance à cet égard ; nous voulons parler de certaines intoxications dites exogènes, telles que : le paludisme, le saturnisme (intoxication des ouvriers travaillant le plomb), le morphinisme, l'opiumisme, l'éthérisme, le chloralisme, le cocaïnisme, l'oxy-carbonisme. Les maladies organiques, causes endogènes, contribuent également à affaiblir l'espèce humaine.

Or la dégénérescence a notamment pour effet celui de prédisposer et de porter l'individu à une activité crimi-

nelle. Et faisant nôtres les déclarations du Dr Heuyer, nous donnerons la définition suivante de l'enfant anormal : « Enfant qui, sous l'influence de tares morbides, le plus souvent héréditaires, présente des défectuosités d'ordre intellectuel ou moral qui l'empêchent de s'adapter spontanément au milieu social. » L'individu dégénéré, en effet, n'est plus en état de réagir contre les mauvaises influences qu'exercent sur lui le milieu familial et le milieu social. Il garde une attitude passive devant ces impulsions et ainsi entraîné par une force à laquelle il n'a pas l'énergie de résister, il se livre à toutes les manifestations du crime. Et c'est dans la mesure où la dégénérescence conduit à la criminalité que l'hérédité morbide est un facteur de la délinquance juvénile. Elle n'en est pas une cause directe, mais indirecte, puisque c'est parce que la dégénérescence est un produit de l'hérédité morbide que celle-ci doit être tenue pour une cause de la criminalité.

Nous n'avons pas à étudier ici sous quelles formes pathologiques se présente un dégénéré. Cela ressortit à la science médicale et dépasserait le cadre de cette étude. Qu'il nous suffise de savoir que les malformations dont sont atteints les enfants dégénérés peuvent être physiques ou mentales. Parmi les secondes, citons surtout l'aliénation mentale, qui peut elle-même revêtir plusieurs formes ; lorsque le fonds psychique est altéré par un trouble dans l'évolution normale des fonctions cérébrales, nous avons alors des déséquilibrés, des instables, des obsédés, des impulsifs : tous ceux-là n'ont aucune affectivité ni aucune sociabilité. Ou bien l'évolution du fond psychique consiste dans un processus d'involution : il y a affaiblissement intellectuel global. Ce sont les déments,

Chez les déments également, ce n'est pas seulement l'intelligence qui est atteinte, mais aussi l'affectivité. Aussi trouvons-nous fréquemment parmi eux des égoïstes, des orgueilleux, des fourbes, des menteurs, des révoltés, des vindicatifs. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les fous soient facilement portés au crime et c'est en ce sens que la dégénérescence est un facteur de la délinquance juvénile. En effet, son importance à cet égard, apparaît pleinement en ce qui concerne les troubles de l'activité des fous, lesquels ne sont au fond que la conséquence de leurs troubles affectifs; ce sont des actes d'impolitesse, de malpropreté, de violences, de destruction, d'homicide, de vol, d'incendie. Ainsi ces malades entraînés par une force interne impérieuse agissent constamment en contradiction avec les exigences de la vie sociale en commun et leurs actes le plus souvent inconscients sont toujours involontaires, impossibles à inhiber.

Notons pour terminer ces observations sur l'aliénation mentale considérée comme forme de dégénérescence que c'est l'alcoolisme et la syphilis qui sont les deux grandes causes de la psychopathie en général. On peut même affirmer que les hérédo-alcooliques et les hérédo-syphilitiques atteints des tares mentales que nous venons d'énumérer sont les meilleurs exemples et les plus fréquents d'hérédité morbide. Et ce problème apparaît encore plus angoissant quand on songe que ces diverses malformations peuvent être chez les enfants l'effet d'une ivresse passagère des procréateurs ou de l'un d'eux seulement. On a pu en effet déceler la présence de l'alcool dans les sécrétions génitales d'un individu en état d'ivresse. Enfin, notons encore que les hérédo-alcooliques sont très sensibles à l'alcool et ont une tendance

marquée à devenir eux-mêmes buveurs et alcooliques, ce qui n'est pas de nature à atténuer la gravité de la question de l'hérédité.

L'aliénation mentale n'est pas le seul signe sous lequel se présentent les dégénérés. L'épilepsie et l'hystérie atteignent souvent aussi les hérédito-alcooliques et les hérédosyphilitiques. Les descendants de tuberculeux y sont d'ailleurs exposés. L'épilepsie est une affection nerveuse, chronique, caractérisée par des troubles nerveux ou mentaux variés. C'est dans la phase post-convulsive que l'épileptique peut commettre des actes délictueux. En effet chacune des attaques est suivie d'obnubilation. Le malade entre en état d'obtusion intellectuelle et déploie alors une activité automatique dont il ne conserve qu'un souvenir partiel ou imparfait par l'effet d'une confusion mentale avec des idées délirantes ou des hallucinations. Quelquefois, sans avoir de véritables attaques, l'épileptique a des accès qui se traduisent par une grande brusquerie et qui s'accompagnent de la même amnésie. Dans cette forme de l'épilepsie, le malade a quelquefois des idées de suicide, des hallucinations, ou des accès de fureur, naturellement toujours au détriment de l'entourage.

L'hystérie n'est pas encore très connue dans sa nature essentielle. Mais la suggestibilité est considérée comme en étant un des caractères fondamentaux. Les troubles hystériques ne se rencontrent que chez des sujets présentant donc un état mental spécial fait de suggestion, d'imitation, d'émotivité plus ou moins profonde, du désir plus ou moins conscient d'intéresser l'entourage, quelquefois de perversion. Au moral le caractère des hystériques est capricieux, fantasque, mobile à l'excès; duplicité, mensonge, habileté à

simuler, à tromper, à inventer, fourberie, propension brusque et intempestive aux actes les plus pervers et les plus criminels sont les traits caractéristiques de ces malades.

Les affections mentales, l'épilepsie, la chorée, mais surtout l'alcoolisme et la syphilis sont les causes prédisposantes de l'hystérie. L'hérédité intervient d'ailleurs seule comme facteur de cet état pathologique.

Nous n'avons pas la prétention d'étudier toutes les formes de dégénérescence. Nous avons seulement voulu nous occuper de celles chez qui les impulsions criminelles sont particulièrement décelables. En tout cas ces différentes tares mentales envisagées dans leurs manifestations antisociales, nous démontrent assez quel fléau pour l'humanité représentent l'alcoolisme et la syphilis qui sont les deux facteurs les plus puissants de la dégénérescence humaine. Et nous pouvons affirmer avec le Docteur Lauzier : « Syphilis, Tuberculose et Alcoolisme sont à la base de l'enfance déficiente. Ces grandes infections et intoxications chroniques, particulièrement la syphilis, apparaissent en définitive comme responsables de la majorité des anomalies mentales de l'enfance. »

Nous nous permettons, pour illustrer et démontrer les affirmations que nous venons d'exprimer à propos de la dégénérescence hérédo-alcoolique en particulier, de présenter maintenant une enquête opérée par les services de la « Sauvegarde de l'Adolescence » pour le Tribunal pour enfants et adolescents de la Seine. Cette enquête a été de préférence choisie parmi celles auxquelles procèdent des institutions comme celle que nous venons de citer, à Paris, ou comme la Protection Toulousaine de l'Enfance, à Toulouse, dont le succès dans l'entreprise du dépistage de l'en-

fance malheureuse et prédélinquante a été si bien mis en valeur par notre collègue G. Delpuech, Attaché au Parquet Général de Toulouse. Ces enquêtes ont en effet le mérite d'être bien conduites et d'être faites dans l'unique intérêt d'aider le Tribunal dans sa tâche d'éducation corrective. Les enquêtes diligentées par la grande presse sont malheureusement trop souvent tendancieuses et déformeraient au besoin la réalité des faits pour livrer au lecteur un scandale inédit et qu'il croira appelé à un retentissement lointain.

L'enquête que nous avons choisie est caractéristique au point de vue qui nous occupe dans ce chapitre. L'alcoolisme auquel se joint évidemment ici une éducation pernicieuse est sans conteste le facteur primordial de la délinquance juvénile. Rappelons-nous en effet que sur 100 mineurs condamnés, la proportion des fils d'alcooliques oscille entre 45 et 51 %.

Voici l'histoire de ce garçon de 17 ans traduit devant le Tribunal pour enfants de la Seine pour vol. Plusieurs fois Charles X... s'était emparé d'automobiles en stationnement pour faire une promenade et les avait abandonnées ensuite. Il appartenait à une famille de 4 enfants dont il était le second. Le père, installé à son compte, travaillait dans la mécanique automobile. C'était un homme dur et intéressé qui s'adonnait très facilement à la boisson. Or le grand-père de Charles, alcoolique impénitent, est mort à l'âge de 45 ans, dans une crise de délirium tremens. Il n'est pas douteux que ce soit lui le grand responsable de cette lamentable histoire. Son fils, le père de Charles, héritant du vice qui avait entraîné la mort de l'aïeul, devenait à son tour buveur, comme s'il était à craindre que cette

tare ne se transmet pas dans toute sa force à la postérité. Et de fait nous allons voir que, loin au contraire de s'atténuer chez les enfants, elle les avait marqués davantage, Charles du moins. Car si la santé du père de cet enfant était en somme satisfaisante, celle de Charles était bien de nature à préoccuper les parents. La mère, une femme de conduite légère, peu empressée pour les soins à donner à ses enfants, a avoué plus tard que, dès l'âge de 6 mois, son fils Charles avait eu des convulsions et que les crises avaient même été fréquentes. L'avulsion dentaire avait été lente. L'enfant est resté longtemps sans marcher seul. Il a souffert pendant son jeune âge d'incontinence d'urine et fécale. Cette énurésie, normale chez les tout-petits a duré jusqu'à l'âge de 10 ans. Son développement aussi a été lent. Au point de vue moral et mental, cet enfant était de caractère difficile, indépendant, il était menteur, vantard, querelleur, sujet à des sautes d'humeur; il avait souvent un rire nerveux, parfois dans les circonstances les plus tristes, comme à l'enterrement de sa grand-mère pour laquelle il avait une profonde tendresse. Toutes ces anomalies physiques et morales sont, à n'en pas douter, des manifestations de cette hérédité qui pesait sur lui. Sans être un dégénéré complet, ce garçon était naturellement un terrain tout préparé pour le développement des impulsions criminelles. Et, dès le moment que l'esprit du mal s'empara de lui, il ne lui fut plus possible de réagir ni de se racheter. La suite de l'enquête nous en donne la preuve. Après avoir exprimé la promesse de se faire pardonner sa conduite, à Fresnes, ses tendances perverses eurent à nouveau raison de lui et peu de temps après il était arrêté pour vol et vagabondage. Il avait encore dérobé

une automobile arrêtée dans la rue, et s'en était emparée pour faire un tour au bois où il avait accroché l'aile d'une autre voiture. Ayant tenté de fuir à toute vitesse, il fut rejoint par une auto de la Sûreté et arrêté. On a retrouvé dans sa correspondance, une lettre qu'il devait adresser à un de ses amis. Il y racontait son accident en parlant de « son auto » et expliquait comment il l'avait dérobée et s'était fait arrêter. Cette lettre est frappante de désinvolture et d'inconscience.

Confié par le Tribunal à une maison d'éducation surveillée, il y est visité encore par une personne envoyée par la Sauvegarde de l'Adolescence. Cette fois, il n'a semblé nullement ennuyé de sa nouvelle détention; il racontait son délit avec indifférence et ne réalisait plus qu'il avait commis un vol. Il acceptait les reproches passivement comme un être désormais incapable de réagir et de repousser les assauts du mal. En le questionnant de plus près, le visiteur put se rendre compte qu'il était obsédé par le désir de conduire une auto et que le motif du vol était la nécessité de satisfaire à cette idée fixe. La raison et le sens moral avaient été chez lui à ce point obscurcis qu'il était devenu la proie d'une obsession. Son libre arbitre avait été entièrement anéanti par l'évolution dans son esprit de cette idée fixe. Peut-on espérer alors rendre à ce malheureux la raison et la conscience qui l'ont abandonné de façon si complète ? Est-il possible même d'arrêter cette rupture de l'équilibre des phénomènes mentaux ? C'est là que le problème de la rééducation de mineurs délinquants apparaît dans toute son acuité et qu'on en peut mesurer toute la difficulté.

Il est évident qu'en l'espèce il ne peut plus être question

de relèvement pour ce garçon pareillement obnubilé mais seulement d'internement dans une maison d'anormaux. Au moins la prévention collective sera assurée mais il faut avouer l'échec de la prévention individuelle. Tout effort, tenté à l'égard d'un être aussi aberré est voué à l'inanité, car les ravages que le mal inexorable a opérés sont irréparables. On aperçoit maintenant quel fléau représente l'alcoolisme pour la société. Ses funestes effets ne tardent jamais à se produire.

A la deuxième génération, souvent déjà la première, les conséquences apparaissent, terribles, angoissantes. Pauvre enfant qui avait droit au menu bonheur de naître seulement comme les autres et de devenir un homme équilibré, te voilà condamné à vivre tel un lépreux, loin de toute affection et comme un déchet inutile que l'on repousse du pied ! L'implacable hérédité a fait de toi son jouet !

CHAPITRE II

Le milieu

Les réflexions qui précèdent nous ont permis d'apprécier dans quelle mesure la criminalité de l'enfant dépendait des lois de l'hérédité. Nous allons maintenant dans ce chapitre aborder un autre facteur de cette criminalité infantile : le Milieu.

A la différence du facteur Hérédité qui touche plus spécialement à la science médicale, celui-ci va nous obliger à aborder les grandes questions de la sociologie. L'étude de l'enfant délinquant ne doit pas en effet être faite seulement à un point de vue exclusivement personnel, mais bien plutôt sous l'angle des rapports sociaux de l'enfant, car celui-ci, évoluant dans un milieu bien déterminé, se comportera de façon bien différente suivant les influences qu'exercera sur lui ce milieu. L'individu étant pris comme cellule sociale, c'est sous ce rapport que nous l'observerons. L'enfant délinquant étant donc étudié dans ses rapports avec le Milieu, son étude ressortit dès lors à la sociologie.

L'influence du milieu social et par là nous entendons aussi bien le milieu familial que social proprement dit, s'est vu, suivant les philosophes qui ont traité de la question, attribuer une importance très variable. On peut noter deux écoles en présence, qui se combattent l'une l'autre avec la dernière énergie et qui à cause de cela deviennent

trop tendancieuses et trop outrancières, pour que nous puissions nous rallier à l'une ou à l'autre entièrement.

Nous nous devons de nommer d'abord le fondateur même de la sociologie, le grand philosophe Emile Durkheim, pour qui naturellement la sociologie est tout et l'hérédité n'est rien. Nous relevons en effet, dans son œuvre « Education et Sociologie » le passage suivant dont la lecture ne peut laisser subsister aucun doute sur l'opinion de l'auteur :

« ...Si l'on fait abstraction des vagues et incertaines tendances qui peuvent être dûes à l'hérédité, l'enfant, en entrant dans la vie, n'y apporte que sa nature d'individu. La société se trouve donc, à chaque génération nouvelle, en présence d'une table presque rase sur laquelle il lui faut construire à nouveaux frais... elle crée dans l'homme un être nouveau. »

En opposition à ces idées, l'Ecole nouvelle avec M. Henri Bouchet opte pour un apport initial dans lequel se trouveraient incluses toutes les possibilités positives de l'individualité à venir. Dans sa thèse : « L'Individualisation de l'enseignement, l'Individualité des enfants et son rôle dans l'éducation », M. Bouchet écrit en effet : « Dès les premières années se dessine ainsi une forte personnalité naissante qui tend de toutes ses forces à s'adapter à son milieu, et ce par une adaptation extraordinairement active, dont la forme et le sens viennent de l'intérieur, les influences extérieures se présentant seulement comme des stimulations ». Et il ajoute : « Cet ensemble d'observations constitue ainsi une objection des plus graves pour la thèse qui attribue à la société le meilleurs de la personne humaine, et qui réduit l'existence proprement individuelle à un schéma biologique et mental si rudimentaire que si l'on supprimait la vie so-

ciale rien ne distinguerait l'homme de la brute la plus épaisse ».

Voici donc deux positions successives et contradictoires qui ont été prises par deux philosophes et qui reflètent deux courants importants de la pédagogie. Faut-il accorder la préférence à l'une contre l'autre ? ou laisser la lutte se poursuivre ?

En réalité, à les examiner de près, on remarquera qu'elles ne sont pas inconciliables et qu'on peut, partant de l'une et de l'autre, se faire une opinion tenant le juste milieu et qui, à ce titre ne saurait encourir le reproche de l'exagération. Nous voyons que Durkeim consent tout de même à apercevoir de « vagues et incertaines tendances dues à l'hérédité » et que M. Bouchet, de son côté, n'hésite pas à reconnaître dans les influences extérieures des « stimulations » ayant leur rôle propre. Donc, si l'on enlève à ces deux théories ce qu'elles ont de trop absolu et de catégorique, on arrivera à les concilier et à les fondre en une théorie plus rationnelle, mieux équilibrée.

D'ailleurs cette théorie intermédiaire a été présentée déjà par un maître en la matière : le professeur E. Guyénot, dans son ouvrage « l'Hérédité », qu'il termine par cette conclusion : « Le patrimoine héréditaire n'est pas en incessante transformation ; sa caractéristique est une fixité relative sans doute, mais considérable. La transmission des propriétés héréditaires est la règle ; la variation germinale, l'exception ». Qu'est-ce à dire ? Ce biologiste distingue l'hérédité qui maintient la stabilité des types et la variation, qui est la base nécessaire de toute transformation. Or, parmi ces variations, il voit « des modifications individuelles liées aux circonstances du milieu et non héréditaires » et d'autre

part « des variations brusques du patrimoine héréditaire ou mutations, point de départ de génotypes nouveaux ».

C'est donc que, contrairement à la position absolue de Durkheim, l'enfant en naissant n'apporte pas seulement sa « nature d'individu » sorte d'entité purement théorique, mais une nature spéciale et positive constituée par un patrimoine héréditaire modifié lui-même durablement au cours des siècles par des variations brusques, lesquelles s'imposent successivement à celui-ci. Nous voilà loin de la « table rase ». Mais le maître genevois ne s'arrête pas là et ouvre lui-même la voie à la psychologie et par elle à la sociologie, en admettant les modifications individuelles non héréditaires dûes aux conditions du milieu. Nous sommes donc très exactement placés sur le bief de partage de deux zones d'influence : l'apport individuel fait du patrimoine héréditaire modifié à l'infini par les mutations brusques réalisées dans la vie de l'espèce et, par ailleurs, les modifications individuelles provenant de l'influence du milieu, mais qui ne dépasseront pas l'existence d'un individu parce qu'elles auront été trop superficielles pour modifier les facteurs héréditaires.

Nous nous rangeons, quant à nous, à cette théorie qui nous paraît fixer les véritables limites du champ réservé à l'hérédité, d'une part, et au milieu social, d'autre part, dans la formation de l'enfant. Sans vouloir attribuer une influence prépondérante au milieu comme Durkheim, ni méconnaître cependant cette influence comme tend à le faire Henri Bouchet, nous pensons que le « moi » qui se présente comme étant perpétuellement en quête d'un équilibre fuyant est le résultat d'une lutte dans laquelle sont engagées les aptitudes innées de l'individu, qui constituent le

patrimoine héréditaire et vivant, et les aptitudes des autres qui cherchent à se frayer une place au centre de la vie en commun, lesquelles aptitudes représentent par leur action dans cette lutte l'influence constamment transformatrice du milieu. Nous référant ici à M. Bergson, nous croyons que les aptitudes que nous possédons à l'état brut, quand nous naissons, contiennent un « élan vital » qui les pousse à s'imposer dans leur milieu. Mais alors dans la mêlée qui s'engage ce sont les plus forts qui imposeront leurs aptitudes et les plus faibles les subiront. Et c'est dans la mesure où cette lutte tourne ou non à l'avantage des individus en présence que l'on peut parler d'influence du milieu.

On aperçoit dès lors toute l'importance des principes d'éducation et de pédagogie, puisque, nous nous en doutons maintenant, tous les efforts, en présence d'un enfant, doivent consister à faciliter le contact de l'individuel et du social en permettant aux aptitudes d'apparaître en pleine lumière pour se développer dans la vie sociale. Aussi sommes-nous amené à penser, sachant qu'une aptitude se développera d'autant plus facilement et normalement que son milieu d'expansion lui sera plus apparenté, que dans notre société organisée l'individu naissant trouvera d'abord dans le cadre restreint de la famille toutes les occasions favorables à la révélation de ses aptitudes et à leur mise en valeur.

Et cette première accommodation des aptitudes innées réalisées par la famille sera comme un cercle concentrique préparant les adaptations plus larges à la vie de la cité, de la région et enfin de la Nation.

C'est pourquoi dans toute étude du milieu au point de vue de la formation de l'âme humaine nous pensons qu'il faille commencer par la famille et essayer, prenant l'enfant

à son berceau, de dégager cette action constante qu'exerce en bien ou en mal le milieu familial. Or, ici, nous nous occupons plus spécialement du milieu en tant que facteur de la criminalité juvénile.

Nous nous attacherons donc maintenant, par l'observation de cas authentiques et psychologiquement analysés à faire ressortir toute l'influence pernicieuse que peuvent présenter le milieu familial, puis le milieu social dans la formation de l'âme juvénile.

Nous envisagerons d'abord la famille, dans les anomalies qui peuvent la frapper dans sa composition et sa vie mêmes. Le divorce ou le décès des parents rompent l'harmonie du foyer. Egalement cette harmonie peut être détruite par les enfants quand des dissensions surgissent entre eux. La position qu'occupe chaque enfant dans l'ordre des naissances joue son rôle à cet égard. Pour terminer nous ferons observer que même dans un milieu apparemment équilibré les enfants peuvent être mal orientés soit que les parents soient incapables et insuffisants dans leur tâche d'éducateurs, soit qu'ils soient indignes et favorisent la perversion des enfants.

Tout d'abord, il faut convenir qu'aujourd'hui la famille tend à se désagréger et la conséquence en est, au regard des enfants, un défaut de surveillance et de direction, quand ce n'est pas un abandon matériel et moral complet. Or les statistiques nous enseignent, celles notamment des Docteurs G. Paul-Boncour et J. Roubinovitch, que dans un grand patronage parisien, 45 % des garçons appartenaient à des familles de père et mère non mariés, divorcés ou déchus de leurs droits paternels.

D'autres statistiques fournies par la consultation médico-pédagogique de l'Institut J.-J. Rousseau, à Genève, fondé en

1912 par le professeur Ed. Claparède, nous conduisent aux mêmes constatations que celles qu'ont faites à la Seine les Docteurs Paul-Boncour et Roubinovitch précités. Madame Marguerite Loosli-Usteri, qui dirige la consultation psychologique à l'Institut que nous venons de nommer nous rapporte les observations qu'elle a pu faire des années 1929 à 1933, c'est-à-dire pour des années relativement récentes, dans un ouvrage qui, à notre avis, doit faire autorité en matière de dépistage de la criminalité infantile : « Les enfants difficiles et leur milieu familial ». Nous aurons l'occasion de reparler de cette œuvre genevoise qu'est l'Institut J.-J. Rousseau, dans la 3^e partie de notre étude, car les méthodes employées par cet Institut nous paraissent avoir donné des résultats suffisamment convaincants touchant leur valeur éducative et rééducative.

Sur 25 cas d'enfants de parents divorcés, nous dit Madame Loosli-Usteri, 19 entrent dans la catégorie des enfants difficiles. Elle ajoute que sur les 16 fils de parents divorcés qui ont été amenés à sa consultation, 10 y étaient venus pour cause d'indiscipline et pour deux autres l'indiscipline était un symptôme tout aussi important que l'énurésie.

Ainsi, conclut l'auteur, les trois quarts des garçons de parents divorcés que l'Institut a eu l'occasion d'étudier étaient non seulement des enfants difficiles, dans le sens le plus large du terme, mais des indisciplinés.

Et il suffit de se représenter un peu leurs conditions de vie pour comprendre qu'ils doivent éprouver la plus grande difficulté dans l'orientation de leur conduite.

Madame Loosli-Usteri, à ce sujet, nous cite plusieurs cas d'enfants de parents divorcés chez qui l'éducation faisant défaut, se sont développés les mauvais penchants. Elle nous

cite en particulier le cas d'un garçon de 13 ans qui, témoin des scènes violentes et nombreuses qui aboutirent au départ final du père, voulut imiter celui-ci et se mit à tyranniser sa mère, comme faisait le père.

Nous n'insistons pas sur les conséquences lamentables qu'entraîne le divorce au regard de ces enfants qui vont, à la séparation des père et mère, se trouver livrés à des étrangers qui n'éprouveront le plus souvent aucune affection pour eux et négligeront complètement leur éducation. Et ceux de ces malheureux qui, le divorce prononcé, sont confiés au père, vivent fréquemment dans des conditions qui ne sont pas loin de l'abandon moral. Quelquefois, il arrive également que l'époux auquel est remis l'enfant ne voit en celui-ci que la réplique de l'époux coupable. Cette attitude de méfiance creuse ainsi un fossé entre l'enfant et la mère ou le père, qui, en ont la garde, au plus grand détriment du développement moral de l'enfant.

Il n'est pas étonnant alors que ces malheureux deviennent des indisciplinés et même des délinquants. Ces observations se vérifient également dans une certaine mesure au sujet des orphelins. Dans la plupart des cas, l'absence de la mère signifie abandon moral. A part le fait que l'enfant est privé de l'affection et de la tendresse de sa mère, il faut tenir compte de la désorganisation, qui est la conséquence inéluctable de la maladie de la mère, et des négligences dont est victime l'enfant pendant le veuvage du père, période au cours de laquelle l'enfant est souvent entre les mains de personnes peu compétentes; puis la réorganisation même du foyer paternel par une belle-mère achèvera de décourager l'enfant et de l'exposer à tous les dangers que comporte une éducation négligée.

Nous citerons à ce propos le cas d'un garçon de 11 ans qui perdit sa mère à 8 ans. Cet enfant vivait chez des parents qui lui faisaient faire le métier de commissionnaire pour diminuer les frais de son entretien. Il n'était laissé à l'enfant aucun argent pour ses menus plaisirs. Le résultat a été qu'un jour l'enfant vola une somme importante à un de ses camarades. Or cet enfant, à la seule évocation de sa mère, fondait en larmes et répondait à quiconque le questionnait sur la raison de son chagrin : « Je pleure ma mère. » On sent ici toute l'importance que peut avoir la présence d'une mère pour un enfant et l'on en mesure la nécessité aux défaillances morales auxquelles se trouve exposé l'enfant.

Nous avons vu quelle place tenaient le divorce et le décès de l'un des parents dans l'indiscipline et la perversité des jeunes enfants. Il nous faut maintenant envisager non plus les facteurs qui touchent aux parents mais ceux qui concernent les frères et sœurs mêmes de l'enfant. Car il n'est pas douteux que le rang de l'enfant dans sa famille a aussi son importance au point de vue éducatif. Certains, comme Adler, attribuent à ce facteur une grande valeur : les enfants de la même famille, disent ses partisans, ont beau être éduqués selon les mêmes principes, ils y réagissent différemment : les enfants uniques seraient dans la plupart des cas des enfants choyés outre mesure, rendus incapables par des excès de tendresse de soutenir les luttes de la vie. Les aînés qui ont tous été pendant quelque temps des enfants uniques sont toujours des détrônés ; les deuxièmes seraient dans de nombreux cas de grands ambitieux, en lutte constante contre ce rival qu'est leur aîné. Les plus jeunes, finalement, sont les enfants choyés par excellence,

ceux qui concentrent sur eux toute l'attention de la famille. Ils prendraient toujours sans jamais rien donner.

La théorie est assez séduisante. Se vérifie-t-elle toujours ? Il est vraisemblable que non. Pourtant Mme Loosli-Usteri fait remarquer qu'à l'Institut J.-J. Rousseau les affirmations d'Adler se trouvent confirmées sauf en ce qui concerne les enfants uniques chez qui beaucoup d'autres facteurs interviennent pour expliquer leur indiscipline.

Mais à l'égard des cadets, les statistiques de l'Institut genevois nous font observer une relation marquée entre le rang de cadet et l'indiscipline.

Il n'est pas inconcevable en effet qu'un esprit d'initiative trop vif, mal dirigé, dégénère en indiscipline ou qu'un enfant choyé se mette à tyranniser sa famille en se servant pour ses fins de l'indiscipline. Mais il ne faut pas pousser trop loin l'analyse et l'on ne peut pas dire que les cadets disciplinés le soient devenus uniquement par le fait qu'ils étaient cadets.

Voici cependant un cas qui va nous convaincre que la jalousie des cadets pour leurs aînés peut conduire au délit. Le cas est d'ailleurs amusant à cause de l'ingénuité des propos tenus par la petite cadette.

Une fillette de 4 ans fut laissée à la maison alors que ses parents emmenaient son frère aîné à une fête de noce. A la cuisine, la petite trouva de l'argent, elle prit une pièce de 20 cts, la porta à la gare avoisinante et fit sortir du distributeur automatique une boîte de bonbons. La chose fut découverte. Anne-Lise ne nia point, mais dit, plutôt indignée : « Moi, on me laisse toujours à la maison. Mon frère, on l'emmène toujours aux mariages. Alors, moi aussi, j'ai voulu avoir un plaisir. »

Quant aux aînés, leur attitude est-elle caractéristique au point qu'il en résulte de sérieuses difficultés éducatives ? Il est exact de dire, avec Adler, que les aînés sont des enfants détrônés, qui, souffrant de leur infériorité par rapport à de brillants cadets, finissent par ne plus rien faire. Nous voyons le cas chez une fillette de 3 ans qui recommence à mouiller son lit à la naissance d'un petit frère et qui plus tard, bien que le petit ne soit pas spécialement brillant, persiste dans son attitude de princesse détrônée, et vit dans un monde imaginaire qui absorbe à tel point toutes ses facultés qu'elle est obligée de doubler une classe.

Dans de nombreux cas on se trouve en présence d'un cercle vicieux. Plus sot est l'aîné, plus grande est la préférence des parents et surtout de la mère pour le cadet ; et plus cette préférence est évidente, et plus profondément blessé est le sens de justice de l'enfant et plus profonde est cette blessure plus difficile pour l'enfant sera l'adaptation effective au milieu familial.

Voici par exemple une fillette de 12 ans qui a détruit différents objets appartenant à plusieurs de ses camarades. Elle reconnaît le fait et dit avoir agi par vengeance contre tout le monde parce que personne ne l'aime. Elle n'a qu'une amie. Questionnée sur ces faits, elle répond : « Je m'entends avec Mariette parce qu'elle aussi sait combien c'est triste d'avoir un petit frère ! »

Evidemment, en ce qui concerne les aînés, comme les cadets, nous ne pouvons pas affirmer que leur propension au mal soit uniquement due au fait qu'ils occupent le rang d'aîné. Mais cette situation dans la famille est tout de même un facteur qu'il convient de ne pas négliger dans

l'analyse. Notons enfin, pour terminer ces quelques réflexions sur l'enfant parmi ses frères et sœurs que dans les familles nombreuses l'aîné jouit d'une situation privilégiée. En effet, dans la la classe populaire surtout, il est d'observation courante que beaucoup d'aînés prennent de très bonne heure leur part de responsabilité dans le ménage. Ils mûrissent avant l'âge, sont très vite raisonnables, formant à ce point de vue la contre-partie de nombreux cadets qui ne parviennent pas à abandonner leur attitude infantile.

Nous venons d'examiner le milieu familial tel qu'il peut apparaître lorsque ses conditions d'existence sont devenues anormales. Le divorce, le décès des parents, la différence de traitement des enfants sont autant de manifestations anormales de la vie au foyer familial.

Mais nous pouvons observer même dans un milieu apparemment normal, c'est-à-dire dans une famille où le père et la mère élèvent ensemble leurs enfants communs des anomalies qui, au point de vue éducatif, sont de nature à entraîner d'aussi graves conséquences. Ces anomalies consisteront ici principalement en une erreur de jugement des parents, une incompréhension de leur part à l'égard des enfants et aussi souvent une indignité scandaleuse. Nous n'avons plus affaire à une sorte de vice matériel dans le milieu familial touchant comme précédemment à la composition et à la vie de la famille, mais plutôt à un vice d'ordre intellectuel touchant aux principes mêmes de l'éducation. Nous avons vu, au début de ce chapitre, que le milieu familial était précisément destiné à faciliter le contact de l'individuel et du social, à faire apparaître les aptitudes innées de l'enfant et à aider leur développement. Nous allons remarquer maintenant que cette tâche délicate entre toutes

pour les parents n'est pas toujours remplie de la façon la meilleure et que l'incompétence du père ou de la mère, souvent des deux à la fois, aboutit à donner à l'enfant une orientation exactement contraire à celle à laquelle il devait tendre.

Ainsi, par exemple, on nous cite le cas suivant : Rose est une fillette de 8 ans, très indisciplinée, mais qui manifeste des goûts artistiques. Aucune école ne peut la garder et elle a à son actif plusieurs petits vols. Les braves gens que sont ses parents s'attachent à étouffer ses goûts créateurs. Ils lui imposent le silence, ne s'intéressant nullement à ses réalisations artistiques. Or une excellente éducatrice qui a étudié l'enfant attribue l'agitation de cette petite et son besoin de se mettre en évidence à l'incompréhension à laquelle elle se bute chez elle. Ici, donc, malgré la tenue irréprochable des parents, le milieu familial doit être considéré comme insuffisant.

Or souvent l'on rencontre des parents comme ceux-ci, qui s'aveuglent dans l'orientation à donner à leurs enfants, et toujours le résultat est que le développement moral de l'enfant s'accomplit dans le mauvais sens.

Témoin ce jeune homme de 16 ans qui, bien qu'intelligent, était mauvais élève. Il avait pris l'habitude de dérober de petites sommes à son père afin de se procurer les menus objets qui devaient satisfaire son goût de la mécanique. Son père voulait faire de lui un universitaire. Cependant quelqu'un l'en dissuada et l'enfant fut mis en apprentissage. La transformation fut opérée du jour au lendemain. Ce jeune homme, jusque là apathique et paresseux, devint actif et plein d'initiative, et non seulement ne commit plus aucun vol, mais spontanément commença à remettre à sa

mère sa petite paie d'apprenti, sans en garder un sou. Ses aspirations étaient en effet satisfaites, il n'avait plus besoin de se procurer des subsides. L'élan vital, dirait Bergson, avait enfin trouvé sa direction.

A côté des parents incapables et incompréhensifs, nous avons les parents indignes. Sous cette rubrique, nous entendons avec Hanselmann (Heilpädagogik) ceux qui, par leur mauvaise conduite, influencent activement l'enfant dans un sens négatif. Bien souvent d'ailleurs parents indignes signifiera père ou mère alcooliques, mais surtout père alcoolique; car, en ce dernier cas, indépendamment du scandale et du mauvais exemple pour les enfants que représente l'ivrognerie du père, on observe un surmenage de la mère qui, accablée par les soucis et le travail auquel elle est obligée de se livrer à cause de la débauche du mari, devient incapable de diriger convenablement l'éducation des enfants. Même si elle n'est pas absente toute la journée, elle l'est pendant de longues heures et si elle rentre le soir exténuée et irritée, elle n'a plus la force de faire face avec calme et douceur aux difficultés de l'éducation de ses enfants. La mère qui, tout en travaillant dehors, est une bonne éducatrice, remplit une tâche surhumaine.

Nous n'insistons pas sur l'effet déplorable au point de vue éducatif du scandale causé par les scènes d'ivrognerie; il est assez évident pour que personne ne le conteste. L'étalement d'un vice aussi dégradant ne peut en effet que ruiner l'autorité des parents. L'homme qui rentre ivre chez lui et qui se querelle avec tout le monde cessera vite d'inspirer le respect à ses enfants. Les histoires d'enfants martyrisés par un père alcoolique sont trop nombreuses pour que nous nous y étendions.

Une autre conséquence de l'indignité et de l'immoralité des parents est la prostitution des enfants. Qu'il nous soit permis, pour en faire saisir toute la gravité, de rappeler les chiffres notés par le Docteur Paul-Boncour relativement aux causes déterminantes de la prostitution féminine :

Misère trop marquée.....	10 %
Salaires trop bas et chômage...	40 %
Séduction	11 %
Entraînement, mauvais exemples, éducation immorale.....	84 %

Nous voyons d'après cette courte nomenclature, qui ne contient que les faits les plus saillants, que l'éducation immorale est le facteur le plus marqué de la prostitution des mineurs. Il nous a été facile, en notre qualité d'avocat stagiaire au barreau de Besançon, de connaître des faits d'immoralité de ce genre, qui par l'exemple qu'ils offraient constamment aux enfants, ne pouvaient manquer de hâter leur chute. C'est ainsi que nous avons eu l'occasion de nous occuper d'une Yougoslave qui, réduite au chômage, se livrait à la prostitution dans l'unique chambre qui composait son logement. Une fillette de cinq ans assistait donc de façon habituelle à la débauche de la mère, qui fut très surprise qu'on la poursuive en déchéance des droits de la puissance paternelle.

De nombreux autres cas pourraient être signalés encore, mais nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de nous étendre sur ce sujet que tout le monde connaît bien.

A côté des scènes d'ivrognerie et de débauche dont de nombreux parents infligent le spectacle à leurs enfants, nous voyons également des paresseux qui dressent à la men-

dicité et au chapardage leurs enfants. Ainsi on a pu voir entre mille autres le cas de trois jeunes chiffonnières dont les parents et le frère aîné étaient en prison pour vol et vagabondage et qui vivaient dans une roulotte du commerce des chiffons et des peaux de lapin, tandis que leurs petits frères passaient leur temps à mendier et à maurauder.

D'autres parents poussent l'immoralité jusqu'à obliger leurs filles à la prostitution. Mlle Serin, médecin-chef des asiles et déléguée de la France à la Commission de l'Enfance de la S. D. N., rapportant dans une revue de l'enfance coupable quelques-uns des examens médico-pédagogiques qu'elle a eu l'occasion de faire dans un patronage parisien signale le cas d'une jeune fille qui était entraînée dans un dancing; c'était le père qui avait choisi cette profession; il surveillait la prostitution de sa fille et encaissait ses gains; lorsque l'enfant pour échapper à une vie qui lui était odieuse, se sauva de chez elle, il porta plainte contre elle et la fit arrêter pour vagabondage.

Nous en avons terminé maintenant avec le milieu familial. Nous allons nous occuper dans ce paragraphe du milieu social proprement dit; nous nous proposons donc d'étudier dans quelle mesure ce milieu représente un facteur criminogène complétant ainsi l'œuvre corruptrice déjà commencée par le milieu familial.

De suite nous pouvons affirmer que les deux grands vices du milieu social sont la non-fréquentation scolaire et l'immoralité de la rue.

Le premier, d'ailleurs en étroite relation avec le second, est un facteur bien souvent sous-estimé. Or les statistiques nous apprennent qu'en 1931 à la colonie pénitentiaire

d'Aniane il y avait 15 % d'illettrés et 23 % de garçons sachant à peine lire et écrire.

En 1933, sur 2.032 garçons recueillis par un grand patronage parisien, on a trouvé 25 % d'illettrés, 63 % sachant lire et écrire, 12 % ayant le certificat d'études.

En 1936, sur les 356 jeunes prostituées examinées on a trouvé 70 % de jeunes filles sans certificat d'études et 30 % seulement avec le certificat d'études (dont une avec le brevet élémentaire).

On peut affirmer, sans se tromper, que 70 à 85 % des mineurs à Fresnes ou dans les colonies pénitenciaires, ont un degré d'instruction inférieur au certificat d'études primaires.

Fort peu (3,9 %) ont fréquenté l'école primaire supérieure, un seul est un ancien élève du lycée, remarque le docteur Roubinovitch et il ajoute que 3,5 % seulement sont sortis d'une école professionnelle.

Ces statistiques sont à peu près identiques pour les adultes hommes et femmes et comme c'est à la Guyanne que se trouve la plus forte proportion d'illettrés il semble qu'il existe un rapport causal direct entre l'absence d'instruction et la criminalité.

Nous croyons nécessaire de noter également que chez certains enfants ce n'est pas le fait de la non-fréquentation de l'école qui les détourne du bien, mais l'incompréhension même des maîtres qui ont contre eux des préjugés défavorables. L'enfant blessé dans son amour-propre se révolte, et pour manifester son indignation au maître qui l'accuse à tort cesse tout effort et finit par désertir l'école. Résultat paradoxal mais vrai cependant : l'enfant bien disposé mais qui se heurte aux préventions sans fondement d'un

maître incompréhensif, se décourage et va grossir l'armée de ces petits vagabonds qui n'ont jamais été dressés qu'à la maraude et au désœuvrement.

Voici, par exemple, le cas d'un de ces maîtres bornés, qui est arrivé à s'aliéner un de ses jeunes élèves en donnant sur lui les renseignements suivants :

Il s'agit d'un instituteur suisse à Genève qui réussit si bien à décourager l'un de ses élèves que les parents alarmés par les accusations que portait le maître contre lui, décidèrent de le conduire à l'Institut médico-pédagogique dont nous avons déjà parlé au début de ce chapitre.

« Enfant sournois, disait ce maître, qu'il faut tenir de très près pour qu'il n'y ait pas tout le temps des malhonnêtetés. Il vole et il ment, mais il n'avoue que quand effectivement il ne peut plus se tirer d'affaire. Des cas pareils se répètent journellement. L'enfant est distrait en classe, il est turbulent et n'écoute jamais. »

Or un mois plus tard le même maître donnait les renseignements suivants :

« L'enfant a eu 5 de conduite, alors que d'habitude il a 6. » Invité à préciser les vols, le maître dit : « Il a volé un béret parce qu'on lui avait volé le sien. » En ce qui concerne les autres vols, le maître les soupçonne seulement ; il n'a jamais vu le garçon voler quelque chose. Or, à la première enquête, il affirmait avoir vu lui-même l'enfant prendre à un camarade un canif et un chapeau.

S'étonnera-t-on, après cela, que l'enfant refuse de retourner à l'école et préfère rôder dans les rues avec d'autres galopins qui l'entraîneront définitivement vers le vice.

Mais fort heureusement tous les maîtres ne ressemblent pas à celui-ci et nous devons reconnaître que beaucoup,

extrêmement dévoués connaissent bien leurs élèves. Cependant nous ne voudrions pas abandonner la question de la scolarité dans ses rapports avec la délinquance infantile sans dire quelques mots de ce qu'on appelle l'inhibition de la pensée, phénomène mental qui conduit le sujet au découragement et à l'esprit de révolte dans les cas aigus.

Nous nous référons ici à une étude de Künkel intitulée : « Das dumme Kind (L'enfant inintelligent) » ; Künkel est un disciple d'Adler dont nous avons déjà exposé certaines théories concernant les rivalités qui éclatent entre aînés et cadets. Pour lui également, l'enfant inintelligent n'existe pas ; il paraît tel parce qu'il se croit bête et se conduit comme s'il l'était. Dans la plupart des cas, où parents et maîtres, dit Künkel, se plaignent de la bêtise de l'enfant, nous avons affaire à des inhibitions de la pensée.

Partout l'enfant voit des choses qui l'intéressent. Mais on se moque de lui s'il pose des questions, et il rend impatients et mécontents les gens qui savent déjà tout. Alors il préfère ne plus poser de questions. Les problèmes qu'il ne peut pas s'expliquer lui-même perdent de leur intérêt. C'est le commencement de l'inhibition de la pensée. Bientôt ce garçon ne saura plus qu'on peut poser des questions. Rien ne l'étonnera, rien ne le préoccupera. A l'école, il apprendra sagement ses leçons, mais il ne posera aucune question spontanée ; apprendre, c'est une corvée et le maître a raison, lorsqu'il dit : « Ce garçon a peu d'intérêt pour l'étude, il apprend machinalement, mais sans comprendre et sans pénétrer la matière. »

Ensuite, il y a l'enfant, qui, en réponse à ses questions, reçoit des explications au-dessus de sa portée. Cet enfant prend en dégoût tout ce qui touche à la science, Il est

mauvais élève, parce qu'il a compris que les explications ne sont pas pour lui. Il n'a plus le courage d'écouter attentivement une explication ; il est ce qu'on appelle un enfant distrait.

L'enfant dont la curiosité s'est heurtée, poursuit Künkel, à des obstacles insurmontables arrangera son comportement selon ses expériences jusqu'au moment où il aura fait l'expérience contraire. Qu'on s'imagine un enfant qui, à l'âge de 4 ou 5 ans, a perdu l'habitude de poser des questions et de s'assimiler des explications. Il se dira inconsciemment : Je ne suis capable de rien, je ne sais rien et je ne comprends rien. Je suis trop bête pour ce monde. Toutes les expériences subséquentes confirmeront la première. Car qui n'a pas compris les choses les plus simples ne comprendra pas les choses plus compliquées. Et même lorsque cet enfant a la chance de tomber sur un maître qui a de la patience avec lui, qui voudrait recommencer à tout lui expliquer depuis le commencement, l'enfant n'ose plus penser les choses les plus simples, de peur d'échouer.

Même ce bon maître désespérera et dira : « Tu es vraiment trop bête, il ne faut pas t'occuper de choses pareilles. » Les idées d'infériorité grandissent alors chaque jour. L'enfant croit à sa bêtise, il se croit un paria parce qu'il ne comprend pas les conversations de ses camarades et qu'on se moque de lui chaque fois qu'il ose ouvrir la bouche.

Pourtant cet enfant se rend compte qu'il pourrait tout comprendre. Mais il lui est impossible de déchirer le voile léger qui le sépare de la compréhension.

L'enfant qui souffre d'une inhibition de la pensée est malheureux car il devine qu'il s'est égaré, mais il ne peut retrouver son chemin. Plus il avance en âge, plus profon-

dément se creuse l'abîme entre lui et ses camarades. Il est pris dans un cercle vicieux : « Parce que je suis convaincu de ma bêtise, je ne me donne plus la peine de réfléchir. Et parce que je ne réfléchis pas, je ne comprends rien. Et parce que je ne comprends rien, je suis convaincu de ma bêtise. »

La vie de ces enfants est un martyre. Ils sont placés dans des classes spéciales et l'humanité les considère comme des êtres inférieurs. Leur confiance en eux-mêmes s'éteint irrévocablement. Leur attitude vis-à-vis de la société est hostile ; ils sont aigris et lorsqu'ils disposent d'énergie suffisante, ils se vengent par le crime de la société qui les a perdus.

Voilà la théorie de Künkel ; nous nous y rangeons, quant à nous, étant convaincu que le rôle d'un éducateur est très délicat à remplir. Il ne faut pas s'étonner que certains maîtres d'école malgré toute leur bonne volonté et leur désir de connaître chacun des enfants qui leur sont confiés s'égarent parfois pour certains et les tiennent pour inintelligents, alors que c'est eux qui n'ont pas su expliquer ou entretenir l'intérêt des leçons dans l'esprit de ces enfants. Il nous est arrivé fréquemment au cours de notre scolarité d'observer des jeunes gens qui avaient été brillants au début et qui s'éteignaient brusquement dès qu'ils abordaient les classes difficiles. On disait d'eux qu'ils n'avaient pas de moyens et qu'ils n'avaient réussi que parce qu'ils étaient très appliqués. Or il nous paraît plus juste de croire que ces jeunes gens avaient inhibé leur pensée par la faute de maîtres incompréhensifs. Et remarquons que c'est de ces mêmes sujets que l'on dit plus tard qu'ils ont « mal tourné ». Le processus que nous décrit Künkel se vérifie donc plei-

nement et nous sommes porté à insister encore sur les difficultés nombreuses que comporte une saine pédagogie.

Nous terminons par là les observations que nous tenions à présenter sur le rapport qui existe entre les questions scolaires et la délinquance juvénile.

Nous allons envisager, en dernier lieu, ce second vice du milieu social actuel qui est « l'immoralité de la rue ». Cette action pernicieuse au plus haut degré, d'une société corrompue, se manifeste à chaque instant. Tout semble concourir à entraîner vers l'abîme ces malheureux qui ne trouvent nulle part les armes qui leur permettraient de repousser les assauts croissants de la criminalité.

Le désœuvrement d'abord, consécutif à la désertion de l'école, pousse ses victimes à la recherche du vice et des « mauvais coups » à faire. Les plus débrouillards entraînent les autres; ils forment des bandes dont l'organisation minutieuse stupéfie tous ceux qui les observent. Tous ces jeunes apaches se spécialisent alors dans le vol ou l'escroquerie. Il est curieux de constater que ces jeunes galopins emploient souvent leurs efforts à voler dans les grands magasins quantité d'objets qui sont à portée de la main et faciles à dissimuler. M. E.-M. Rich, qui a récemment préparé un rapport sur la délinquance juvénile pour la Commission d'Education du London County Council, passant en revue les principales causes de délinquance en Angleterre, prétend qu'une des principales serait précisément les grands magasins. En France, la tentation de voler qu'offrent les grands magasins n'est pas moindre qu'en Angleterre. A Paris en particulier, la « Sauvegarde de l'Adolescence » a plus d'une fois l'occasion d'opérer des enquêtes de ce genre. L'une d'elles que nous avons choisie parmi de nom-

breuses autres, établit que trois jeunes garçons qui s'étaient entendus pour opérer dans les magasins du Printemps ont été pris en flagrant délit et qu'il a été trouvé sur l'un d'eux, divers objets et notamment un bracelet de 45 frs, un jouet de 5 frs, un porte-serviette de 6 frs 50. Par ailleurs les perquisitions effectuées chez la mère de ce même garçon ont fait découvrir un pull-over d'une valeur de 185 frs. Parfois on découvre parmi des jeunes gens de moins de 18 ans des souteneurs qui tendent à devenir de gros négociants de la traite des blanches. Quelquefois aussi certains de ces enfants sont enrôlés par des associations de malfaiteurs adultes.

Témoin ce garçon dont l'aventure nous est rapportée par son institutrice, Mlle Madeleine Proust, dans la revue *Pour l'Enfance coupable*. Le père de ce jeune homme possédait un bateau de pêche qui, au début de la guerre, fut mobilisé. La famille qui habitait le Midi, auparavant, s'était établie à Rouen. Là, le gamin désœuvré passait son temps à flâner sur le port. Un jour, le bateau du père sauta ou fut coulé. L'enfant livré complètement à lui-même, vivait sur le port, mangeant et couchant n'importe où, connaissant « tout le monde ». C'est alors qu'il fut embauché par une association de contrebandiers qui l'employa à faire le guet, pendant le débarquement des marchandises de contrebande. « Nous ne faisons pas de mal, disait-il, on ne tuait ni ne volait, on passait seulement des marchandises. » Telle était la mentalité de ce garçon, qui ne se rendait même plus compte du mal qu'il faisait. Et son cas est celui de beaucoup d'autres enfants qui sombrent lamentablement après avoir été entraînés par de mauvaises fréquentations.

A côté de cela, la rue offre aux jeunes filles les dangers

de la séduction. Elles font la connaissance d'un individu peu scrupuleux qui, exploitant les sentiments de ces malheureuses, les poussent à voler. Très récemment, nous avons pu voir nous même, à Paris, arrêter une jeune fille de 16 ans, commise dans un grand magasin, qui détournait chaque jour des sommes assez importantes qu'elle remettait à un individu qui l'avait séduite et l'obligeait à voler. Souvent aussi ces hommes sans moralité abusent des jeunes filles sans expérience, qui pour éviter un scandale dans leur famille, accouchent clandestinement et dissimulent l'enfant. Ces infanticides s'observent encore assez fréquemment.

Après cela, ajoutons que l'opinion publique favorise grandement l'immoralité juvénile par les ouvrages pornographiques et les films réalistes. D'ailleurs, pour se procurer les ressources nécessaires à l'achat de ces mauvais livres ou à l'acquisition d'un billet au cinéma, certains enfants volent ou commettent des escroqueries. D'autres soucieux de s'attirer les bonnes grâces des camarades, se rendront coupables des mêmes méfaits pour pouvoir leur payer une place au cinéma. C'est une façon de se rendre populaire et de se conduire en « homme qui sait vivre ». Les enfants recherchent beaucoup les films d'aventures et de « gangsters » pour employer une terminologie qui fait fortune en France depuis quelques années. Naturellement, après de tels spectacles, ils joueront « aux gangsters ». Certains se procureront des révolvers et entraîneront les autres à voler des voitures en stationnement ou à détrousser un encaisseur. Et puis, s'ils se font arrêter, ils se savent soutenus par la grande presse qui proclame dans des articles aux titres énormes que le véritable coupable est la société pleine d'indifférence et sans cœur qui n'a pas su les élever dans

le respect du bien. Et si, placés dans une maison d'éducation surveillée, ils se révoltent et mettent tout à sac, cette même presse leur donnera encore raison, faisant état de leur vie de martyr dans ces « bagnes d'enfants ».

Enfin, pour terminer, disons qu'à la base de l'immoralité actuelle nous observons principalement l'effondrement de l'idéalisme religieux. Il s'ensuit une crise de toutes les aspirations morales ou altruistes qui cherche à se résoudre par l'apparition d'un idéalisme social mais qui ne semble pas avoir apporté à la jeunesse le remède que l'on attendait.

Nous arrêtons ici cette étude du Milieu en tant que facteur de la délinquance infantile. Nous avons essayé de présenter nos observations à ce sujet avec le plus de clarté possible pour ne rien négliger et pour faire un exposé méthodique de la question. Que faut-il conclure de tout cela ? Certes, on ne peut que se montrer pessimiste et envisager l'avenir avec inquiétude, après la lecture de ce chapitre. Cependant ne poussons pas les choses au pire. Fort heureusement toutes ces influences diverses du Milieu familial et social ne s'exercent pas avec la même force sur tous les individus. Sinon nous serions, nous-même qui écrivons ces lignes, au rang des grands criminels et l'on pourrait douter de rencontrer encore des gens honnêtes, cette « aliénation morale » dont parle Léon Daudet n'est pas universelle et, répétons-le, il serait deshonnête de faire croire que la civilisation de notre siècle représente ce qu'il y a de plus fangeux depuis que le monde est monde.

Mais, au moins, que le tableau que nous venons de présenter serve de leçon à tous, et nous donne le désir de remédier à un état de choses qui menace d'être dangereux. Et ne nous décourageons pas si nos efforts en ce sens

n'aboutissent pas immédiatement ! Car il faut bien se convaincre que pour remporter une victoire il faudra essuyer cent défaites.

Nous allons maintenant aborder le 3^e chapitre de cette partie que nous consacrons, comme il a été dit plus haut, aux conditions économiques envisagées comme troisième facteur criminogène.

Ce chapitre sera d'ailleurs plus court que les précédents car des trois facteurs que nous étudions c'est certainement celui qui exerce l'action la moins directe, au point de vue qui nous occupe. D'ailleurs il présente d'étroits rapports avec le Milieu, lequel n'est ainsi que parce que tel le veulent les conditions économiques.

CHAPITRE III

Les conditions économiques

Nous étudions ici les conditions économiques en tant qu'elles créent des besoins aux individus d'un milieu donné et font naître chez ces mêmes personnes des habitudes qui ont à leur égard et à l'égard de leur descendance les plus funestes effets. Ou bien, et c'est le cas avec le paupérisme, les conditions de vie qui sont faites aux malheureux qui sont dans la misère appellent de leur part une réaction antisociale, qui est l'expression de leur mécontentement et de leur amertume.

Dans le premier cas, c'est encore l'alcoolisme que nous retrouvons. Il est curieux de remarquer que ce facteur exerce son action dans les trois domaines que nous avons étudiés; l'Hérédité, le Milieu et les conditions économiques, c'est dire à quel point l'alcoolisme est redoutable au point de vue de la criminalité et quel acharnement il faut pour le combattre.

Il est généralement répandu dans la classe populaire que l'alcool donne de la force. C'est pourquoi de nombreux ouvriers cherchent en lui le réconfortant nécessaire. Il est exact que l'alcool qui est un excitant donne momentanément une énergie plus forte, mais ce coup de fouet passé, le sujet est affaibli et se trouve beaucoup plus fatigué que s'il

n'avait pas absorbé d'alcool. L'abus de l'alcool use l'organisme et la descendance de l'alcoolique, nous l'avons vu au début de cette étude, est vouée à la dégénérescence. Et puis il y a l'habitude de l'apéritif. On ne peut pas se quitter sans s'offrir un petit verre avant déjeuner ou avant dîner. On se presse alors au café le plus proche où l'on absorbe des alcools de mauvaise qualité, et comme on est poli, chacun offre à tous une nouvelle tournée, de sorte que lorsqu'on se sépare on a l'esprit plus ou moins clair, mais souvent très dispos pour faire une scène chez soi.

Sans même être victimes d'habitudes aussi regrettables, certains hommes cherchent dans l'alcool la consolation à tous leurs déboires conjugaux ou professionnels. Mais le résultat demeure le même.

Ensuite, la séduction d'un gain plus élevé détermine une multitude de ménages ouvriers à s'installer dans les grandes villes industrielles, où les conditions de développement sont déplorables. Nombreux sont les gens de la campagne qui voient dans cet exode vers la ville le salut et la prospérité. Or une fois arrivés là-bas ils sont contraints de chercher dans des quartiers mal tenus des maisons qui manquent d'air et de lumière; souvent toute une famille s'entasse dans une seule pièce presque toujours exigüe, en tout cas obscure et insalubre. Nous avons eu personnellement l'occasion de visiter, étant avocat stagiaire à Besançon, des taudis du quartier populaire. Qu'il nous soit permis, à ce sujet, d'exprimer ce qui, dans une de nos visites, nous a le plus frappé au point de vue qui nous occupe. La cliente que je défendais logeait au premier étage d'une très vieille maison de la rue du Petit Battant, une des rues les plus sinistres de ce quartier de Besançon. On accédait chez ces gens par

un long couloir sombre et étroit qui donnait sur une petite cour intérieure embarrassée d'une quantité de meubles cassés ou défoncés. Un escalier peu solide conduisait à l'étage. A mon arrivée, la porte du logement qui était entr'ouverte laissait échapper les rires fusants et les éclats vulgaires des locataires.

Je frappai discrètement plusieurs coups à cette porte, craignant d'apparaître comme un trouble-fête.

Un solide « Entrez ! » fut la réponse à mes appels timides et pénétrant alors à l'intérieur je fus saisi d'effroi au spectacle des gens et des choses qui s'offraient à ma vue. Au milieu de l'unique pièce qui composait cette luxueuse demeure était dressé un lit pliant qui semblait prêt à s'effondrer sous le poids d'un tout jeune homme, qu'immédiatement je reconnus paralytique. Tout à côté se tenait la mère, ma cliente, qui, m'apercevant, cessa un grand éclat de rire. Dans le fonds de la chambre, une robuste fille était à demi-allongée sur un vieux lit de bois. Près de la porte, une table ronde était serrée contre le mur. Les choses les plus inattendues y voisinaient : une vieille boîte de carton que l'on avait dû baptiser nécessaire de couture recélait d'épaisses pelotes de coton de toutes les couleurs ; de tout cela émergeait un peigne édenté qui ne paraissait pas autrement étonné d'être mêlé aux aiguilles et à tout ce matériel de ravaudage. Un peu plus loin des boîtes de conserve d'inégale grandeur, nues dans leur parure de fer-blanc, et dont ma curiosité n'a pas cherché à explorer le contenu. Enfin, de mon côté, une casserole de terre abritait précieusement d'énormes moules, desquelles s'exhalait une puissante odeur marine. Sur les quatre murs de larges étagères offraient l'hospitalité à un tas de vieilleries qui,

depuis longtemps, avaient perdu toute utilité, et pour compléter ce mobilier, un poêle de fonte minable qui surgissait au centre de la chambre, donnait naissance à d'interminables tuyaux noirs. Le verre noirci d'une lampe à pétrole distillait une lueur sinistre sur l'ensemble et une odeur de vinasse à laquelle étaient jointes celles du pétrole fumant de la lampe et des moules à la marinière, vous saisissait à la gorge. Faisant effort pour cacher ma surprise, je saluai ces gens et m'adressai sans plus de formalités à la mère pour qui j'étais venu. Sans se déranger, la fille m'indiqua alors un siège en me disant : « Asseyez-vous, Monsieur l'Avocat ! » J'aurais voulu refuser, mais je craignais de passer pour fier et, délicatement, je me suis assis sur une chaise sans dossier que j'évitais de manipuler, tant était douteuse sa propreté. J'expliquai aussitôt le but de ma visite en termes brefs et impérieux, fort désireux de ne pas prolonger là cet entretien. De vagues explications de ma cliente précédèrent une crise de larmes comme il arrive souvent chez les gens qui commencent à être pris de vin. La fille s'en mêlant criait toute son indignation contre ceux qui soupçonnaient sa mère ; finalement toutes deux hurlaient et vociféraient comme si j'avais tenté de les étrangler. Devant de tels événements, je compris qu'il était préférable de ne pas insister et me levant d'un seul coup je les saluais dignement après les avoir assurées de mon dévouement et je pris la porte. Au fond j'étais satisfait, j'avais vu un taudis, un véritable taudis, et vraiment après cette vision, je ne réalisais pas qu'il pût y avoir encore des gens à la campagne pour préférer à la vie au grand air cette existence pitoyable dans des maisons aussi infectes et aussi sombres. Mais peut-on s'étonner, dans ces condi-

tions, que des enfants qui naissent et grandissent là-dedans ne soient pas capables d'envisager toutes choses autrement que sous cet aspect fangeux qui est celui de leur foyer. On dirait que la laideur des choses tend à se projeter sur les gens. La façon triviale d'exprimer leur pensée ou leurs manières brutales de manifester un sentiment font penser à la sordidité dont leur mobilier semble tirer vanité. Partout, les statistiques ont établi un accroissement de la criminalité aussitôt après une phase de concentration urbaine. En Angleterre, par exemple, la criminalité croissait jusqu'à 9 fois plus vite que la population dans les comtés de forte densité.

Le deuxième élément que nous considérons dans ce chapitre est le paupérisme. Ce n'est pas, en réalité, le déterminant direct de la délinquance; la pauvreté n'engendre ni le vagabondage ni la mendicité. C'est le dédain d'un travail régulier ou le déclassement après une condamnation qui aboutiront à ces deux délits.

Mais les enfants sont échauffés de bonne heure à l'encontre des institutions établies et c'est ce qui explique les actes de vandalisme et de pillage, les tentatives d'incendie, et les atrocités des émeutes populaires au cours desquelles un grand nombre des délinquants arrêtés sont des mineurs de 18 ans. D'autre part paupérisme n'implique pas nécessairement taudis. Il nous est arrivé de rencontrer des gens dont les ressources étaient extrêmement précaires et dont la maison était propre. Inversement, ces gens du logement de qui nous donnons plus haut la description n'étaient pas véritablement pauvres. La mère était balayeuse municipale, le père commissionnaire à la gare et la fille tirait d'abondants revenus de la prostitution. Seul le fils, paralytique,

était à la charge de sa famille. Par conséquent, si ces gens vivaient dans un taudis aussi repoussant, ce n'est pas parce qu'ils n'avaient pas les moyens d'avoir une habitation mieux conditionnée, mais uniquement parce qu'ils ne soupçonnaient pas qu'on pût vivre autrement, n'ayant jamais fréquenté que des taudis. Nous pouvons donc affirmer que ce n'est pas le paupérisme qui a engendré le taudis, mais plus exactement les conditions économiques d'une vie industrielle qui se désintéressait complètement autrefois du sort des ouvriers.

Nous avons dit que le paupérisme était un facteur de la criminalité juvénile en ce qu'il faisait naître des idées de révolte et de vengeance dans l'esprit des enfants qui avaient grandi dans la pauvreté. On peut assurer que presque toujours c'est la sous-alimentation qui est à la base de la délinquance.

Or voici la proportion que nous indique le Centre d'observation des mineurs de Rome, dans un numéro de janvier 1937 d'une revue intitulée *Difesa sociale*. Sur 46 enfants qui ont été arrêtés à une certaine époque, 9 seulement avaient été normalement alimentés, les 37 autres avaient reçu une nourriture notoirement insuffisante. Chez tous, on remarquait une nervosité excessive, de l'indiscipline, de visibles tendances au vol, au mensonge, à la paresse. Le paupérisme est donc un élément qu'il ne faut pas négliger dans une étude de l'enfance coupable, encore moins maintenant, en un temps où le chômage semble s'installer définitivement dans la vie économique du monde.

A la campagne, la pauvreté présente aussi de graves dangers. Les jeunes filles qui n'ont pas assez de travail aux champs viennent se placer en ville. Et trop souvent, faute d'une orientation éclairée, elles deviennent servantes dans

des cafés. Or ces cafés sont des milieux équivoques, visités par des « rabateurs et des rabateuses » qui sous prétexte de lui trouver une place mieux payée éloignent la jeune fille de la ville où elle est trop proche de ses parents et de ville en ville l'amènent à entrer dans une maison de prostitution. Les marchés, eux-mêmes, risquent de devenir des sources de danger, car les fillettes qui y viennent vendre avec la mère, y sont l'objet d'offres de service, que l'on accepte d'autant plus facilement que la misère est plus grande à la maison et que les gages offerts sont plus élevés. Et l'enfant part pour une destination inconnue, en fait dans une maison de tolérance.

Ajoutons aussi le fait que dans bien des familles chez qui le père rapporte un salaire insuffisant, la mère, pour augmenter les ressources du ménage, travaille de son côté. Les enfants, privés de surveillance presque toute la journée vont rejoindre à la rue les galopins les plus pervers.

Ce défaut de surveillance dont souffrent tant les enfants et qui est, dans certains ménages ouvriers, la conséquence de l'insuffisance des salaires, existe aussi bien d'ailleurs dans les classes aisées qui préfèrent confier à des mains mercenaires l'éducation des enfants. Souvent, dans ces conditions, l'enfant imposera ses volontés à la gouvernante qui n'osera pas le contrarier pour garder sa place.

Le luxe, à l'inverse de la pauvreté, est également un agent de corruption redoutable et d'autant plus aujourd'hui que l'argent circule plus facilement. La jeune fille à qui une toilette fait envie demandera à la galanterie les ressources nécessaires. Mais le jeune homme à qui elle s'adresse et qui n'a de la fortune que les signes extérieurs, désireux de se montrer aussi riche et aussi généraux que

quiconque, se lance dans des dépenses exagérées, que ses petites économies ne lui permettent pas de supporter longtemps. C'est l'éternel refrain des folies faites pour les yeux d'une belle.

Telle est, rapidement présentée, l'étude des causes de la délinquance juvénile que nous nous étions proposée dans cette première partie. Que devons-nous conclure, connaissant maintenant les trois séries de phénomènes : hérédité morbide, milieu, conditions économiques, dont l'ensemble agissant, détermine cette lamentable tare sociale qu'est la criminalité infantile ? D'abord, à un point de vue pratique, nous devons nous convaincre que nous ne pourrons jamais tuer le mal complètement, si nous ne combattons pas simultanément ces 3 phénomènes (lutte anti-alcoolique, prophylaxie vénérienne, politique sociale). L'action préventive est évidemment le meilleur moyen de lutter contre l'apparition du mal. Mais elle est très délicate à cause de son étendue et de sa variété. Quant à l'action curative, elle est plus facile à utiliser et elle consiste proprement dans la rééducation en milieu spécialisé des jeunes délinquants. C'est ce dont nous allons nous occuper dans les chapitres qui vont suivre.

Enfin, pour nous placer à un point de vue plus élevé, c'est-à-dire philosophique, nous pensons pouvoir affirmer avec Platon :

« Nul n'est méchant, parce qu'il veut l'être ; une fâcheuse disposition du corps, une mauvaise éducation, voilà ce qui fait que le méchant est méchant. Or n'évite pas ce malheur qui veut ! »

DEUXIEME PARTIE

**Des solutions apportées par le ressort
de la Cour d'Appel de Besançon
au problème de la rééducation des
mineurs délinquants**

Nous nous proposons dans cette deuxième partie de notre étude de l'enfance coupable d'examiner les solutions données à ce problème dans le ressort de la Cour d'Appel de Besançon. En notre qualité d'attaché stagiaire au Parquet Général de cette ville, il nous a été facile de connaître des méthodes utilisées par les divers établissements de redressement de ce ressort et de toutes autres mesures propres à réduire la criminalité infantile; nous avons pensé aussi qu'il serait plus intéressant de nous limiter à ce ressort et de nous évader un peu de la généralité du problème. Enfin, ce faisant, il nous est agréable d'imaginer que nous réalisons un souhait exprimé au Congrès National des sociétés de Patronage tenu en 1933 à Paris. Un congressiste, M. Collomb, forma le vœu, en effet, de voir se développer parmi les magistrats la connaissance de l'organisation et du fonctionnement de nos maisons de relèvement. Puissions-nous donc, en abordant cette étude, satisfaire à ce vœu.

Nous tenons de suite à faire remarquer, et nous répondons ici à des objections qui nous ont déjà été présentées à ce sujet, que nous n'envisageons pas pour autant le problème de l'enfance coupable sous un angle exclusivement régional. Il apparaîtra peut-être à certains que notre étude se présente à l'égard de la région franc-comtoise comme d'autres du même genre à l'égard d'autres ressorts, tels que ceux de Bordeaux et de Toulouse. Notre collègue G. Delpuech, attaché au Parquet Général de Toulouse, a publié une remarquable étude de la « Protection Toulousaine de l'En-

fance », mais a limité ses observations au problème de l'enfance délinquante toulousaine. Il n'étudie cette institution de dépistage de la criminalité juvénile qu'est la « Protection Toulousaine de l'Enfance » qu'au point de vue strictement régional, s'agissant uniquement de prévenir la criminalité infantile toulousaine. Or, telle n'est pas notre intention en ce qui concerne l'examen que nous allons entreprendre des patronages du ressort de Besançon, car ces établissements ne reçoivent pas exclusivement des enfants domiciliés dans le ressort, mais au contraire en reçoivent de tous les points du territoire français. Par conséquent nous pensons à juste titre qu'il faut considérer ces établissements de rééducation comme une des nombreuses solutions apportées au problème général de l'Enfance délinquante. Et c'est la raison pour laquelle, posant nous-même le problème dans sa généralité, nous avons étudié dans la première partie de ce travail toutes les causes de la criminalité juvénile au lieu de rechercher comme notre collègue Delpuech précité les facteurs spécifiquement régionaux de la délinquance juvénile. Au surplus, s'il est possible de dégager des causes proprement toulousaines de la criminalité, il n'en va pas de même de la région franc-comtoise qui, à cet égard, est loin de présenter la même originalité.

Ceci dit, nous allons maintenant faire la description des établissements de redressement que nous avons eu le privilège de visiter dans le ressort de la Cour de Besançon et nous nous permettrons de souligner, en conclusion, les avantages et les imperfections des méthodes employées pour la moralisation des mineurs qui y sont placés.

Nous pourrions d'autant mieux apprécier la valeur des mesures employées que nous connaissons maintenant les

facteurs de la délinquance infantile. Il est évidemment plus facile de juger les procédés qui conviennent dans cette tâche de rééducation lorsque l'on connaît l'origine et l'étendue du mal.

Nous nous attachons donc principalement à l'examen des méthodes de ces établissements d'éducation correctionnelle, car nous considérons que les mesures rééducatives appliquées par un établissement spécialisé constituent la meilleure solution au problème de l'Enfance coupable. La liberté surveillée, dans l'esprit de la loi de 1912 ne doit s'appliquer qu'aux enfants qui n'ont pas atteint un degré suffisant de perversion pour que l'on envisage à leur égard des mesures proprement rééducatives. Or, ce qui doit attirer et retenir surtout notre attention c'est le problème que pose un enfant qui présente les signes les plus évidents de la criminalité. Malheureusement, beaucoup de tribunaux et de nombreux patronages également, par la pratique du placement familial, usent trop largement de la remise aux particuliers; aussi, à l'égard de mineurs à qui conviendrait davantage le placement en maison de rééducation, s'ensuit-il de graves inconvénients sur lesquels nous réservons encore notre opinion.

Le ressort de la Cour d'Appel de Besançon compte quatre établissements privés de relèvement de l'Enfance.

Ce sont tous les quatre des patronages :

- 1°) L'Etablissement de Notre-Dame de Charité du Refuge du Bon Pasteur, à Besançon (Doubs);
- 2°) L'Institution Sainte-Odile, à Bavilliers, près Belfort;
- 3°) L'Etablissement du Bon Pasteur, à Dôle (Jura);
- 4°) L'Ecole de Réforme Saint-Joseph, à Frasne-le-Château (Haute-Saône).

Nous allons commencer par l'examen de l'Ecole Saint-Joseph de Frasne-le-Château qui nous paraît être l'institution la plus intéressante au point de vue de l'effort tenté en vue de la moralisation des jeunes délinquants.

Nous étudierons ensuite l'institution Sainte-Odile, à Bavilliers, puis le Refuge de Besançon.

Nous ne parlerons pas du Bon Pasteur, de Dôle, dont l'analogie avec les autres patronages pour jeunes filles est trop grande pour mériter des observations particulières.

CHAPITRE PREMIER

L'ECOLE DE REFORME SAINT-JOSEPH A FRASNE-LE-CHATEAU

I. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Ce patronage, qui, juridiquement, est une congrégation autorisée autonome, est le seul existant dans le ressort de Besançon, recevant des garçons traduits en justice, en application de la loi du 22 juillet 1912 et des décrets-lois du 30 octobre 1935 dans les conditions que nous aurons à préciser plus loin.

Section 1

HISTORIQUE ET DESCRIPTION

Ce sont des sœurs de Béthanie qui, en 1877, fondèrent les premières le patronage. Elles étaient quatre seulement qui, au bout de deux ans, ne purent suffire à la tâche. C'est alors que la Congrégation de la Divine Providence, à Ribeauvillé (Alsace), acheta la maison au particulier qui en était resté propriétaire. Cette congrégation de Ribeauvillé avait déjà ouvert en cette ville un patronage, l'Institution Sainte-Odile, qui fut transféré, après le Traité de Francfort, à Bavilliers. Or ce patronage était sur le point d'être fermé quand les Sœurs achetèrent Frasne-le-Château, dont le succès permit à l'Institution Sainte-Odile de Ri-

beauvillé de rester ouverte. De nombreux enfants y venaient des différentes colonies pénitentiaires par dizaines et vingtaines. Aussi, au bout de deux ans, l'effectif de Frasné allait jusqu'à 160 élèves. On est même arrivé vers 1890 à 475 élèves. Les enfants y étaient principalement âgés de 16 à 18 ans. En 1882, la Congrégation ouvrit une annexe de Frasné à Saint-Claude, dans la banlieue bisontine. Les enfants qui y furent dirigés étaient placés en apprentissage chez des patrons de la ville. Ces enfants n'étaient donc au patronage que pour y prendre les repas et y passer la nuit. Huit à dix sœurs seulement avaient été préposées au fonctionnement de la maison.

Tout alla très bien jusqu'à la déclaration de guerre. Mais à ce moment les patrons appelés sous les armes ne purent continuer à s'occuper des enfants que les Sœurs leur avaient confiés en apprentissage. Dès lors le patronage de Saint-Claude n'avait plus aucune raison de demeurer ouvert et il fut fermé. A la fin de la guerre, l'Eglise de Saint-Claude acheta la maison pour y installer une école libre.

L'effectif baissa ; à un certain moment il était tombé à 50.

Puis, petit à petit, les aménagements effectués à Frasné, l'excellente organisation de la maison attirèrent à nouveau les pupilles dont le nombre atteint aujourd'hui 370.

L'établissement se trouve en Haute-Saône en pleine campagne à un peu plus d'une trentaine de kilomètres de Besançon et à peu près autant de Gray. Le village est un tout petit bourg isolé dont l'existence ne s'explique que par la présence de l'Ecole de Réforme.

L'établissement comprend plusieurs bâtiments d'habitation. Nous distinguons l'école proprement dite, c'est-à-dire le noyau initial autour duquel s'élèvent les bâtiments annexes,

que le patronage a achetés successivement aux divers propriétaires, et dont l'ensemble constituait jusqu'en 1936 le patronage en question. En entrant, nous découvrons donc sur la droite le pavillon administratif avec les bureaux de la Direction. Au milieu, une grande cour autour de laquelle sont les réfectoires, les classes, l'appartement de l'aumônier, la chapelle, les ateliers de couture, de cordonnerie, de tannerie, la boulangerie. Au fond de la cour et au 1^{er} étage : les dortoirs. De l'autre côté de la route, face à l'entrée principale, des écuries et une étable abritent les animaux de la ferme. Depuis le mois d'octobre 1936, un vieux château du xvr^e siècle, situé à deux ou trois cents mètres des premiers bâtiments, est ouvert aux plus jeunes des pupilles. L'acquisition de ce château, faite récemment grâce aux économies que les Sœurs sont parvenues à amasser malgré la modicité de leurs ressources, a été rendue nécessaire à cause de l'augmentation de l'effectif pour lequel les anciens bâtiments devenaient exigus. Ce château, qui est doté d'un grand parc ombragé où les enfants peuvent jouer sans danger et de champs immenses alentour, vient d'être admirablement aménagé. Nous avons pu nous rendre compte par nous-même de tout ce qui a été fait pour améliorer les conditions d'existence de ces enfants qui n'auraient jamais osé espérer dans leur famille un tel confort. Nous croyons pouvoir affirmer, contrairement aux calomnies que répand une certaine presse sur laquelle nous nous réservons de revenir plus tard, que les jeunes délinquants confiés par les Tribunaux pour enfants à cet établissement sont mieux installés que de nombreux enfants de la bourgeoisie dans certains collèges de notre connaissance. La comparaison des dortoirs est sur ce point édifiante. On sera peut-être étonné

d'apprendre qu'il existe encore des établissements scolaires dont les dortoirs ne disposent pas de W.-C. Une tinette, installée dans une pièce voisine, en tient lieu. Or nous avons eu le plaisir de constater qu'à Frasn-le-Château, il existe des cabinets avec cuvette et chasse et des urinoirs en porcelaine qu'un courant d'eau tient toujours propres. A l'extrémité de chaque dortoir, les sœurs surveillantes ont leur chambre. Des fenêtres percées dans la cloison leur permettent, comme dans les lycées les mieux organisés, d'assurer la surveillance sans les obliger à se déranger. Au réfectoire, les tables sont recouvertes d'une jolie toile cirée. Tout a été étudié en vue de la meilleure hygiène et les couleurs claires qui dominent partout rendent infiniment accueillant ce vieux château. Nous sommes heureux de pouvoir redire toute notre satisfaction d'avoir rencontré une maison d'éducation correctionnelle qui ait su allier au goût le plus sûr le confort le plus adéquat. Et, avant d'en aborder l'étude, nous prions Madame la Directrice qui a bien voulu nous faire les honneurs de son établissement, de trouver ici l'hommage de notre reconnaissance.

Section 2

ORGANISATION INTÉRIEURE

Le personnel de l'Ecole comprend :

- Une religieuse supérieure ;
- Une religieuse directrice agréée par le gouvernement ;
- Deux religieuses secrétaires ;
- Des religieuses institutrices ;

Des religieuses surveillantes ;
 Un aumônier chargé du service du culte ;
 Un médecin attaché à l'école ;
 Une religieuse infirmière.

La religieuse supérieure est chargée de la surveillance en général et de la communauté en particulier.

Elle ne s'occupe que des questions d'ordre religieux qui peuvent intéresser la communauté et elle entretient les relations avec la maison mère à Ribeauvillé.

Telle n'est pas la fonction de la Sœur Directrice, qui est chargée de tout ce qui concerne l'éducation et la discipline des pupilles. Elle assure l'exécution des lois, des règlements et des instructions ministérielles. Elle a la garde des dossiers des pupilles et adresse chaque année au mois de janvier à l'Administration pénitentiaire, par l'intermédiaire du Préfet de la Haute-Saône, un rapport d'ensemble sur le fonctionnement de l'Ecole durant l'année précédente. Elle a la charge de la correspondance administrative et notamment avec le Parquet de Gray qui est compétent pour tous les incidents à la liberté surveillée des pupilles.

Les religieuses secrétaires sont chargées, sous l'autorité de la Directrice, de la tenue des archives, des différents registres, de la correspondance courante.

Les institutrices sont chargées de coopérer à l'éducation morale et à l'enseignement pédagogique des mineurs. Elles examinent la correspondance des pupilles à l'arrivée et au départ et rendent compte à la Directrice du résultat de cet examen.

Les religieuses surveillantes sont responsables de la garde des enfants qui leur sont confiés. Elles dirigent le travail des mineurs, veillent à leur bonne tenue, à l'observation des

soins de propreté et à l'exécution de la tâche imposée. Elles reprennent les conversations déplacées et les querelles et interdisent les jeux dangereux.

Le médecin vient à l'école en principe une fois par semaine et tous les jours s'il est nécessaire en cas de maladies graves ou en cas d'épidémie. Il examine les pupilles à leur arrivée à l'Ecole, ainsi qu'à leur sortie de l'Ecole et tient un cahier des visites.

La religieuse infirmière est chargée des soins à donner aux malades d'après les indications du médecin. Elle a la surveillance de l'infirmerie.

L'aumônier s'occupe de l'instruction religieuse des enfants et des offices du culte. Tous les jours, il fait une causerie morale aux pupilles. Il organise également des jeux et des compétitions sportives entre les pupilles.

Enfin, conformément aux termes de l'art. 8 de la loi du 5 août 1850, une commission de surveillance est instituée, et comprend un certain nombre de personnalités officielles :

- 1°) Deux représentants du Conseil Général;
- 2°) Un représentant du Tribunal Civil de Gray;
- 3°) Un délégué du Préfet.

Tous sont nommés par arrêté du Préfet de la Haute-Saône. Ce conseil est chargé de surveiller le bon fonctionnement de l'Institution. Pratiquement, il intervient rarement, et s'en repose sur la Directrice.

Telle est la composition du personnel qui est chargé de mettre en application les mesures éducatives pour le redressement moral des pupilles. Nous nous sommes borné dans cette section à passer en revue ce personnel, en indiquant brièvement pour chacun de ses membres ses attributions particulières. Par la suite, nous reviendrons sur ces diver-

ses fonctions à l'égard desquelles nous donnerons de plus amples explications, comme il convient.

Section 3

LES PUPILLES

L'Ecole Saint-Joseph, qui, avons-nous dit, est une congrégation autonome par rapport à la Maison-mère, a été autorisée par arrêté du Préfet de la Haute-Saône, du 31 mars 1914, à recevoir des mineurs délinquants de moins de 13 ans, conformément à l'art. 6 de la loi du 22 juillet 1912. Mais, sur la demande de la Directrice, le Préfet de la Haute-Saône a pris, le 6 avril 1935, un nouvel arrêté élargissant l'arrêté de 1914 par lequel il autorise l'établissement à recevoir même des mineurs de moins de 15 ans. Ces enfants peuvent, comme auparavant, rester à l'Ecole jusqu'à 21 ans.

L'Ecole reçoit également, en dehors des mineurs confiés par la Chambre du Conseil du Tribunal Civil ou par les Tribunaux pour enfants et adolescents, les mineurs visés par le décret-loi du 30 octobre 1935 relatif au vagabondage de mineurs. Mais elle n'est pas habilitée à recevoir ceux pour qui un autre décret-loi du 30 octobre 1935 a prescrit des mesures d'éducation remplaçant la correction paternelle réglementée par les anciens articles 376 et suivants du Code Civil. Aucune autorisation n'a d'ailleurs été sollicitée pour cette catégorie de mineurs. Nous trouvons encore dans cette maison des enfants indisciplinés de l'Assistance publique et enfin des enfants placés volontairement par leur famille.

La majorité des enfants que l'on rencontre à Frasnelle-

Château est représentée par des pupilles judiciaires. Nous faisons encore observer que ces pupilles ne sont pas uniquement des enfants confiés par les 12 tribunaux du ressort de Besançon. Tous les tribunaux de la métropole à l'exception de celui de la Seine, peuvent ordonner le placement des jeunes délinquants à Frasn-le-Château et, pour simplifier la procédure des incidents à la liberté surveillée, le Tribunal qui a statué sur les mesures éducatives délègue ses pouvoirs au Tribunal de Gray dans l'arrondissement duquel est située l'Ecole Saint-Joseph. Actuellement l'effectif atteint 370.

Sous-Section 1

Mesures prises à l'arrivée des pupilles

Dès son arrivée à l'Ecole, chaque pupille est présenté à la Directrice qui s'entretient avec lui, l'interroge sur ses antécédents et les motifs de son envoi. Elle le questionne également sur sa famille pour savoir dans quel milieu l'enfant a vécu. Elle lui explique que l'Ecole où il est placé n'est pas un lieu de détention, mais un établissement destiné à son relèvement moral, à son instruction primaire et à son éducation professionnelle. Le mineur est informé des récompenses et des punitions qu'il peut encourir et notamment que, s'il fait preuve de bonne conduite, il pourra être l'objet d'un placement familial, d'un engagement dans l'armée ou d'une mise en liberté provisoire. Mais il est également prévenu que toutes les dépenses provenant de son évasion, prime de capture et autres frais seront imputés sur le pécule qui lui aura été constitué.

Après cet interrogatoire au cabinet de la Directrice, le nouveau pupille prend un bain, revêt le costume réglementaire. Il reçoit au besoin un trousseau complet qui comprend un vêtement pour le dimanche et une quantité suffisante d'effets de rechange :

Complets dimanche en coutil pour l'été..	2
Complet dimanche en velours pour l'hiver	1
Complet coutil pour la semaine en été...	1
Complet velours pour la semaine en hiver	1
Chandail	1
Chemises	3
Chaussettes	4 paires
Chaussons	2 paires
Mouchoirs	6
Essuie-mains	3
Souliers	1 paire
Sabots	1 paire
Bretelles	1 paire
Caleçons	2 paires
Bérets	2

Le linge est blanchi chaque semaine par les pupilles eux-mêmes. Les effets retirés aux pupilles qui ont touché un trousseau sont inventoriés et conservés jusqu'à leur sortie où ils leur sont rendus.

Toutefois, ils peuvent être détruits s'ils sont hors d'usage.

En ce qui concerne la literie, il est fourni au pupille un lit de fer avec :

Matelas	1
Draps	2
Couvertures	2
Traversin	1
Edredon	1
Oreiller	1

Les matelas et traversins sont refaits tous les ans. Les draps sont blanchis tous les mois. Les couvertures sont lavées une fois par an.

Le pupille fait ensuite l'objet d'une visite médicale et le médecin ordonne le traitement qui convient pour les pupilles qui lui sont présentés malades. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce sujet auquel nous consacrons une section spéciale.

Un dossier individuel est établi au nom du mineur et contient, outre le jugement qui le confie à l'école, tous les renseignements recueillis au cours de l'information, sur ses antécédents et le milieu dans lequel il a vécu jusqu'alors. Il relatera, au fur et à mesure qu'ils se produiront, tous les incidents concernant la santé, la conduite, l'instruction primaire, l'enseignement professionnel ainsi que l'état du pécule. Le dossier de chaque pupille est conservé pendant cinq ans après l'époque de sa sortie.

Sous-Section 2

Emploi du temps

Il est prévu deux sortes d'horaire, s'appliquant l'un en été, l'autre en hiver.

Les différences se réduisent d'ailleurs uniquement au fait qu'en hiver les heures du lever sont retardées d'une heure.

Voici le détail de l'emploi du temps :

De 5 à 6 h. : lever pour les grands. Soins de propreté. Déjeuner et travaux.

De 6 à 7 h. : lever pour les écoliers. Soins de propreté. Instruction morale.

De 7 à 7 h. 30 : déjeuner.

De 7 h. 30 à 8 h. : soins des dortoirs, balayage, distribution du travail extérieur.

De 8 à 11 h. 30 : travail pour les enfants au-dessus de 13 ans. Culture, jardinage, boulangerie, ateliers de couture et cordonnerie, atelier de vannerie et tapis, cuisine.

Goûter à 10 h.

Classe pour les écoliers avec un quart d'heure de récréation.

De 11 h. 30 à 11 h. 45 : mouvements de marche. Gymnastique. Lecture du rapport des infractions de la journée précédente; encouragements. Punitions.

De 11 h. 45 à 13 h. : dîner et récréation.

De 13 h. à 16 h. : reprise des travaux et classes énumérées plus haut.

De 16 h. à 17 h. : goûter et récréation.

De 17 h. à 18 h. : études, cours d'adultes.

De 19 h. à 20 h. : souper, mouvements de marche.

20 h. : coucher.

Comme on peut s'en rendre compte, le nombre des repas des pupilles est fixé à cinq :

1°) le petit déjeuner;

2°) le casse-croûte à 10 h.;

3°) le déjeuner ;

4°) le goûter ;

5°) le dîner.

Les différents repos sont composés ainsi qu'il suit :

Petit déjeuner : panade pour les écoliers ; café et pain pour les travailleurs.

Casse-croûte de 10 h. : pain avec fromage ou viande, fruit ou confitures.

Déjeuner : soupe aux légumes, portion de légumes frais ou secs. Portion de pâtes alimentaires ou riz. Viande ou poisson trois fois par semaine pour les écoliers et tous les jours pour les travailleurs.

Goûter : comme le matin à 10 heures.

Dîner : soupe aux légumes ; portion de légumes secs ou frais, ou portion de pâtes ou de riz. La quantité de pain n'est pas limitée.

Notons en ce qui concerne le pain, son excellente qualité. Il est fabriqué par deux pupilles boulangers, deux solides gaillards que nous avons vus à l'œuvre. Nous avons d'ailleurs apprécié nous-même au cours du déjeuner que nous offrit si aimablement Sœur Nathalie, la Directrice, ce pain dont l'excellente farine et la bonne cuisson en font un aliment de premier choix.

L'eau est la boisson ordinaire. En été il est distribué du vin ou du cidre coupé d'eau, ou de l'eau avec du sirop ou du café. Les travailleurs ont un quart de vin à chaque repas. Du thé chaud est distribué pendant les grands froids. Des suppléments et des desserts ou autres sont alloués tous les jours de fête.

Les plats sont toujours servis après l'entrée des pupilles au réfectoire.

Tous les jeudis et tous les dimanches les enfants vont en promenade par classe sous la surveillance des religieuses. Pendant la période de « vacances », c'est-à-dire août et septembre, une promenade a lieu tous les après-midi pour les écoliers.

Au cours de ces promenades, les enfants se livrent à différents jeux et notamment organisent des parties de ballon.

Des tambours et des clairons sont dressés à l'établissement et ont école tous les soirs. Ils sonnent tous les exercices et rassemblements de la journée : réveil, soupe, etc... Ils marchent en tête de l'effectif pour les promenades et les sorties.

En ce qui concerne les visites faites aux pupilles, elles ne peuvent, sauf autorisation spéciale, avoir lieu que dimanches et fêtes, en dehors des heures réservées aux exercices de la journée. Une surveillante est toujours présente. Pour des raisons d'ordre moral, les visites peuvent être refusées, même aux père et mère.

Tous les mois, les pupilles doivent écrire à leurs parents et aux personnes recommandables qui s'intéressent à leur avenir; ils peuvent le faire plus souvent en cas d'utilité reconnue par la Supérieure ou la Directrice. La correspondance est lue au départ et à l'arrivée et peut être retenue par décision de la Supérieure ou de la Directrice. Mais en aucun cas les pupilles ne sont privés, sous forme de sanction, du droit d'écrire à leurs parents.

Section 4

LES MESURES RÉÉDUCATIVES

Elles constituent la tâche la plus délicate et en même temps la mission la plus élevée des Sœurs du patronage.

Sous-Section 1

Enseignement scolaire

L'enseignement scolaire tient une grande place dans les mesures susceptibles de relever l'enfance coupable.

Il existe à Frasnelle-le-Château trois classes scolaires distinctes :

Une classe élémentaire réservée aux illettrés, une classe préparatoire au certificat d'études primaires et une classe du certificat. Actuellement 140 enfants sont répartis dans ces trois classes (le groupe des travailleurs comprend 160 enfants et les 70 autres qui complètent l'effectif général sont placés chez des cultivateurs).

Ces 140 écoliers suivent, comme nous l'avons vu par l'examen de l'emploi du temps, 3 h. 1/2 de cours le matin (de 8 à 11 h. 30) et 3 h. l'après-midi (de 13 à 16 h.), c'est dire assez quelle importance on attache à l'Ecole Saint-Joseph à l'enseignement scolaire. Des sœurs, institutrices spécialisées, donnent l'enseignement conformément au programme fixé par la Direction. Les salles de classe, comme nous avons pu nous en rendre compte, sont dotées, surtout celles qui viennent d'être ouvertes au château, du matériel scolaire le plus moderne. Dans la classe des plus jeunes, nous avons remarqué un boulier qui permet aux enfants d'apprendre facilement à compter.

Des cours pour adultes, c'est-à-dire pour le groupe des travailleurs, sont également organisés. Ils ont lieu chaque soir de 17 à 19 h. Cet enseignement n'est sanctionné par aucun examen en fin de scolarité; il est destiné seulement à donner aux jeunes gens dont l'instruction a été négligée avant leur entrée au patronage les notions scolaires indispensables.

Sous-Section 2

Enseignement professionnel

a) LES MÉTIERS

L'instruction des pupilles n'est pas le seul facteur de leur relèvement moral ; il faut leur enseigner la pratique d'un métier. Ils sont artisans ou agriculteurs, c'est-à-dire pour les artisans : tailleurs, cordonniers, boulangers, cuisiniers, employés à l'atelier de tapis et de vannerie ; les autres sont jardiniers ou occupés aux travaux agricoles.

Les produits du travail de tous ces pupilles sont employés aux besoins de l'établissement. L'allocation de 4 frs 50 par jour par enfant, qu'offre l'Etat ne saurait en effet suffire à faire vivre les 300 pupilles qu'abrite le patronage. Ce sont donc les revenus que rapporte le travail des pupilles qui constituent les principales ressources de l'établissement.

Au point de vue plus spécialement éducatif, cet enseignement professionnel a un double but. D'abord il cherche à mettre le pupille en état de gagner sa vie dans le métier pour lequel il aura été formé, en deuxième lieu il doit apprendre au pupille à vaincre sa répugnance pour le travail. La pratique d'un métier, l'habitude et la discipline du travail doivent assurer son reclassement social.

Les tailleurs fabriquent et raccommodent les complets des autres pupilles et entretiennent toute leur lingerie. Plusieurs sœurs surveillantes dirigent les travaux et initient à la couture les pupilles arrivants. Nous avons visité l'atelier de couture où l'on nous a présenté la culotte d'un tout jeune garçon, dont le fond avait été entièrement refait par un pupille tailleur de 18 ans. Le travail avait été très soigné

et fort bien exécuté à ce que nous avons pu en juger malgré notre incompétence en cette matière.

Nous avons vu travailler aussi un jeune cordonnier qui suffisait à lui seul aux nécessités de la maison.

D'autres pupilles sont employés à la cuisine où ils aident de leur mieux les sœurs qui s'occupent de ce service. Il nous a plu de remarquer l'empressement qu'ils mettaient tous à servir et à se rendre utiles.

Signalons également l'atelier de tapis et de vannerie qui occupe de nombreux pupilles.

C'est la Directrice qui décide de l'affectation des pupilles, sans que ceux-ci soient astreints à l'apprentissage de tel ou tel métier, comme cela se pratique à la maison d'éducation surveillée d'Eysses, dans le Lot-et-Garonne, où le stage à l'atelier de couture est imposé à chaque colon.

Les travaux de la ferme occupent la majorité des pupilles de la classe d'emploi à Frasne-le-Château. Le patronage dispose de champs étendus, situés à proximité du château, qui se prêtent très bien à toutes sortes de cultures. A l'époque où nous avons visité l'école de réforme les enfants avaient fait venir des betteraves et des choux, qui faisaient tout leur orgueil. L'agriculture est un excellent procédé de redressement moral qui, outre les avantages que nous avons énumérés plus haut à propos de l'enseignement professionnel en général, présente celui de fortifier les jeunes gens, par la vie au grand air. D'ailleurs ce travail plaît généralement aux enfants; nous avons pu observer que les pupilles agriculteurs n'ont encore jamais usé des larges possibilités d'évasion que leur offre la vie des champs, où une seule sœur assure la surveillance d'une cinquantaine d'enfants.

Nous avons même pu remarquer des jeunes gens d'une vingtaine d'années revenir seuls d'un labour avec le cheval de la ferme.

b) LE PÉCULE

Dans toutes les prisons, les détenus touchent un salaire, payé par le confectionnaire. Ce salaire est divisé en dixièmes dont on laisse une part au prisonnier pour améliorer son régime alimentaire par des achats à la cantine, le reste est réservé pour le jour de sa libération.

A Frasn-le-Château, le travail est gratuit; cependant le pupille reçoit une certaine somme comme récompense de sa bonne conduite, mais qui en aucun cas ne saurait correspondre à un salaire.

Les allocations de pécule cessent en effet d'être attribuées en cas d'évasion ou de punitions pour infraction à la discipline. Ajoutons qu'également en cas de maladie grave les allocations cessent, le pupille n'ayant plus aucune raison d'y prétendre. Le règlement prévoit une somme journalière de 0 fr. 50 durant la première année et de 0 fr. 75 les années suivantes pour les pupilles âgés de 13 ans et plus et ayant plus d'un an de présence à l'Ecole. Ces sommes sont versées chaque semestre à la Caisse d'Epargne et inscrites sur un livret au nom du pupille. Toutefois une certaine somme liquide inscrite au registre des comptes individuels de pécule est réservée pour être mise à la disposition du mineur en cas de libération ou autre. Les pupilles ne peuvent opérer de retrait de fonds figurant à leur livret qu'avec une autorisation de la Directrice. Chaque année, un extrait du livret de Caisse d'Epargne est communiqué par la Directrice qui a la charge des registres de comptes individuels.

Toutes les dépenses provenant de l'évasion d'un pupille, prime de capture et autres frais sont imputés sur le pécule de l'intéressé.

A sa libération, le pupille touche une part de son pécule, le reliquat lui sera remis plus tard. On n'a pas voulu que le jeune homme se trouve subitement en possession d'une somme importante dont il serait tenté de faire un mauvais emploi. Ce procédé est d'ailleurs justement apprécié des pupilles qui ont le désir de se tirer d'embarras après leur départ de l'école. Certains enfants arrivés jeunes au patronage parviennent à se constituer un pécule de 2.000 et même 3.000 francs.

Sous-Section 3

Education religieuse et morale

Le relèvement moral des pupilles est poursuivi aussi par l'instruction religieuse donnée par l'aumônier qui assure également le culte chaque dimanche.

Tous les enfants sont astreints à l'instruction religieuse et ne sauraient être admis à recevoir un autre enseignement que celui du catholicisme.

L'éducation morale est faite aussi par l'aumônier qui doit fréquemment s'entretenir avec les pupilles par des causeries variées. Mais c'est principalement aux religieuses institutrices qu'est confiée cette tâche. Elles doivent y parvenir par des conseils et des leçons tendant à inspirer de bons sentiments aux enfants et à leur donner des habitudes de travail et d'honnêteté. Nous avons dit déjà que c'étaient elles qui examinaient la correspondance que les pupilles reçoivent ou envoient.

Les religieuses surveillantes doivent, quand l'occasion se présente, reprendre les conversations déplacées et faire cesser les querelles. Dans les cas plus graves, la Directrice est appelée et rétablit l'ordre par des admonestations, quand les faits ne sont pas assez sérieux pour mériter une punition.

Sous-Section 4

Education physique

En collaboration avec les Services de l'Instruction Physique de la région, l'éducation physique est donnée à tous les pupilles par des moniteurs sous-officiers de l'armée. Un sous-officier vient à l'école les lundi, mardi, mercredi et jeudi de 8 à 11 h. et fait faire aux enfants (environ 150 par jour) des exercices physiques et gymnastiques. Une séance, le dimanche matin, sous la direction d'un autre sous-officier, est spécialement réservée aux jeunes gens à partir de 17 ans. Elle comprend l'instruction militaire et la préparation à l'obtention des brevets militaires.

Une piste est aménagée pour l'exécution des exercices et le jeu du ballon; elle est pourvue de tous les agrès nécessaires.

Rappelons en outre que chaque jour avant déjeuner et après dîner les enfants font des mouvements de marche.

Les garçons les plus entraînés dans les divers sports sont présentés dans les concours de gymnastique et compétitions sportives de la région. Certains d'entr'eux ont été classés brillamment.

Signalons pour terminer qu'une fiche individuelle de mensuration et une fiche médicale sont établies pour chaque enfant.

La fiche médicale est soumise avec la visite de l'enfant au médecin attaché à l'école, en cas de non développement physique de l'enfant.

Section 5

L'EDUCATION DISCIPLINAIRE

Elle comprend les récompenses et les punitions.

Sous-Section 1

Récompenses

Les récompenses sont destinées à encourager les pupilles qui font preuve de bonne volonté. Il faut distinguer deux sortes de récompenses : celles qui consistent en témoignage de satisfaction, sans aucune libération, et celles qui entraînent la sortie de l'Ecole : le placement familial, la permission, l'engagement militaire, la remise à la famille conformément à la loi du 26 mars 1927.

Parmi les récompenses proprement dites, on note :

— l'inscription au tableau d'honneur, réservée aux pupilles qui, dans le courant de la semaine, ont eu une conduite exemplaire et ont fait preuve d'assiduité en classe. Une croix d'honneur est décernée pour la semaine à l'enfant, accompagnée d'un franc et d'un dessert ;

— pour les travailleurs, une certaine somme supplémentaire versée au pécule. Cette allocation supplémentaire varie de 75 à 100 francs par an pour chaque récompensé ;

— l'emploi de confiance attribué au pupille dont la conduite est irréprochable. Cette récompense consiste en petites missions, telles que courses dans la localité ou travaux spéciaux.

En ce qui concerne les récompenses qui s'accompagnent de libération provisoire ou définitive, et que nous avons énumérées plus haut, nous n'avons d'explications à donner que pour le placement familial. Il est réservé aux pupilles âgés de plus de 13 ans, qui ont donné des gages d'amendement et de bonne conduite et dont les forces physiques et l'instruction permettent qu'ils soient placés. Ce placement a lieu chez des cultivateurs ou artisans offrant toutes garanties de moralité, suivant certaines formalités; le mineur est l'objet d'un contrat de louage de service approuvé par le Préfet du département.

Ce contrat est établi en triple exemplaire. Il détermine le salaire et se décompose ainsi qu'il suit :

- 1°) part affectée à l'habillement du mineur;
- 2°) somme remise toutes les semaines comme argent de poche;
- 3°) Somme versée aux Assurances sociales;
- 4°) Solde à verser au livret de Caisse d'Epargne.

Quant aux engagements dans l'armée, ils sont autorisés par la Directrice. Le consentement des parents doit figurer au dossier.

Toutes les récompenses sont accordées par la Supérieure et sont inscrites à leur date sur un registre spécial.

Sous-Section 2

Punitions

Certains enfants supportent mal quelquefois la discipline à laquelle ils sont soumis. Ils commettent des fautes qu'il convient de réprimer avec fermeté. Dans l'intérêt même de l'enfant, il faut l'habituer à plier devant la règle et à

dompter son caractère. La crainte du châtiment est de nature à l'inciter au bien. La discipline sera toujours nuancée et s'appliquera avec plus ou moins de rigueur suivant les enfants. Aussi le règlement recommande-t-il aux sœurs institutrices et aux sœurs surveillantes de rester mesurées dans leurs réprimandes et de ne se livrer à aucun acte de violence sur la personne des pupilles, ni de leur parler grossièrement.

Autrefois, la surveillance était assurée au premier plan par des pupilles moniteurs choisis parmi les plus grands et ceux qui donnaient le plus de satisfaction. Cette institution des pupilles moniteurs a été supprimée récemment.

Toutefois, un pupille par semaine peut encore être désigné pour faire les commandements de rassemblement et de marche au cours des différents mouvements de la journée.

Actuellement, la surveillance et la discipline sont exercées :
 par les sœurs institutrices dans leurs classes ;
 par les sœurs surveillantes dans la classe des travailleurs.

Les infractions à la discipline sont punies par la réprimande de la Supérieure.

L'annulation des récompenses individuelles (croix d'honneur, perte des emplois de confiance).

La mise au piquet pendant la classe, la récréation et les repas.

La privation de promenade.

La pancarte (voleur, menteur, désobéissant, grossier).

Le régime avec discipline (pain sec à un repas).

Cette dernière sanction n'est prononcée naturellement que pour les fautes les plus graves et sa durée ne doit pas dépasser 10 jours.

Les pupilles mis à l'isolement sont l'objet d'une surveil-

lance continuelle et sont visités tous les jours. Ils sortent une heure par jour. Suivant les cas, la mise à l'isolement est prononcée avec vivres complets ou pain sec. Dans ce dernier, les pupilles reçoivent :

la soupe, le matin;
une portion avec soupe, à midi;
le pain sec, le soir.

Si un pupille fait preuve d'indiscipline persistante, la Directrice saisit le Tribunal qui a été appelé à statuer afin que le mineur soit confié à la tutelle administrative.

La réparation de tout dommage matériel intentionnel est imputée sur l'avoir du pupille.

Enfin les pupilles reconnus coupables d'actes qui, par leur gravité, échapperaient à l'action disciplinaire et constitueraient des infractions à la loi pénale sont déférés à la justice.

Lorsqu'un pupille s'évade de l'Ecole ou quitte un patron chez lequel il est placé, la Directrice avise immédiatement le président du Tribunal du ressort et la brigade de gendarmerie. Chacune de ces communications est accompagnée du signalement du pupille. Lorsque l'évadé est repris, il est signalé par le port d'un uniforme spécial en blanc pendant quelque temps.

Comme les récompenses, les punitions sont prononcées par la Supérieure qui décide au vu des rapports des institutrices et des surveillantes et après audition des intéressés. Les punitions sont également inscrites à leur date sur un registre spécial.

Section 6

SERVICE MÉDICAL ET HYGIÈNE

Un médecin est attaché à l'école. Son service comprend :

- 1°) l'examen et le traitement des pupilles malades;
- 2°) le contrôle régulier de la santé et la croissance des enfants;
- 3°) l'inspection des locaux de l'établissement;
- 4°) la vérification des denrées.

Il doit se rendre à l'école au moins une fois par semaine pour l'examen des arrivants et le traitement s'il y a lieu des pupilles qui lui sont présentés. Il procède à des visites quotidiennes lorsqu'il y a des malades alités graves. Il est appelé à l'école pour tout cas urgent ou subit.

Une infirmerie est installée à l'école sous la surveillance de la religieuse infirmière.

Tout pupille, lors de son entrée à l'école est l'objet d'un examen médical approfondi ayant pour but de constater son état de santé, ses tares physiques, les cicatrices de blessures antérieures, et de reconnaître s'il a été vacciné, afin que dans le cas contraire il le soit le plus promptement possible. Le médecin consigne ses observations sur une fiche qui est classée dans le dossier individuel et elles sont portées à la connaissance de la Supérieure et de la Directrice aux fins d'élimination s'il y a lieu. Le même examen médical est fait à la sortie définitive des pupilles.

Les enfants dont l'état de santé exige un traitement spécial sont placés à l'hôpital le plus voisin. En cas d'opération urgente ou de maladie grave le transfert du malade est effectué dans les conditions les plus favorables.

Si le traitement dure plus de six mois, dans un hôpital, il peut être provoqué une décision de modification de placement.

Les épidémies, les morts par accidents ou suicides, les blessures graves sont signalées immédiatement au Directeur de l'Administration pénitentiaire. En cas d'épidémie, les locaux, ainsi que la literie des malades sont désinfectés.

De plus, en cas de suicide ou de mort violente, la Direction provoque immédiatement l'intervention de la police judiciaire conformément aux art. 48, 49 et 50 du Code d'instruction criminelle.

En ce qui concerne l'hygiène, nous indiquons qu'il est donné aux pupilles un bain par semaine. Pendant la saison chaude, dans une piscine établie sur un ruisseau traversant une dépendance de l'Ecole, et où le niveau d'eau peut être modifié au moyen d'un système de vannes, les enfants prennent un bain de pieds tous les jours et un bain froid deux fois par semaine. La piscine sert également aux exercices de natation. Pendant l'hiver, le bain en piscine est remplacé par une douche chaude et bains de pieds.

Notons enfin, relativement à l'éclairage que les dortoirs sont éclairés toute la nuit en veilleuse et que pendant l'hiver, et jusqu'au coucher, les cours sont éclairées au moyen de puissants appareils.

Nous avons indiqué déjà à propos de la description de l'école que le château nouvellement aménagé dispose de cabinets modernes et très propres.

Ce sont les enfants qui nettoient les dortoirs sitôt levés et font les lits. Nous avons été frappé, au cours de notre visite par l'alignement des lits et le soin qu'avait apporté chaque enfant à tirer le drap et les couvertures.

II. DISCUSSION

Nous avons terminé l'examen de l'organisation et du fonctionnement de l'École de réforme Saint-Joseph de Frasnelle-Château. Nous avons jusqu'ici réservé notre opinion sur la valeur des méthodes employées dans la moralisation des enfants qu'une décision judiciaire y a placés. Nous allons donc nous efforcer maintenant de discuter sans parti pris la valeur de ces procédés de rééducation en les reprenant les uns après les autres.

Tout d'abord, quelques observations sur le personnel éducateur. Nous avons affaire à Frasnelle-Château à un personnel très spécial puisqu'il est uniquement composé de religieuses. Ceci, selon nous, présente à la fois des avantages et des inconvénients. On peut être assuré évidemment, du dévouement de ces sœurs qui sont là pour remplir un vœu; et nous avons pu, au cours de notre visite, remarquer leur zèle empressé. Certes, c'est une garantie très sérieuse pour le relèvement moral des garçons dont elles ont la charge et il est certain qu'un personnel de cette nature sera toujours plus dévoué que les moniteurs ou surveillants des maisons d'éducation surveillée de l'Etat, sans vouloir pour autant faire le procès du personnel recruté par l'Etat pour ses établissements correctionnels. Les religieuses ne connaissent pas de repos hebdomadaire ni de loi de 40 heures, tandis que les lois sociales doivent être observées dans les maisons d'Etat. Au surplus, les Sœurs ne sont nullement rémunérées et ne peuvent pas être tentées par conséquent de faire prévaloir des préoccupations pécuniaires sur celles de leur tâche. D'un autre côté, on peut craindre que ces religieuses ne soient pas toujours très compétentes pour

toutes les questions si diverses que pose la rééducation d'un mineur délinquant. Il ne suffit pas d'être animé d'une grande foi et d'un dévouement sans limites, il faut aussi réunir toutes les qualités d'un bon éducateur et à cet égard les conditions de recrutement du personnel des maisons d'Etat offrent plus de garanties. A Frasn-le-Château, nous sommes heureux de constater d'ailleurs que ces excellentes sœurs se doublent de parfaites éducatrices, si nous en jugeons seulement par les résultats obtenus, qui sont encourageants. Mais nous nous croyons devoir signaler cet écueil qui, dans d'autres patronages, peut présenter un réel inconvénient.

On peut également craindre que les religieuses n'aient pas la fermeté désirable dans la discipline, surtout si l'on songe qu'à Frasn il n'y a qu'une quarantaine de sœurs pour assurer le fonctionnement d'une maison où l'on compte 300 enfants présents.

Mais nous devons reconnaître que la discipline y est admirablement faite et que les infractions graves y sont très rares. Les sœurs qui savent être douces sans être faibles se font très bien respecter de tous les pupilles. Pourtant il y a l'école 160 garçons âgés de 15 à 21 ans qui sont pour la plupart de robustes gaillards et d'autre part un certain nombre de sœurs très âgées, risquant par conséquent de n'avoir plus l'autorité suffisante pour commander. Or, ces dernières années, une seule fois l'on a eu à enregistrer un grave manquement à la discipline, chez un enfant qui, il y a trois ans, avait frappé la sœur surveillante au dortoir. Nous ajoutons d'ailleurs qu'immédiatement plusieurs pupilles se portèrent au secours de la sœur et maîtrisèrent leur camarade. Comme nous demandions les rai-

sons pour lesquelles on n'avait heureusement eu à déplorer qu'un seul fait de ce genre depuis longtemps, la Directrice nous répondit qu'à la confiance que les religieuses inspiraient aux pupilles se joignait le prestige de leur habillement.

Pour tous ces garçons, les sœurs qui sont vêtues d'une façon si différente des autres femmes s'en distinguent aussi au moral et forcent leur respect. Ce renoncement qu'elles expriment déjà par l'originalité et l'austérité de leur habillement, excite malgré eux leur admiration. C'est très vraisemblable et nous acceptons volontiers l'explication. Mais nous persistons à croire qu'un personnel féminin s'expose à bien des difficultés à l'égard de la surveillance, quand il s'agit de garçons à qui l'on n'a jamais appris à obéir avant d'être placés.

Mais nos critiques iront surtout aux mesures rééducatives mêmes utilisées par l'Ecole de Frasn-le-Château. D'abord nous voulons bien considérer l'heureuse idée d'examiner l'enfant qui arrive à l'école avant de prendre toutes autres mesures. Et nous ne saurions trop insister sur l'intérêt que présentent les questions posées par la Directrice à l'enfant, que compléteront les renseignements tirés du dossier d'information, sur les motifs de son envoi et le milieu dans lequel il a vécu jusqu'alors. Il est incontestable, et l'étude que nous avons faite des causes de la délinquance juvénile nous en convainc pleinement, que l'on ne peut réellement connaître un enfant que si l'on sait quelles influences a pu exercer sur l'enfant le milieu familial ou le milieu social en général. Nous ne pouvons donc qu'approuver cet examen et cette enquête auxquels procède la Directrice pour chaque mineur arrivant. C'est elle qui a la charge morale de l'établissement, elle qui distribue les récompenses et les puni-

tions et il faut bien, pour qu'elle puisse le faire à bon escient qu'elle soit renseignée sur tous ses pupilles. Mais nous pensons que cette double enquête devrait revêtir une importance plus grande encore.

Nous savons quelles influences variées peuvent exercer le milieu et l'hérédité sur le développement moral de l'enfant. Nous trouvant donc en présence de types très variés de délinquants, nous croyons, et c'est ce que nous développerons dans la 3^e partie de cette étude, qu'il convient de rechercher à l'égard de chacun, les mesures particulières qui opéreront son relèvement moral. Le même traitement ne peut s'appliquer à des enfants normaux et arriérés; et parmi les normaux il faudra encore rechercher les méthodes susceptibles de faire disparaître les mauvais penchants de l'enfant et appropriées à son état. Les mêmes mesures ne devront pas s'appliquer aux uns et aux autres.

Or, à Frasne-le-Château, l'enquête opérée par la Directrice auprès du mineur, même complétée par les éléments du dossier, est à ce point de vue insuffisante. Car ce n'est pas ainsi que l'on peut véritablement se rendre compte si un enfant est normal ou non. Une enquête superficielle peut faire commettre des erreurs graves. On peut prendre en effet pour de la simple vivacité ce qui n'est qu'une agitation morbide. Madame Loosli-Usteri, que nous avons déjà citée, rapporte à ce sujet des cas très intéressants d'enfants chez qui, ni les parents, ni l'instituteur, n'avaient su remarquer des signes d'arriération. Un ouvrage non moins remarquable, celui de M. Harold H. Anderson: « Les cliniques psychologiques pour l'Enfance aux Etats-Unis et l'œuvre du Docteur Healy » nous offre aussi les mêmes constatations. Le Dr Healy, un des plus grands savants américains qui

ait consacré ses recherches à l'Enfance coupable, est le premier qui fut désigné comme Directeur de l' « Institut de recherches sur l'Enfance » créé en 1909 sous le nom d' « Institut Psychopathique du Tribunal de l'Enfance de Chicago ». Ce sont les observations qu'il a pu faire sur des cas originaires de psychopathie, qui ont présidé à la création de cet Institut, qui devait mettre au service du juge toutes les connaissances scientifiques qui sont du domaine de la psychologie et de la médecine. Pendant un assez grand nombre d'années l'Institut psychopathique fut le seul de son espèce. Il étudiait principalement des récidivistes ou des enfants de mentalité anormale dont la plupart lui étaient envoyés directement par le Tribunal de l'Enfance. Donc l'Institut étudiait des cas psychopathiques et, dès le début, son Directeur soutenait qu'une étude complète du milieu social et de l'entourage, de même qu'un examen mental et physique étaient nécessaires pour bien comprendre les forces à l'œuvre. Sans cela, en effet, le juge devant qui comparait un mineur délinquant s'expose aux plus lourdes erreurs à l'égard de l'enfant et risque de compromettre dangereusement son relèvement. Et le Docteur Healy constate avec tristesse que malgré les services que rend la science dans ce domaine, il existe encore des gens pourtant dignes et intelligents qui déclarent « pouvoir juger immédiatement si une personne est faible d'esprit ou non, rien qu'en la regardant avec attention ». Et combien y a-t-il de Docteurs, ajoute-t-il, qui, par l'aide divine d'un diplôme médical affirment ouvertement qu'ils peuvent découvrir si le sujet est faible d'esprit en parlant avec lui pendant quelques minutes. Ces gens là s'obstinent dans cette erreur de classer la faiblesse d'esprit selon la physionomie,

la posture, l'incapacité motrice, la gaucherie, la lourdeur, l'absence de qualités dynamiques, d'énergie, etc...

Nous pourrions citer beaucoup de cas où une méthode scientifique a corrigé de semblables fautes d' « intuition ». Nous nous bornerons à l'exemple suivant observé par le Dr Healy: un juge du Tribunal de l'Enfance lui envoya un jour un garçon de 14 ans pour être examiné, disant que, très vraisemblablement, l'enfant devrait être confié à l'Ecole d'Etat pour anormaux. La physionomie, l'attitude (le gamin était mou, débraillé, avait un regard lourd, une bouche aux grosses lèvres et présentait dans l'ensemble l'aspect le plus morne) donnaient à ce jugement l'apparence d'être bien fondé. Pourtant le sujet examiné au point de vue mental se révéla comme passablement intelligent et ces résultats furent pleinement corroborés, quand après avoir été placé dans un honnête foyer, l'enfant put non seulement compléter ses études primaires avec des notes assez favorables avant 15 ans, mais encore conserva à l'Ecole supérieure un niveau moyen pendant les quelques mois qu'il y passa avant de commencer à gagner sa vie. Mais les erreurs en sens inverse sont plus fréquentes encore, où un enfant faible d'esprit, dont la personnalité n'est pas dépourvue d'agrément ou qui possède quelque aptitude spéciale est jugé normal. Anderson, à ce sujet, nous rapporte le cas suivant : une fillette de 12 ans est arrêtée avec deux petits camarades pour vol dans un grand magasin de nouveautés. Elle est alerte, vive, animée, droite, sensible, d'expression intelligente et d'extérieur agréable. On la dit obéissante, affectueuse, démonstrative, loquace et sachant raconter chez elle des « histoires amusantes », qui font rire la famille aux éclats. La fillette (nous insistons là-dessus) est considérée

par tous ceux qui ont l'occasion de la voir et ont pu constater ses dons dans la conversation comme une enfant intelligente dont l'esprit est particulièrement actif. Le « probation officer » et le détective du magasin parlent de son intelligence et la comparent aux autres enfants avec qui elle était, la désignent comme évidemment la plus intelligente des trois. Et pourtant l'examen médico-psychologique apprend qu'elle est mentalement déficiente et qu'au contraire ses compagnes sont tout à fait normales, mentalement. Deux psychologues examinent la fillette et tombent d'accord sur le fait de son arriération mentale. La fillette est placée alors dans une classe spéciale, puis plus tard dans une école d'anormaux où on ne peut lui enseigner qu'un métier manuel.

Sera-t-on assez convaincu, après cela, de la nécessité de procéder pour chaque enfant à un examen complet et approfondi ? Peut-on affirmer que si cette fillette avait été placée par jugement du Tribunal à Frasnelle-le-Château l'enquête sommaire à laquelle se livre la Directrice aurait conduit aux mêmes conclusions que l'examen opéré par l'Institution Psychopathique du Dr Healy ? Il est permis d'en douter, c'est pourquoi nous ne saurions trop insister encore sur la nécessité d'observer chaque pupille arrivant, avec le plus grand soin et selon des méthodes scientifiques éprouvées par des gens qualifiés. Le Tribunal pour enfants ne se charge pas chez nous de ce genre d'examen et se préoccupe uniquement des mesures à prendre dans l'intérêt de l'enfant. Il faut donc bien que ce soit l'institution qui le recueille qui procède à cette mise en observation. Celle-ci, d'ailleurs, précisera facilement les moyens à employer pour guérir l'enfant des mauvais instincts qu'il manifeste, lui,

en particulier. Or tout cela, l'école de réforme de Frasnelle-Château semble le méconnaître encore.

Un autre grand reproche que nous lui adressons vise les dangers de la promiscuité des enfants vivant toujours en commun. La contamination tant physique que morale est toujours à craindre chez des enfants pour lesquels aucune espèce de sélection n'a été opérée. Au point de vue physique, il nous semble qu'il y a les plus grands dangers à laisser ensemble des enfants sains et des enfants syphilitiques ou tuberculeux, et moralement des enfants vicieux et des enfants que n'a pas encore atteints l'immoralité.

Et la Directrice elle-même s'est si bien aperçue des dangers que présentait cette trop grande promiscuité chez ses pupilles qu'elle a été obligée de séparer les petits des grands aux récréations. Ces derniers avaient initié des petits garçons à certaines pratiques sexuelles ou s'étaient livrés à leur égard à des attouchements malsains tout à fait de nature à compromettre le développement moral de ces enfants.

Malheureusement cette séparation n'a pas été suffisamment opérée, car au dortoir les lits des enfants sont encore trop rapprochés. Dans l'un nous avons remarqué trois rangées de lits laissant entr'eux un très étroit espace.

Sans aller jusqu'à l'isolement individuel, on aurait au moins pu éviter d'encombrer les dortoirs et l'ouverture d'un dortoir supplémentaire aurait déjà apporté une solution aux dangers de la promiscuité.

Au point de vue des mesures rééducatives proprement dites employées à Frasnelle-Château et notamment à l'égard de l'enseignement scolaire, nous ne pouvons qu'approuver l'importance que la Directrice attache à l'instruction des

pupilles et nous constatons avec plaisir qu'une large place est faite dans l'emploi du temps à l'instruction des plus jeunes. Les écoliers de Frasne ont, en effet, 6 h. 1/2 de classe dans la journée et cela nous paraît tout à fait suffisant. Il existe de nombreux autres établissements de rééducation qui sont loin de donner la même importance à l'instruction des pupilles. Nous approuvons également les deux heures d'enseignement données aux adultes (nous savons que l'Ecole de Frasne désigne ainsi les pupilles travailleurs). Nous sommes aussi d'avis, et nous encourageons fermement cette façon d'envisager l'enseignement, que les leçons des institutrices n'ont nullement besoin de ressembler à celles que font les maîtres des autres écoles. Les enfants à qui sont faites ces leçons ne sont pas du tout les mêmes en effet que ceux qui viennent à l'Ecole primaire ou dans les autres écoles libres. Les garçons qui sont placés à Frasne sont des enfants qu'il convient avant tout de moraliser. Aussi croyons-nous que l'enseignement scolaire doit, pour atteindre ce but de moralisation qui en fait un des plus puissants facteurs de rééducation pour les jeunes délinquants, tendre à développer dans l'esprit de ceux-ci l'idée du devoir. Les institutrices ont donc raison de s'appliquer à présenter leurs leçons de telle façon que les enfants puissent en dégager surtout un enseignement moral. A l'occasion d'une leçon d'histoire sur la vie d'un grand homme par exemple, la maîtresse, comme il convient, fait ressortir les qualités du personnage en exaltant notamment, s'il s'agit d'un aviateur, son sens du patriotisme, son mépris du danger, son endurance, ou s'il s'agit d'un savant, sa persévérance, son esprit de sacrifice, son amour du prochain. C'est par des exemples de ce genre, chaque jour renouvelés, que

s'imposent peu à peu à la conscience des pupilles des idées moralisatrices dont ils ont perdu la notion. Vivant ainsi dans une atmosphère assainie, où ils entendent sans cesse rappeler des actes de vertu, les jeunes gens s'améliorent peu à peu, inconsciemment, par l'effet de cette ambiance favorable. D'ailleurs l'Ecole de réforme de Frasné enregistre chaque année de nombreux succès au certificat d'études primaires qui démontrent pleinement les qualités pédagogiques des Institutrices et nous ne pouvons que nous réjouir de ces résultats encourageants, mais encore une fois, nous savons infiniment gré aux sœurs de ne pas oublier que leur Institution est une école de réforme et non une école comme les autres, et où, par conséquent, l'enseignement scolaire ne doit pas perdre de vue le but de réformation et de redressement de l'institution. Pour la même raison, nous estimons que l'institutrice a raison de ne pas borner son action sur les enfants aux leçons qu'elle fait en classe et de prolonger cette action par des entretiens fréquents avec les pupilles en leur parlant de leur famille ou de leurs projets d'avenir et de toutes sortes de choses n'ayant aucun rapport avec la classe. C'est une heureuse manière de contrebalancer l'effet pernicieux de la fréquentation de certains camarades.

Quelques remarques maintenant sur l'enseignement professionnel de l'Ecole. Depuis quelque temps on reproche de tous côtés à divers patronages de donner aux pupilles un métier agricole. Dans un article paru au début de l'année 1937 dans l'*Illustration* et intitulé : « Le problème de l'enfance coupable », M. Paul-Emile Cadilhac dit ceci : « Tous ces adolescents gagnent de nombreux bienfaits à cette vie des champs. Seulement cette éducation ne sert pas à grand

chose dans la vie, car ces enfants, issus de milieux urbains, ne retourneront pas aux champs à leur sortie de l'école. On ne peut attacher au sol ceux qui n'y sont point nés. Cela pose le problème de l'apprentissage effectif et pratique. » Nous approuvons l'auteur lorsqu'il fait allusion aux nombreux bienfaits de la vie des champs. Nous les avons déjà soulignés précédemment mais nous ne sommes plus de son avis lorsqu'il critique l'éducation agricole donnée aux pupilles de certains patronages. Nous considérons, quant à nous, que la vie à la campagne offre beaucoup moins de possibilités de rechute que l'existence des grandes cités industrielles où les tentations sont plus nombreuses et plus fortes. D'autre part, la vie saine des champs fortifie tandis que le taudis des grandes villes anémie, compromet la santé des plus robustes, prédisposant ainsi au crime comme nous l'avons vu dans la première partie de cette étude. C'est pourquoi nous recommandons de préférence le reclassement à la campagne pour tous ces enfants qui ont tant souffert dans les milieux urbains. Et puis si l'on nous oppose que ces jeunes gens à leur sortie de l'institution vont rejoindre la ville au lieu de s'attacher à la terre, nous répondons seulement que la question est mal vue et que si le fait s'observe réellement, cela tient principalement à ce que l'enseignement professionnel des pupilles a été mal dirigé. S'il avait été bien fait, les enfants auraient acquis le goût des travaux agricoles et ne seraient pas tentés de désertir les champs. Ce n'est donc pas le but qui est critiquable, mais bien plutôt les moyens employés dans l'atteinte de ce but. Nous ne nous dissimulons pas qu'il sera évidemment plus difficile de donner le goût de l'agriculture à des jeunes gens de 17 à 20 ans qu'à des enfants de 12 ou 13 ans

qui sont encore malléables et qu'on peut plus aisément orienter. Mais notons qu'à Frasne-le-Château les enfants viennent assez jeunes pour que l'effort tenté ait des chances de réussir.

Ensuite, même s'il était démontré que le retour à la terre est une erreur à l'égard des jeunes délinquants comme l'affirme M. Henry Van Etten dans un numéro de la revue *Pour l'enfance coupable*, paru en décembre 1936, il nous serait facile de faire observer que la critique ne peut pas s'appliquer à Frasne-le-Château. Nous savons en effet que les pupilles ne sont pas inéluctablement formés aux travaux agricoles puisqu'il existe aussi des ateliers de vannerie, de couture, de cordonnerie et que les pupilles les plus méritants peuvent être placés chez des artisans de toutes sortes. Les pupilles qui manifestent des goûts particuliers pour l'artisanat ont donc les moyens dans une certaine mesure de satisfaire leurs goûts. On pourrait tout au plus objecter que le nombre des métiers enseignés à Frasne est trop restreint et qu'il faudrait envisager la création d'autres ateliers. Quant à ceux qui n'ont de goût pour aucun travail déterminé, qu'ils ne viennent pas se plaindre qu'on ait voulu les diriger vers l'agriculture. On leur a donné un moyen de gagner honnêtement leur vie et s'ils ne sont pas satisfaits du métier agricole, ils n'avaient qu'à exprimer leurs désirs au moment de l'apprentissage. Peut-être, nous dirait-on, il leur était difficile à l'époque de savoir exactement ce qu'ils voulaient. C'est vrai, mais on a tout de même fait ce qu'il fallait en leur donnant quoi qu'ils en disent, un excellent moyen de gagner leur vie.

Au point de vue du régime de pécule, nous pensons que l'on pourrait envisager un système qui encouragerait davan-

tage le pupille au travail. Nous savons qu'à Frasn-le-Château le travail accompli est gratuit. Et ce n'est pas précisément un pécule que reçoit le pupille, mais une gratification de 0 fr. 50 à 0 fr. 75 par jour, s'il manifeste une bonne conduite. En l'état actuel d'ailleurs, il n'est pas possible d'élever cette allocation, car celle de 4 fr. 50 par jour et par tête que donne l'Etat est nettement insuffisante pour assurer l'entretien des pupilles et de l'établissement. Nous ne saurions donc en faire le reproche à la Direction de l'Ecole Saint-Joseph. Mais nous sommes convaincus de la nécessité de demander au Gouvernement que soit voté un crédit supplémentaire pour élever au moins jusqu'à 9 frs l'allocation de 4 fr. 50 servie actuellement. D'ailleurs le projet existe déjà et fait partie d'une série d'autres réformes acceptées en principe par le Gouvernement et qui doivent être soumises prochainement au Parlement. Dans ces conditions, il deviendrait possible d'intéresser sérieusement le pupille à son travail. On pourrait établir le pécule sur les bases de celui des détenus de droit commun, par exemple. De la sorte l'appât du gain et l'intérêt personnel qui seront toujours malheureusement les plus puissants mobiles d'action chez la majorité des individus, pousseraient les jeunes gens à persévérer dans l'effort. Ils arriveraient à posséder des sommes plus importantes que celles qu'ils mettent très longtemps à amasser.

Ces économies leur permettraient de vivre en attendant d'avoir trouvé un emploi. Mais surtout pendant leur séjour à l'école les enfants s'intéressant à leur travail, l'enseignement professionnel ne leur apparaîtrait plus comme une corvée.

Nous ne formulerons aucune critique en ce qui concerne

l'éducation morale qui, comme l'enseignement scolaire, est poursuivie par les religieuses de Frasn-le-Château avec un soin admirable. Il sera difficile d'exiger plus que ce que font ces admirables sœurs. Nous approuvons spécialement l'idée d'avoir confié cette tâche principalement aux sœurs institutrices. Cela met parfaitement en pratique l'idée que nous avons déjà signalée plus haut, que l'enseignement scolaire et l'éducation morale doivent être étroitement liés et se compléter l'un l'autre. La découverte d'une correspondance suspecte chez un pupille fera naître pour l'Institutrice l'occasion d'une leçon de morale aux enfants. Nous ne pouvons donc que louer l'inlassable dévouement des sœurs dans cette tâche.

Mais à l'égard de l'éducation religieuse nous nous permettons d'exprimer un avis qui n'a nullement l'intention d'être une attaque dirigée contre les religieuses de Frasn-le-Château, mais seulement une opinion sur la valeur de la rééducation opérée par une organisation confessionnelle. Nous estimons qu'un enseignement religieux imposé aux pupilles des colonies pénitentiaires risque de mécontenter et de révolter des esprits indépendants. Certes nous ne critiquons pas, ce disant, le fait de donner à ces enfants une instruction religieuse et chrétienne en particulier. Nous sommes persuadé en effet que les croyances chrétiennes ne peuvent qu'exercer la meilleure influence dans une œuvre de moralisation et nous sommes les premiers à recommander l'enseignement religieux dans les institutions de redressement, mais nous croyons qu'à une époque éprise de libéralisme et de liberté d'opinion, il est inopportun de vouloir imposer telle ou telle confession. Nous souhaitons au contraire, au nom des principes de tolérance et de liberté de

penser, que soient respectées les aspirations de chacun. Evidemment nous comprenons fort bien que la Congrégation des Sœurs de la Divine Providence qui a bien voulu se charger du relèvement moral des mineurs traduits en justice, veuille, en s'assignant cette tâche, travailler à la propagation des principes de la religion catholique, puisque toute son activité n'est qu'un acte de foi. Mais nous considérons, si l'on se place au point de vue de ces enfants dont nous devons tous poursuivre le reclassement, qu'il est antilibéral et antipédagogique de forcer les dispositions de leur conscience.

Enfin, concernant l'éducation physique, nous constatons avec plaisir qu'une large place aussi lui a été faite dans l'emploi du temps. Les séances faites par un sous-officier de l'armée donnent de bons résultats. La gymnastique est faite de façon rationnelle et on peut affirmer qu'à Frasnè la culture physique est mieux dirigée que dans de nombreux établissements scolaires où les professeurs de gymnastique n'ont souvent aucune autorité sur les élèves ou sont incapables d'organiser un cours.

Ces exercices physiques sont particulièrement utiles et doivent être considérés comme un des meilleurs facteurs de redressement de l'enfance coupable. La saine émulation qu'ils provoquent a un bienfaisant résultat sur la mentalité des pupilles, sans compter les heureuses répercussions sur leur santé. Les exercices sportifs endurcissent leur corps et développent leurs qualités athlétiques.

Passons maintenant à l'éducation disciplinaire. Nous n'aurons ici d'observation à présenter qu'en ce qui touche le placement familial. C'est, nous le savons, une forme de

libération anticipée, accordée au mineur qui a donné des gages sérieux d'amendement.

L'enfant, placé sous certaines conditions, chez un particulier artisan ou propriétaire, continue le métier appris à l'école.

Au point de vue éducatif, il semble tout d'abord que cette mesure présente des avantages. La vie simple et familiale que l'on mène à la campagne est tout à fait de nature à hâter le reclassement des pupilles. Seulement il faudrait que le patron reçût l'enfant chez lui, non avec appréhension, mais avec l'intention de le faire travailler, de le diriger et de le conseiller chaque fois qu'il est nécessaire. Or ceux qui envisagent ainsi leur tâche sont malheureusement rares. La plupart, en embauchant un pupille, cherchent uniquement à se procurer de la main-d'œuvre à bon marché. Chez eux, l'enfant, livré à lui-même, fréquente des camarades de moralité suspecte et glisse insensiblement vers la rechute. Lassé de son travail, de son patron qui n'a pas su lui inspirer le respect ni l'affection, repris par la nostalgie de son milieu d'origine, il tente de s'évader. N'ayant pas d'argent, il n'hésite pas à dérober les sommes nécessaires à sa fuite.

Repris, il comparait à nouveau devant le Tribunal pour enfants, pour incident à la liberté surveillée. Et il reprend le chemin de la colonie correctionnelle où son redressement est complètement à refaire.

Il existe, il est vrai, de bons employeurs qui seraient à la hauteur de leur tâche et comprendraient ce qu'on attend d'eux. Mais parmi eux, beaucoup redoutant les ennuis et les responsabilités, refusent de prendre à leur service des pupilles judiciaires. D'autres considèrent trop volontiers ces

enfants comme des criminels et n'osent pas entreprendre l'œuvre qu'on leur propose.

Pour toutes ces raisons, nous croyons qu'il convient d'utiliser cette mesure avec une extrême prudence et de ne placer les pupilles méritants que dans les cas où l'on est absolument certain qu'ils seront bien dirigés. D'ailleurs, sur ce point, nous ne faisons que confirmer l'opinion générale, telle qu'elle s'est exprimée au 53^e congrès tenu à Paris, le 14 mai dernier, par la Ligue française de l'Enseignement. Entre autres vœux émis par le Congrès relativement à la Protection de l'enfance malheureuse nous relevons en effet celui-ci : « Que le placement familial soit l'exception, et la règle générale l'envoi en colonie... » C'est démontrer par conséquent que le placement familial présente des dangers en matière d'éducation corrective.

Mais nous devons reconnaître que les placements opérés par l'Ecole de Frasn-le-Château sont faits généralement à bon escient; nous savons que toutes les garanties sont prises pour éviter les mauvais placements et les incidents à la liberté surveillée se produisent assez peu.

Au surplus l'institution ne peut pas encourir le reproche d'abuser du placement familial, puisque le nombre des enfants bénéficiant de cette mesure n'atteint pas le cinquième de l'effectif complet.

Or beaucoup de patronages du même genre font véritablement abus du placement familial.

Un rapport récent de M. l'Inspecteur Général Rouvier sur les sociétés de patronage cite le cas d'un établissement dont l'effectif se décomposait ainsi, pour 3.000 enfants :

Au siège.....	196
Remis provisoirement aux familles...	207

Envoyés dans d'autres institutions...	390
Envoyés chez des particuliers.....	2.188
Divers (hôpitaux, etc.).....	50

On remarque que la proportion des enfants envoyés chez des particuliers dépasse sensiblement les $\frac{2}{3}$ pour ce patronage. Nous sommes encore loin de cette proportion à Frasne-le-Château.

Egalement on voit, dit le même rapport, quantité de patronages qui procèdent au placement dès l'arrivée de l'enfant.

Ces œuvres ne se préoccupent donc même pas d'étudier à loisir les mineurs à elles confiés par le Tribunal, pour distinguer des enfants simplement abandonnés les vicieux et les psychopathes. Il est difficile, en tout cas, en agissant ainsi, de dire que l'on considère le placement familial comme une récompense. Or à Frasne-le-Château, nous avons le plaisir de constater que cette mesure demeure toujours une faveur destinée à encourager le mineur dans la voie du bien. Les abus observés ailleurs donnent alors d'autant plus de valeur et de prix aux efforts tentés par les religieuses de Frasne dans la rééducation des jeunes délinquants.

Nous avons dit aussi que depuis quelques années l'institution des moniteurs était supprimée. Des garçons choisis parmi les plus grands et les plus disciplinés étaient chargés d'exercer la surveillance sur les pupilles plus jeunes. Or, actuellement, nous ne voyons plus que des jeunes gens désignés à raison d'un par semaine pour faire les commandements de rassemblement et de marche.

Nous approuvons, pour notre part, cette suppression des moniteurs. Il pouvait en effet en résulter de sérieux inconvénients tels que la délation par exemple. Il était à crain-

dre que pour s'attirer les faveurs des sœurs ces pupilles moniteurs ne dénoncent à tort leurs camarades.

Au point de vue médical nous n'avons aucune observation à présenter. Ce service a été prévu comme il convenait et il fonctionne régulièrement. Nous tenons seulement en ce qui concerne l'hygiène à faire remarquer qu'il n'est pas sans inconvénients d'avoir aux dortoirs des lits très rapprochés. Le volume d'air respirable se trouve ainsi trop réduit pour chaque enfant et nous pensons que pour cette raison encore (nous avons déjà signalé les dangers qu'offrait une telle installation au point de vue de la promiscuité) il faudrait faire en sorte qu'un nouveau dortoir puisse être aménagé.

D'autre part, on nous avait indiqué qu'il n'existait pas de douches à Frasne-le-Château. La visite que nous y avons faite nous a convaincu du contraire et nous croyons devoir le dire afin de faire cesser cette erreur dans l'opinion générale. Nous pensons même qu'il existe peu d'établissements dotés d'une piscine du genre de celle que nous avons remarquée dans cette maison. L'été elle offre de grandes commodités et les enfants aiment beaucoup s'y baigner ou y faire des exercices de natation. Elle présente surtout le grand avantage d'être construite sur un ruisseau, ce qui permet d'avoir une eau constamment propre. Nous savons aussi que l'hiver ces bains de piscine sont remplacés par des douches chaudes et bains de pieds.

Enfin, nous ne voudrions pas manquer de souligner l'excellence de la nourriture offerte aux pupilles. A ce sujet nous avons le plaisir de remarquer que le règlement de l'Ecole Saint-Joseph observe avant la lettre et au-delà les prescriptions de la circulaire du 4 novembre 1937 concer-

nant le régime alimentaire des pupilles des Maisons d'Education surveillée. Que l'on en juge en effet par le détail des dispositions de cette circulaire qu'il sera facile de rapprocher de ce que nous connaissons des menus de Frasne-le-Château.

Quatre repas sont prévus aux termes de la nouvelle circulaire :

le petit déjeuner, qui doit se composer de café au lait avec pain ou de soupe au lait;

le déjeuner qui doit comprendre une soupe (grasse ou aux légumes), un plat de viande ou de poisson, un plat de légumes verts ou de pommes de terre;

le goûter auquel doivent être servis du pain, des fruits ou du chocolat;

enfin le dîner qui doit comporter une soupe aux légumes, un plat de légumes secs ou de riz ou de macaronis et un fromage. Le pain doit être donné à discrétion. La boisson ordinaire doit toujours être l'eau (pure et de bonne qualité) à laquelle peuvent être cependant ajoutés du vin, du cidre ou de la bière. En hiver, on propose du thé ou des tisanes.

Tel est le régime alimentaire fixé par la circulaire du 4 novembre 1937 pour les pupilles des Maisons d'Education surveillée.

On pourra se rendre compte que celui qui est prévu à Frasne est sensiblement le même. Aussi croyons-nous nécessaire de louer à nouveau à ce sujet les religieuses de l'Ecole Saint-Joseph, toujours soucieuses de la santé de leurs pupilles.

Nous terminons par là les remarques que nous tenions à

faire sur la valeur éducative des méthodes pratiquées à l'Ecole de réforme de Frasn-le-Château.

Avant de clore ce chapitre, demandons-nous si tous les efforts tentés pour le relèvement de la jeunesse délinquante aboutissent véritablement. Les enfants qui sortent de cette Institution sont-ils réellement amendés ? Nous croyons pouvoir affirmer que oui. La directrice à qui nous posions la question nous répondit que, lui étant confiés assez tôt les enfants donnaient généralement des gages sérieux d'amendement. Or, en observant ces enfants et en parlant avec eux nous avons eu le plaisir de remarquer l'expression rayonnante de leur visage. Chez très peu de grands nous avons surpris un regard sournois ou fuyant ; au contraire, chez presque tous, la mine souriante, la physionomie franche, ouverte, indiquaient une conscience amendée, moralisée. Nous avons dit également que les infractions à la discipline étaient rares et toutes les sœurs que nous nous sommes permis d'interroger ont exprimé leur satisfaction à ce sujet. En ce sens, par conséquent, nous pouvons affirmer le succès de l'œuvre si délicate entreprise par ces religieuses. Mais ce succès n'est possible qu'à la condition, nous disait la Directrice, que les enfants soient placés jeunes. Grimanelli fait observer que « les chances d'amélioration sont en raison inverse de l'âge ». C'est ce qui explique qu'à Frasn-le-Château les pupilles ne soient pas admis au-delà de 15 ans.

Mais peut-on dire qu'à leur libération ces pupilles soient véritablement préparés à affronter les vicissitudes de la vie ? Nous voulons bien admettre que leur redressement s'est opéré avec succès, mais peut-on affirmer aussi que leur reclassement a été atteint ? Ces jeunes gens livrés

désormais aux épreuves de la vie et à ses tentations sont-ils capables de sortir victorieux de la lutte ?

Nous ne pensons pas qu'ici on puisse se montrer aussi affirmatif. Et de l'aveu même de la Directrice de Frasné, les jeunes gens libérés retombent souvent. Il y a à cela plusieurs raisons. Parmi les libérés définitifs nous rencontrons des malheureux, débiles de constitution ou de faible niveau mental. Ce sont des individus facilement influençables. Placés en colonie correctionnelle, parce qu'ils avaient eu le tort de suivre des camarades pervers, ils ont facilement accepté pendant leur séjour à l'Institution les principes moralisateurs qu'on leur a enseignés. Ils n'ont fait aucune résistance pour s'améliorer, étant incapables de faire la moindre opposition. Sortis de l'établissement, ils vont subir de nouvelles influences, aussi mauvaises que celles qui les avait entraînés une première fois au mal, et tout le bienfait de leur passage en maison de relèvement se trouve effacé, réduit à néant. Sans énergie et sans volonté, ces malheureux sont incapables de pratiquer un métier et vont suivre les mauvais conseils de parents indignes.

D'autres, de caractère indépendant, se sont amendés mais veulent à leur libération jouir de la liberté qui leur a été si longtemps refusée et dépensent rapidement l'argent de leur pécule. Finalement, sans ressources et sans travail, car le travail est une contrainte dont ils prétendaient s'affranchir, ils vont voler ou escroquer à nouveau comme au temps de leur enfance. Nouvelles rechutes, autres espoirs déçus.

D'autres enfin, qui auraient le désir de bien faire, sont détournés par des parents qui s'empressent de dilapider le pécule amassé par leur fils. Et ils tombent dans la misère

qui va hâter leur rechute. La Directrice de Frasné nous a cité ainsi le cas d'un de ses pupilles, le jeune M..., qui s'était bien amendé mais qui a perdu tout le bénéfice de son séjour à l'Ecole en revenant dans sa famille, où le père notamment est un ivrogne invétéré.

Aussi, dans ces conditions, pensons-nous qu'il serait nécessaire, comme cela se pratique dans d'autres établissements et en particulier à celui de Bavillers, que nous allons bientôt étudier, de procurer aux libérés définitifs une place sûre.

Nous regrettons que cela n'ait pas lieu à Frasné-le-Château ; il est navrant de voir que des jeunes gens qui avaient su se refaire une conduite retombent encore aussi bas, qu'avant leur entrée à l'école, parce qu'ils ne se sont pas trouvés armés à leur libération pour triompher des difficultés de l'existence. Et puis il est décourageant de penser que tous les efforts tentés pour remettre ces enfants dans le chemin de l'honnêteté et de la vertu sont rendus stériles à cause de cela. Nous ne voulons pas faire considérer une maison de relèvement comme un office de placement, mais il nous semble cependant que l'œuvre entreprise n'est pas complète, quand on ne se préoccupe pas de donner aux jeunes gens les armes indispensables pour les premiers combats à livrer dans la vie. La société qui s'est chargée de la rééducation des jeunes délinquants ne peut pas prétendre s'être substituée aux parents incapables ou indignes de ces enfants, si elle ne s'est pas souciée de leur offrir les moyens de faire honorablement leur vie. A Eysses, le Directeur de la Maison d'Education surveillée, quelque temps avant la libération du pupille, prend des renseignements sur sa famille et s'assure qu'il n'y a pas d'inconvé-

nients à le lui rendre. Si les renseignements sont défavorables, il essaie de trouver une place à l'enfant ou le confie à l'Assistance Publique. Ne serait-il possible de procéder de la même façon à Frasne-le-Château ?

Heureusement, la date de libération définitive coïncide, en général, avec l'époque de l'incorporation à l'armée. Le pupille, en sortant, va passer deux ans au régiment avant d'être mis en liberté totale. Et c'est là un précieux correctif aux dangers que présente la liberté complète. La réadaptation du jeune homme suit ainsi une évolution rationnelle et le passage à la caserne constitue une transition utile avant le retour à la vie civile. La discipline militaire ne surprend pas l'ancien pupille et représente au contraire, pour lui, un frein des plus efficaces.

En outre, le pupille à qui plaît la vie militaire trouve dans le rengagement de belles possibilités de carrière. De nombreux avantages sont offerts à ceux qui choisissent les troupes coloniales ou la marine. A ces avantages se joindraient aussi pour certains l'attrait de l'aventure et des pays exotiques. Mais il faut malheureusement remarquer que les pupilles qui rengagent sont rares. De même peu nombreux sont ceux qui contractent un engagement avant l'appel ; ils craignent de quitter une discipline pour être soumis à une autre tout aussi sévère.

Cependant, il ne serait pas honnête de notre part de ne pas souligner les bons résultats obtenus à Frasne, et il nous a été agréable d'apprendre de la Directrice que certains enfants, quelquefois des plus pervers à leur entrée à l'école, se sont rapidement amendés et ont persévéré à leur sortie dans la voie du bien. A leur égard, par conséquent, le reclassement a été atteint aussi bien que l'amen-

dement. La Directrice a pu nous citer le cas d'un de ses pupilles qui s'est fait, au départ de Frasne, une belle situation dans l'industrie de la chaussure et qui s'est établi à Nice. Le jeune homme, qui a maintenant une auto, est venu récemment rendre visite aux sœurs qui l'avaient élevé. Il est touchant de voir quelle reconnaissance certains pupilles gardent à leurs éducatrices et nous pourrions à ce sujet citer de nombreuses lettres que les jeunes gens écrivent à la Directrice après leur libération. Ces témoignages de gratitude constituent certainement, pour ces religieuses, la plus belle récompense de leurs efforts et le meilleur encouragement.

Quelques pupilles, pendant leurs permissions militaires, reviennent à l'école toujours heureuse de les accueillir. Certains même y réclament encore l'hospitalité après leur libération définitive. La Directrice les accepte quelque temps, pour qu'ils puissent se procurer un emploi. Et quand ils ont trouvé à se placer, ils reviennent ou écrivent encore à la Directrice pour la remercier.

D'ailleurs l'augmentation constante de l'effectif depuis la guerre est bien déjà une preuve des qualités d'éducatrices des sœurs de Frasne. Certains prétendent pourtant que cet accroissement de la population de l'école s'explique en partie par l'habitude qu'ont prise les Tribunaux de confier les jeunes délinquants à des institutions privées de préférence. Et cette prévention contre les maisons d'éducation surveillée et les écoles de préservation de l'Etat se justifie par le discrédit qu'une presse injurieuse a jeté sur ces établissements. Les œuvres privées n'ont pas, à vrai dire, été épargnées, mais les attaques de certains journalistes avides de scandales susceptibles d'asseoir leur popularité auprès de l'opinion publi-

que malheureusement trop crédule et profane sur ces questions, vont surtout aux maisons d'Etat. Le scandale en effet sera en ce cas beaucoup plus retentissant, car on pardonne moins facilement à l'Etat ses erreurs ou ses fautes qu'à des organisations privées. Les Tribunaux, donc, inconsciemment influencés par ces reportages tendancieux, préfèrent ordonner le placement dans les patronages des mineurs que leur soumet la loi de 1912. Nous ne le croyons pas quant à nous et nous reviendrons plus loin sur ce sujet. En tout cas, nous ne saurions, tout de même, oublier que les institutions privées sont considérablement plus nombreuses que les maisons d'Etat. Nous savons en effet qu'il existe pour toute la France cinq maisons d'éducation surveillée et trois écoles de préservation, qui sont :

Maisons d'Education surveillée :

Saint-Hilaire (Vienne);
 Saint-Maurice (Loir-et-Cher);
 Belle-Isle-en-Mer (Morbihan);
 Aniane (Hérault);
 Eysses (Lot-et-Garonne).

Ecoles de Préservation :

Cadillac (Gironde);
 Clermont (Oise);
 Doullens (Somme).

Or le nouveau guide pour la Protection de l'enfance tra-
 duite en justice indique 115 institutions privées autorisées
 à recevoir des mineurs en application de la loi du 22 juil-
 let 1912. Une vient d'être supprimée, la Colonie Agricole

de Mettray. Il en reste donc 114 entre lesquelles se répartissent les mineurs de la loi de 1912.

Dans ces conditions le fait que les Tribunaux hésitent à confier ces mineurs aux maisons d'Etat et préfèrent les œuvres privées n'aurait qu'une faible influence sur l'augmentation de l'effectif de Frasn-le-Château. Etant donné ces observations nous croyons pouvoir à juste titre affirmer que l'accroissement de la population de l'Ecole de réforme de Frasn est bien dû au succès des méthodes rééducatives qui y sont employées. Et il nous plaît avant de clore l'étude de cette maison, d'exprimer à nouveau toute l'admiration que nous inspirent le dévouement incessant du personnel entier et l'activité inlassable de Sœur Nathalie, la Directrice, qui poursuit avec une égale compétence sa mission généreuse. Malgré les accusations injustifiées dont elle a été l'objet et contre lesquelles nous nous élevons avec véhémence, nous affirmons que l'Ecole de Réforme Saint-Joseph mérite bien la faveur dont elle jouit auprès des Tribunaux et nous pensons qu'on peut continuer à lui faire confiance.

CHAPITRE II

L'institution Ste-Odile à Bavilliers

I. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Avant de commencer cette étude, nous faisons connaître que nos observations sur cet établissement seront écourtées en raison de la similitude qui existe avec l'Ecole de Réforme de Frasn-le-Château.

Au surplus, notre enquête sur ce premier établissement a déjà donné une idée générale du fonctionnement d'une institution correctionnelle, une vue d'ensemble permettant d'imaginer plus aisément ce que sont les autres.

L'Institution Sainte-Odile, qui, comme l'Ecole de Réforme de Frasn, est une congrégation autorisée, autonome par rapport à la maison-mère, reçoit des jeunes filles qui lui sont confiées en application de la loi de 1912 et du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif au vagabondage de mineurs, ainsi que nous aurons à le préciser plus loin.

Section 1

HISTORIQUE ET DESCRIPTION

L'Etablissement Sainte-Odile fut fondé en 1854, à Ri-beauvillé (Alsace), d'où il fut transféré après le traité de Francfort, le 25 janvier 1872, à Bavilliers près Belfort sur

la demande du gouvernement français. Il appartient aux Sœurs de la Divine Providence de Ribeauvillé qui possèdent aussi aujourd'hui l'Ecole Saint-Joseph à Frasnelle-Château. Nous savons déjà par l'étude que nous venons de présenter de ce dernier établissement quelles excellentes éducatrices elles sont. Nous rappelons également que ce sont elles qui ont maintenu et cultivé en Alsace et à Belfort, pendant 44 ans, la langue et les traditions françaises si vivement attaquées par le germanisme envahisseur. L'Etablissement Sainte-Odilé fonctionna à Bavilliers jusqu'au 1^{er} août 1914 comme établissement libre d'éducation correctionnelle. A la déclaration de guerre, il perdit son affectation; puis, à la suite d'une enquête administrative, qui démontra que cet établissement réunissait toutes les garanties désirables il a été désigné par arrêté préfectoral du 25 mars 1920, comme institution charitable apte à recevoir les enfants, de moins de 13 ans et les adolescentes de 13 à 18 ans qui lui seraient confiées en vertu des articles 6 et 21 de la loi du 22 juillet 1912. Un Comité de défense et de protection des enfants du territoire de Belfort traduits en justice avait été constitué le 3 octobre 1919, pour assurer le placement extra-familial des fillettes pour lesquelles il n'existait dans la région aucune maison d'éducation et d'amendement. Et la Supérieure Générale de la Congrégation des Sœurs de la Divine Providence ayant accepté la réouverture du Pensionnat Sainte-Odile, c'est ainsi qu'il fut procédé à l'enquête administrative qui fit admettre l'Institution au nombre de celles prévues en application de la loi de 1912. Après cela, le Comité s'est appliqué à lui procurer les ressources nécessaires à son entretien. Il a adressé des lettres circulaires aux Présidents, aux Procureurs de

la République et aux Bâtonniers près les Tribunaux des ressorts de Besançon, Dijon, Nancy, aux directeurs de quelques patronages de Paris, afin de leur faire connaître et de leur recommander l'Institution charitable Sainte-Odile pour le placement des mineurs coupables dans les conditions fixées par le décret du 3 avril 1913. Ses appels ont été entendus puisque 4 ans après sa réouverture l'établissement comptait 61 pensionnaires, confiées par les Tribunaux de Belfort, Epinal, Remiremont, Vesoul, Lure, Gray, Baume-les-Dames, Autun, Troyes, Châlon-sur-Saône, Reims, Montbéliard, Charleville et par la Cour d'Appel de Besançon.

L'établissement est situé en pleine campagne, dans le village de Bavilliers, à 2 kilomètres de la gare de Belfort. Il occupe une superficie de 8 hectares, complètement close, et comprend plusieurs bâtiments, des jardins, un parc, un verger, des prairies et des terres labourables. Son aspect général est agréable et riant.

Les deux bâtiments d'habitation qui peuvent recueillir 150 pupilles, élevés de deux étages, sont situés entre une grande cour ombragée de beaux arbres et un vaste jardin. Ils contiennent des salles de classe, des ateliers, des dortoirs, des réfectoires, des cuisines, une infirmerie, aérés latéralement par la cour et le jardin, et une chapelle. Les dépendances comprenant salles de bains et de douches, hangars, séchoirs, local de repassage, ferme, étables et poulailler, s'étendent le long du jardin à gauche de l'une des maisons, dont elles sont isolées; le lavoir et la buanderie se trouvent de l'autre côté.

L'organisation du personnel étant la même qu'à Frasnelle-Château, nous ne jugeons pas utile de donner d'explica-

tions à ce sujet. Notons seulement que le personnel comprend 25 religieuses et que c'est la sœur économe qui remplit les fonctions d'infirmière.

Section 2

LES PUPILLES

Sainte-Odile, reçoit, comme nous l'avons vu, les mineures de moins de 13 ans et les adolescentes de 13 à 18 ans, confiées par les Tribunaux en vertu des art. 6 et 21 de la loi de 1912. On y trouve également les mineures vagabondes, dont le décret-loi du 30 octobre 1935 prescrit le placement, mais non les jeunes filles à l'égard de qui un autre décret-loi du 30 octobre 1935 remplace la correction paternelle telle qu'elle était réglementée par les anciens articles 376 et suivants du Code Civil, par des mesures éducatives. Aucune autorisation n'a d'ailleurs été sollicitée dans ce dernier sens. D'autre part, on trouve à Bavilliers des mineures placées volontairement par leurs parents ou sur l'initiative du Comité de défense et de protection des enfants traduits en justice du Territoire de Belfort. Enfin, comme à Frasn-le-Château, sont placées les pupilles difficiles ou vicieuses de l'Assistance publique. Notons que la grosse majorité de la population de cet établissement est judiciaire ou provient de l'application du décret-loi de 1935 sur le vagabondage des mineurs. Actuellement l'effectif de la population est de 161 pupilles dont 30 sont placées à gages.

A leur arrivée, les jeunes filles sont soumises, comme les garçons de Frasn-le-Château, à une visite médicale, mais là ne se borne pas l'enquête qui doit permettre de choisir

les mesures appropriées à la nature de la jeune fille. Nous savons qu'à Frasné les garçons ne sont pas l'objet d'une mise en observation destinée à faire connaître le traitement qu'il faudra appliquer; ici, au contraire, les jeunes filles sont isolées quelques jours et reçoivent de fréquentes visites de la Supérieure et de leurs futures maîtresses, qui les observent, les étudient et s'efforcent de leur inspirer confiance. Les renseignements qu'on obtient ainsi sur leurs antécédents et leur famille servent de base à la direction de leur éducation morale et de leur instruction professionnelle.

L'emploi du temps diffère légèrement avec celui de Frasné-le-Château. En voici le détail :

Lever à 5 h. 1/2. Après trois quarts d'heure accordés pour la toilette, réunion dans les classes pour la prière du matin.

A 7 h.: déjeuner. A 7 h. 1/2 les enfants sont employés aux soins domestiques, font leur lit et nettoient les dortoirs. De 8 à 11 h. 1/2, elles vont en classe, aux ateliers ou aux travaux de la ferme. A 11 h. 1/2, dîner. De 12 à 13 h., récréation. De 13 à 16 h., classe et travail manuel. A 16 h., goûter et récréation. A 16 h. 1/2, travail jusqu'à 19 h. A 19 h., souper. De 19 h. 1/2 à 20 h., récréation. A 20 h., coucher. (En été, coucher à 21 h.) Nous indiquons, en outre, qu'indépendamment des récréations journalières, chaque mois est organisée une sortie générale dans la région.

Les pensionnaires prennent au réfectoire 3 repas par jour : déjeuner, dîner et souper. A 9 h., le matin, elles reçoivent un morceau de pain frais et à 16 h. elles ont un goûter composé de fruits ou de chocolat.

Le régime alimentaire présente également quelques différences avec celui de Frasn-le-Château.

Le déjeuner se compose d'une bonne soupe ou de café au lait.

Le dîner comporte pour les jours gras, un bouillon, un plat de viande, un plat de légumes frais, mélangés de pommes de terre, avec pain à discrétion; pour les jours maigres, une soupe substantielle (panade, riz, julienne, soupe aux pommes de terre ou aux haricots) de légumes secs ou du farinage, ou des pommes de terre avec salade, lait, œufs et fromage.

Le souper commence, comme le dîner, par une soupe et se continue par des pommes de terre et de la salade, ou des macaronis, du lait, du fromage, de la confiture ou des fruits.

Aux jours de fête on ajoute un supplément à ces menus et un dessert.

Section 3

LES MESURES RÉÉDUCATIVES

Au point de vue scolaire nous devons indiquer que la plupart des jeunes filles qui arrivent à Sainte-Odile sont complètement illettrées. Aussi l'enseignement scolaire y est-il très nécessaire et nous pensons que les 6 heures de classes prévues ne sont nullement excessives. Ces 6 heures de classes s'entendent pour les pupilles de 8 à 14 ans. Quant aux autres (de 14 à 21 ans) elles reçoivent deux heures d'enseignement par division à tour de rôle.

A un autre égard, l'enseignement y est envisagé, comme à Frasn, sous l'angle moral. Les religieuses ne perdent pas

de vue la nécessité d'éveiller dans l'esprit des pupilles des idées morales.

L'enseignement professionnel y est aussi consciencieusement assuré. Il existe à cet effet deux ateliers d'apprentissage : un de lingerie et un autre de broderie et feston. Les pupilles sont formées ainsi à tous les travaux de lingerie fine et apprennent à confectionner leurs vêtements. Quelques-unes sont employées aux travaux ruraux. Enfin toutes sont exercées aux soins du ménage.

Elles reçoivent selon leur application et la qualité de leur ouvrage, une gratification qui varie entre 2 fr. 50 et 5 fr. 50 par semaine et ces différentes gratifications constituent le pécule qui leur est intégralement remis en espèces à leur sortie.

Au point de vue moral, ces jeunes filles qui ont besoin d'une direction ferme et soutenue, sont l'objet d'une surveillance constante de jour et de nuit. Tous les jours, la Directrice passe dans les ateliers pour y donner des avis, des réprimandes, des instructions morales. C'est à elle que les pupilles ont recours dans leur embarras et leurs peines ; elle les console et les encourage dans leurs efforts d'amendement.

Signalons, en outre, qu'elles ont à leur disposition une bibliothèque renfermant de nombreux ouvrages historiques, scientifiques et récréatifs et qu'elles font à tour de rôle des lectures à haute voix, pendant les veillées.

Deux fois par semaine l'instruction religieuse leur est donnée par le Curé de la paroisse, qui est en même temps l'aumônier de l'établissement. Les dimanches et jours de fête, la messe et les offices du soir sont chantés par les

pupilles qui y sont exercées par les leçons de musique que leur donne la sœur organiste.

L'éducation physique est également prévue à raison d'une demi-heure chaque jour à la suite des classes du matin, c'est-à-dire de 11 h. à 11 h. 1/2. Les pupilles font des mouvements gymnastiques et des exercices physiques.

Section 4

EDUCATION DISCIPLINAIRE

Les récompenses accordées à la bonne conduite et à l'application à l'étude ou au travail, consistent en distribution d'images, de livres, de friandises, d'articles de trousseau, en permissions d'aller en ville, avec une surveillante, en accroissement de pécule. Comme à Frasné, les pupilles les plus méritantes font l'objet d'un placement familial. Actuellement, 30 sont placées à gages, à l'entière satisfaction de leurs patrons.

Les punitions, qui ne sont infligées que par la Directrice, consistent en mauvais points, réprimandes, privations de chocolat, de récréation ou de sortie, isolement au milieu de la salle, mise en cellule de jour ou de nuit, dans des locaux garnis d'un lit complet et d'un appareil de chauffage. On n'a jamais recours aux châtiments corporels.

Rien de particulier à signaler, concernant le service médical. Un médecin de Belfort examine régulièrement les pupilles et nous savons que c'est la Sœur Econome qui remplit les fonctions d'infirmière.

Par ailleurs, les enfants sont habituées à la propreté et elles font la lessive chaque quinzaine.

Le chauffage central est installé dans les dortoirs et les

salles de bains. Nous remarquons aussi aux dortoirs des lavabos et des W.-C. modernes. Les enfants prennent un bain tous les quinze jours.

II. DISCUSSION

Les observations que nous avons présentées déjà à l'égard du personnel de l'Ecole de Réforme de Frasn-le-Château s'appliquent aussi à l'Institution Sainte-Odile; donc, nous n'y revenons pas. Toutefois, nous faisons remarquer que comme à Frasn, la discipline est très bien assurée malgré les craintes que l'on pourrait avoir à ce sujet. Nous savons en effet qu'il n'y a que 25 religieuses pour les 131 fillettes réunies à Sainte-Odile.

Pourtant les infractions à la discipline sont rares. Les sœurs savent être fermes et leur autorité ne chancelle jamais. Nous avons dit aussi combien il nous paraissait dangereux de procéder à un examen trop rapide et empirique des pupilles qui arrivaient. Une observation superficielle peut conduire à des conclusions exactement contraires à la réalité. Or peut-on dire que l'Institution Sainte-Odile se montre plus attentive que l'Ecole Saint-Joseph dans ce genre de recherches? Nous croyons pouvoir l'affirmer sans cependant prétendre que la fillette qui arrive à Sainte-Odile fait l'objet d'une mise en observation véritablement complète. Nous approuvons certes pleinement les mesures prises par les religieuses de Bavilliers; elles ont visiblement le souci de connaître chaque pupille dans tous les détails de son caractère et de sa constitution physique. L'examen médical et l'isolement au cours duquel les religieuses viennent s'entretenir avec l'enfant pour l'étudier et lui inspirer confiance, manifestent bien leur intention de diriger l'éduca-

tion des pupilles dans le sens indiqué par la connaissance de leur nature particulière. Mais nous pensons que cet examen demeure encore insuffisant. Une étude médicale complétée d'observations psychologiques et psychiatriques déterminerait plus sûrement les tares psycho-morales et caractérielles de ces mineures.

Egalement en ce qui concerne les dangers de la promiscuité, nous croyons qu'il y a beaucoup à faire. Les fillettes qui sont placées entre 13 et 18 ans sont souvent de jeunes prostituées. Nous avons cité au début de cette étude le chiffre surprenant de 78 % pour le délit de vagabondage accompagné de prostitution, dans la statistique établie en 1933 pour les filles traduites en justice.

Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, qu'à Baviiliers, les jeunes filles soient presque toutes atteintes d'érotisme. On nous signalait à ce sujet que récemment lors d'une visite de l'établissement par un haut magistrat de la Seine, la plupart des grandes manifestaient à la vue de ce visiteur une vive excitation sexuelle. Certain magistrat de notre connaissance qui avait bien voulu prendre à son service une pupille de Baviiliers nous confia les ennuis que lui causait la constatation chez cette jeune fille de tendances érotiques exagérées.

Le problème de la séparation se pose donc ici avec une nécessité impérieuse, tant d'ailleurs au point de vue physique que moral car les maladies vénériennes sont très répandues chez les filles. Le Docteur G. Paul-Boncour indique en effet pour l'année 1931 60 % de blennorragie et 21 % de syphilis chez les filles traduites en justice. Il est donc de toute importance d'assurer la sélection des pupilles dans un établissement pour filles qui, par surcroît, reçoit égale-

ment de jeunes fillettes, comme Sainte-Odile. Il est regrettable que dans cet établissement aucune sélection ne soit opérée. Nous avons vu tous les dangers qu'offrait à Frasne-le-Château cette organisation des dortoirs où tous les lits se touchent presque. Ici nous voyons la même installation et comme il est impossible que la sœur surveillante remarque tout, il est permis de penser que les filles les plus dévergondées ont toutes facilités pour initier les autres aux vices les plus répugnants et se livrer entre elles à des rapprochements malsains. Aucune séparation n'est réalisée non plus pendant les récréations. Nous le déplorons beaucoup car dans ces conditions, il est très à craindre que l'enseignement moral donné à ces enfants demeure lettre morte. Nombreux sont pourtant les établissements de filles où une sélection élémentaire existe. Une institution religieuse: la Maison de la Miséricorde à Bordeaux s'est efforcée de remédier aux dangers de la contamination physique en refusant les mineures atteintes de maladies nerveuses ou contagieuses et elle évite la contamination morale par la création de six classes distinctes, chacune dirigée par une directrice et une novice assistante. Ces six classes sont totalement indépendantes les unes des autres. Les mineures enceintes n'y sont pas admises non plus.

En Belgique, à la maison d'observation de Saint-Servais-lez-Namur, remarquable par son organisation moderne, chaque fillette a sa chambrette, aménagée de la façon la plus simple mais aussi la plus coquette. Cet établissement est aussi une œuvre privée dirigée par les Sœurs de la Providence. Alors, pourquoi, puisque la sélection a pu être réalisée ailleurs de façon entière, voyons-nous fonctionner encore à Bavilliers ce système ancien et dangereux de l'agglomération ?

Concernant les mesures rééducatives elles-mêmes et notamment l'enseignement scolaire, nous n'avons pas d'autres remarques à faire que celles que nous avons présentées en étudiant l'école de Réforme de Frasnelle-le-Château.

Nous nous étendrons davantage sur l'enseignement professionnel. Nous avons dit qu'à Bavilliers existaient deux ateliers: un de lingerie, un autre de broderie fine et feston. Nous adressons à ce système deux sortes de reproches. D'abord, reprenant ici les observations que fait le Docteur G. Paul-Boncour dans son livre: « Quelques considérations sur la prostitution des mineures », qui a paru en 1931, nous pensons qu'on a tort de vouloir spécialiser les mineures délinquantes au point de vue professionnel, parce que plus tard, à leur libération, les mineures ne pouvant utiliser le métier qu'on leur a enseigné, retombent dans la gêne économique. Que pourra faire en effet une jeune fille de Bavilliers spécialisée dans la broderie fine si elle ne trouve pas dans cette partie une situation stable ?

Il est vrai qu'on les initie un peu aux soins du ménage. Mais on leur apprend l'indispensable que toute jeune fille doit connaître et on ne peut pas dire qu'elles aient appris, ce faisant, un métier qui leur donne les moyens de vivre si elles ne se marient pas. Osera-t-on pourtant prétendre qu'à défaut de métier déterminé ces jeunes filles pourront toujours se placer comme bonnes à tout faire, quand on ne leur a pas enseigné au préalable la façon d'acheter les denrées et de les faire cuire !

Nous pensons donc que l'orientation professionnelle à Sainte-Odile est nettement insuffisante et mal comprise; et nous ne saurons assez proclamer avec le Docteur Paul-Boncour que dans une maison de rééducation les aptitudes

individuelles doivent dans la mesure du possible trouver satisfaction. A Frasne-le-Château, bien que l'orientation professionnelle n'y soit pas très poussée, nous avons cependant remarqué qu'à côté des travaux agricoles, on avait prévu des ateliers où les jeunes gens qui ne manifestent aucune disposition pour l'agriculture trouvaient tout de même de quoi satisfaire leur goût de l'artisanat. A Baviiliers, la base de l'enseignement professionnel c'est la couture et la broderie fine. C'est vraiment trop peu. En Amérique, aux Etats-Unis, les programmes d'enseignement professionnel dans les institutions pour filles comprennent des matières très diverses, telles que: travaux de ménage, couture, cuisine, blanchissage, confection, mode, puériculture, floriculture, travaux industriels, soins de beauté. Les pupilles de ces établissements peuvent ainsi satisfaire aisément leurs aptitudes par l'apprentissage d'un métier utile. Nous sommes encore loin d'une telle organisation à Baviiliers.

En deuxième lieu, ce système d'enseignement professionnel présente l'inconvénient de laisser trop longtemps la jeune fille dans l'inertie physique, et il s'ensuit au point de vue moral les plus fâcheuses conséquences. Le Docteur Paul-Boncour a pu constater en effet chez certaines jeunes filles qui lui avaient été confiées à l'Institut Médico-Pédagogique de Vitry, que la station assise prolongée avait été génératrice de vices innommables. Il est donc regrettable que dans une institution de rééducation on oblige encore les pupilles à demeurer presque toute la journée dans l'inertie physique, alors surtout qu'il s'agit de mineures chez qui sont très développées les tendances malsaines.

Nous n'avons pas de remarques particulières à faire sur

le pécule, et sur l'enseignement moral. Toutefois nous applaudissons à l'heureuse initiative d'avoir créé une bibliothèque qui ne peut qu'apporter un excellent complément aux leçons des sœurs institutrices. De même en ce qui concerne l'éducation religieuse, nos observations seront les mêmes que celles que nous avons exposées à propos de Frasne-le-Château.

A l'égard de l'éducation physique, nous croyons devoir signaler que l'importance qu'y attachent les religieuses est tout à fait justifiée. Nous pensons en effet avec le Docteur Paul-Boncour, que la culture physique doit être au premier plan dans un programme rééducatif ; et nous entendons plus précisément par là : éducation corporelle, exercices sportifs, gymnastique et spécialement une gymnastique orthophrénique, telle que celle dont le Docteur Paul-Boncour a tracé les principes dans son ouvrage intitulé : « Les bases et la pratique de la gymnastique orthophrénique ». Ce sont là, dit-il, des moyens destinés à fortifier le corps, à perfectionner les fonctions vitales et aussi à discipliner les centres nerveux. Nul n'ignore qu'un exercice bien compris accroît l'énergie du système nerveux, retentit sur la mentalité et permet le refoulement de certaines tendances malsaines, notamment des excitations sexuelles.

Le placement familial est, comme à Frasne, utilisé avec prudence. Une trentaine seulement de pupilles sont placées à gages, ce qui représente une proportion très raisonnable.

Enfin, en ce qui concerne les mesures prises à la libération des pupilles, nous sommes heureux de remarquer que ces jeunes filles ne sont pas perdues de vue par la Communauté qui les a élevées. Elles sont placées dans de bonnes familles, comme femmes de chambre, cuisinières ou bonnes

à tout faire. A d'autres, les religieuses procurent des emplois de lingère ou de brodeuse. De plus la maison recueille celles qui, tombées malades ou ayant perdu leur emploi viennent lui demander asile et reçoit chaque année gratuitement pendant un mois celles qui désirent y passer des vacances. Nous approuvons hautement ces diverses mesures qui atténuent beaucoup les critiques que nous avons adressées à l'Institution Sainte-Odile à l'égard de l'uniformité de son enseignement professionnel. D'autre part, plus encore que les garçons, les filles doivent être suivies, étant beaucoup plus exposées aux risques de rechute. Les efforts tentés pour amender ces jeunes filles ont ainsi quelque chance d'aboutir et de n'être pas réduits à néant plus tard. D'excellents résultats sont obtenus et la Supérieure de Sainte-Odile, Sœur Marie Germaine, nous a assuré que beaucoup de jeunes filles vicieuses ont été réellement amendées et ont su, à leur sortie, se suffire par elles-mêmes par un travail honorable et devenir de bonnes mères de famille.

En somme, comme Frasné-le-Château, sous réserve des quelques imperfections que nous venons de signaler, l'Institution Sainte-Odile mérite d'être encouragée dans sa délicate mission. Et ses efforts pour éveiller dans l'âme de ces jeunes enfants que lui confient les Tribunaux le sentiment de la dignité humaine et l'amour du bien ont droit à toute l'admiration des gens sincères.

CHAPITRE III

L'établissement de Notre Dame de Charité du Refuge du Bon Pasteur à Besançon

C'est une Congrégation autorisée et entièrement autonome, recevant des mineures de la loi de 1912 et du décret-loi de 1935, concernant le vagabondage, dans des conditions que nous précisons plus loin.

I. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Section 1

HISTORIQUE

C'est en 1690, sur l'initiative du Marquis de Froissard Broissia, Maître des requêtes au Parlement de Franche-Comté à Besançon, que Monseigneur Antoine-Pierre de Grammont appela dans la ville archiépiscopale les Religieuses du Refuge, dont la communauté établie à Nancy avait été fondée par Elisabeth de Ranfaing en 1631 pour la conversion des filles et des femmes tombées dans le libertinage. Les Constitutions de cet ordre avaient été approuvées par Urbain VII le 29 mars 1634. La municipalité

bisontine reconnut le nouvel établissement le 9 avril 1693 et Louis XIV le confirma par lettres patentes au mois de mai 1701. Plus de 100 pénitentes y trouvaient l'asile et les moyens de relèvement qui les rendaient ensuite à une vie honnête et chrétienne. Mais le 3 avril 1793, les religieuses expulsées par la Révolution, le couvent devint une prison où étaient enfermés les suspects et la chapelle un entrepôt de grains et fourrages. En 1802 on la rendit au culte et avec tous les anciens bâtiments du Refuge on la réunit à l'Hôpital Saint-Jacques.

Un autre établissement dit du Bon Pasteur, fondé à Besançon, le 14 novembre 1745, pour recevoir les pénitentes incorrigibles fut également détruit par la Révolution et jusqu'en 1839, les pauvres victimes du vice n'eurent plus à Besançon d'asile pour y abriter leur faiblesse et leur repentir. Mais, en 1837, le Monastère de Versailles était dans l'obligation d'essaimer. Après plusieurs tractations entre le Révérend Père Louis de la Morinière, Supérieur Général de la Congrégation des Eudistes, fondée en 1631, à Caen, par un prêtre français, Jean Eudes, et Monseigneur Mathieu, archevêque de Besançon, la fondation fut décidée.

Le 25 avril, en la fête de Saint Marc, la nouvelle Prieure, Mère Marie de Sainte Geneviève Fournier, professe à Tours, arrivait à Besançon pour surveiller les réparations de la maison donnée par l'Archevêque. Le petit monastère était situé dans l'ancien hôtel de Mercey, au n° 14 de la rue de la Vieille Monnaie. Par des prodiges d'ingéniosité, on parvint à trouver de la place pour loger une quarantaine de pénitentes. Mais elles étaient dans l'intérieur de la Communauté, ce qui était contraire aux règles de l'Institution. Monseigneur Mathieu, l'Archevêque, aida la fondation de

ses conseils et de son argent. Egalement, le Cardinal Carverot, qui était alors vicaire général de Besançon, soutint beaucoup le Refuge.

Mais les débuts furent pénibles. A l'extrême pauvreté se joignit la maladie. Six semaines après l'établissement, cinq religieuses sur sept, et quinze pénitentes sur dix-huit, étaient alitées. Au dehors, la calomnie et la suspicion détournaient les pénitentes d'entrer au Refuge. Les bruits les plus étranges couraient contre la nouvelle communauté et le public en était défavorablement impressionné. En juillet 1846, après sept ans d'existence, la Communauté s'était accrue seulement de quatre sœurs choristes, d'une converse et de trois tourières.

En 1844, l'achat d'une petite maison permit d'ouvrir une classe d'orphelines. En 1866, la Supérieure Mère Marie du Bon Pasteur Lidoine put acquérir une maison touchant au bâtiment des pénitentes. Dix-huit mois plus tard, un autre local devenait la propriété des Sœurs et leur facilitait, moyennant certaines modifications, une séparation complète, non seulement des enfants avec la Communauté, mais encore des différentes sections entre elles. En juin 1870, on put établir une classe de « Madeleines » (on entend par là des pénitentes qui ont pris le voile) encore très florissante actuellement et une catégorie dite des Saints Anges pour les fillettes qui n'avaient pas encore fait leur première communion.

Pendant la guerre de 1870-1871, les religieuses firent construire un four et depuis lors, elles font elles-mêmes le pain nécessaire pour elles et leur personnel.

Le 9 juillet 1877, on inaugurait une jolie chapelle de style roman du XIII^e siècle qui remplaça avantageusement

sa devancière devenue le Grand Parloir de la Communauté. En 1886, la Prieure fit bâtir tout un quartier neuf pour la « Préservation ». Par là s'achevait l'œuvre matérielle de l'édification du couvent.

Notons, pour terminer cet historique, le costume très particulier des religieuses de Notre-Dame de Charité. La tradition rapporte que la Vierge fixa elle-même le costume de ces religieuses. La robe, le scapulaire et le manteau sont de laine blanche. Cette blancheur est le symbole de la pureté dont elles doivent être animées à l'égard des pénitentes confiées à leurs soins.

Section 2

ORGANISATION DU PERSONNEL

Au point de vue de l'organisation du personnel, nous trouvons au Monastère de N.-D. de Charité :

1°) La supérieure qui a la direction matérielle et morale de tout l'établissement.

2°) Les sœurs de Chœur qui dirigent les classes des pénitentes (mineures de la loi de 1912), des Madeleines, des préservées (ce sont des orphelines ou des enfants que des personnes charitables ont soustraites au malheur et au vice), des Tertiaires du Cœur Immaculé de Marie (la congrégation désigne par là les préservées qui ont embrassé à leur majorité la vie monastique).

La religieuse de Chœur (maîtresse de classe) à qui a été personnellement confié le soin de diriger l'une de ces quatre classes s'entoure d'une ou deux autres sœurs qui la suppléent pour la surveillance, et d'une autre religieuse qui s'occupe de la lingerie et du vestiaire.

3°) Les sœurs converses qui s'occupent aux soins matériels du couvent; elles sont chargées de la cuisine et des divers travaux de ménage.

4°) Les sœurs Tourières que la Communauté délègue pour les œuvres du dehors. Ce sont les Intendantes des provisions.

5°) Une sœur infirmière qui donne les premiers soins médicaux aux pupilles.

6°) Une infirmière diplômée attachée à l'Etablissement.

7°) Un médecin.

8°) Un aumônier.

Notons en ce qui concerne les sœurs qu'elles sont toutes traitées de la même manière, mais que les sœurs de Chœur doivent pour être admises, posséder une bonne instruction. Cela se comprend aisément car ce sont elles qui ont l'entreprise de l'enseignement moral des jeunes filles dont elles ont la garde.

Section 3

LES PUPILLES

En dehors des enfants moralement abandonnés que l'on appelle ici Tertiaires du Cœur Immaculé de Marie, l'établissement est autorisé depuis le 31 mars 1920 à recevoir les mineures délinquantes. Un arrêté ministériel du 21 décembre 1911 lui a également conféré le droit de recevoir les pupilles de l'Assistance Publique. Actuellement la maison compte 10 mineures confiées par décision de justice soit en vertu des articles 6 et 21 de la loi du 22 juillet

1912, soit par application du décret-loi du 30 octobre 1935, qui, avons-nous vu déjà supprime le délit de vagabondage de mineurs et prévoit le placement des enfants qui rentraient autrefois dans la catégorie des vagabonds, dans une institution charitable ou à l'Assistance publique. Pas de mineures confiées au monastère par voie de correction paternelle conformément au décret-loi de 1935.

A leur arrivée, les mineures délinquantes font l'objet d'un examen moral et physique destiné à donner toutes indications utiles pour leur relèvement.

Leur emploi du temps est le suivant :

Lever à 6 h. : soins de toilette, ménage, messe et petit déjeuner. A 8 h. : travail manuel. A 10 h. 1/2 : instruction familière visant à la formation morale des jeunes filles, notions de civilité et de bonne éducation. A 11 h. : déjeuner, suivi d'une récréation jusqu'à 13 h. Reprise du travail jusqu'à 15 h. 1/2. Goûter et récréation. A 16 h. : reprise du travail jusqu'à 18 h. 1/2. Ensuite, souper, récréation, coucher à 21 h. Les mineures vont en promenade tous les dimanches, quand le temps le permet. Toutefois ne sont admises à cette promenade que les fillettes dont on n'a pas à redouter une évasion. Pour celles qui sont suspectes, la promenade a lieu seulement au jardin ou dans la cour.

Les pupilles ont au réfectoire trois repas dans la journée :

- 1°) le petit déjeuner, qui est généralement le café au lait ;
- 2°) le déjeuner, pour lequel le menu se compose d'une soupe, d'un plat de viande, d'un plat de légumes frais ou secs et d'un dessert ;
- 3°) le souper : même menu mais le plat de viande est quelquefois remplacé par du fromage, des œufs ou un dessert plus abondant,

La nourriture bien préparée est toujours abondante.

Au goûter de 15 h. 1/2 les enfants reçoivent régulièrement une barre de chocolat ou des fruits ou des confitures.

Le règlement prévoit une visite par mois, sous la surveillance d'une religieuse. Les pupilles doivent écrire une fois par mois à leurs parents. Leur correspondance est toujours contrôlée. Mais souvent, pour donner satisfaction à certaines familles qui réclament des nouvelles plus souvent, lettres et visites sont plus fréquentes.

Section 4

LES MESURES RÉÉDUCATIVES

Nous sommes obligés de constater ici que l'enseignement scolaire qui est donné aux préservées n'est pas prévu pour les pupilles judiciaires. Cet enseignement n'est d'ailleurs pas organisé à l'établissement même, car les lois scolaires actuelles ne permettent pas que les Sœurs en prennent la charge. Les préservées sont donc envoyées à une école voisine. Cela ne présente aucun inconvénient car ces enfants ne sont pas perverses comme le sont les pénitentes et ne risquent pas de contaminer les autres fillettes de l'école. Mais on conçoit bien que les pupilles judiciaires soient gardées au monastère en raison des dangers qu'elles présenteraient en étant mêlées à d'autres enfants.

L'enseignement professionnel est donc la base de leur rééducation. Les pénitentes sont formées aux travaux de couture, coupe et confection de vêtements usuels, matelasserie, dentelle, broderie, selon les aptitudes de chacune. Ces divers ateliers sont admirablement organisés et beaucoup de nos écoles ménagères tant vantées envieraient leur

outillage. Ils ont été installés dans de vastes salles largement aérées. Les pupilles y travaillent pour les grands magasins, et chaque semaine d'immenses ballots de confection sortent du couvent. Quelques-unes sont employées à des travaux moins délicats, tels que : lavage, raccommodage, repassage, tricotage, cuisine. Comme dans les autres établissements d'éducation correctionnelle un pécule est constitué aux pupilles, qui chaque semestre va grossir leur carnet de Caisse d'Épargne. Ce pécule leur est remis à leur sortie avec un trousseau fourni par l'établissement.

L'éducation morale poursuivie par les sœurs de Chœur est donnée chaque jour sous forme d'instructions familières à la portée des mineures. Dans ces leçons, les religieuses, s'efforcent d'inspirer aux pupilles les sentiments du devoir et de l'obéissance et elles leur apprennent à savoir trouver dans la satisfaction de leur conscience leur meilleure récompense. Les petits faits courants sont l'objet de commentaires et de remarques susceptibles de jeter quelque lumière dans leurs consciences obscurcies. A tout cela viennent s'ajouter des lectures choisies et bien appropriées et des séances de cinéma ou de projections.

L'instruction religieuse est faite par un prêtre qui leur donne le catéchisme. A ces enfants égarées, que la légèreté, la paresse, les entraînements d'un monde mauvais ont détournées du bien, l'aumônier apporte les secours de la morale chrétienne.

A notre connaissance, aucune espèce d'éducation physique n'est prévue à Notre-Dame de Charité.

Section 5

LES MESURES DISCIPLINAIRES

Les récompenses accordées aux pupilles consistent surtout dans les bonnes notes et les encouragements de leurs maîtresses, l'admission dans la Congrégation des enfants de Marie, la remise de certains petits objets agréables aux jeunes filles tels que peignes, miroirs, etc... Le placement familial est également prévu quand la conduite des pupilles permet de compter sur elles. Mais l'établissement n'accorde qu'avec une extrême réserve cette faveur. En effet l'expérience d'autres maisons a fait constater aux religieuses de Notre-Dame de Charité que la rechute se produit trop facilement quand le temps n'a pas consacré les premiers efforts. Actuellement, une jeune fille est placée dans une clinique de Besançon, elle y donne satisfaction, mais à la condition que les sœurs la suivent de très près et lui prodiguent en temps opportun conseils et encouragements.

Les punitions se réduisent à de mauvaises notes, la privation de quelques minutes de récréation et, dans les cas graves, la privation de promenade, ou l'interdiction de recevoir la visite de leur famille. Jamais aucun châtiment corporel n'est exercé.

Section 6

SERVICE MÉDICAL

Ce service est assuré par un médecin de la ville qui visite l'établissement chaque semaine. S'il y a lieu, il revient plus souvent. Le soin de l'infirmerie est confié à une

religieuse âgée et toute maternelle. Une infirmière diplômée est attachée à l'établissement pour donner les soins les plus délicats.

Enfin, des spécialistes pour les dents, les yeux, la gorge et les oreilles sont appelés toutes les fois que le besoin s'en fait sentir.

II. DISCUSSION

Ce que nous avons déjà dit concernant le personnel et les mesures prises à l'arrivée des pupilles (examen médico-psychologique) en étudiant les établissements précédents, s'applique aussi à Notre-Dame de Charité de Besançon. Au contraire, en ce qui concerne les dangers de la promiscuité, il nous plaît de constater qu'un visible effort a été tenté pour y remédier. D'abord les quatre classes que nous y rencontrons sont complètement isolées les unes des autres. Chacune de ces classes forme une petite communauté indépendante avec cour, jardin, dortoir, réfectoire, parloir, chœur, entièrement séparés de ceux des autres classes. Ce sont comme des « quartiers » juxtaposés qui ne communiquent pas entre eux. De la sorte tout rapport est évité entre les préservées et les pénitentes, c'est-à-dire entre les fillettes moralement abandonnées qui n'ont commis aucun délit et celles poursuivies devant les tribunaux et placées au monastère pour leur relèvement. De plus, pour favoriser le bien de toutes, on ne garde parmi les pénitentes et les préservées que celles qui manifestent un désir sincère de profiter des soins qu'on leur prodigue. Enfin, chaque maîtresse de classe a une chambre particulière à côté du dortoir, afin d'assurer nuit et jour une active surveillance. Les pu-

pilles judiciaires ne sont d'ailleurs pas nombreuses, puisque le nombre de celles présentes au monastère n'atteint pas la dizaine et la surveillance se trouve ainsi très facilitée. Remarquons toutefois que la séparation des mineures délinquantes elles-mêmes n'est pas réalisée; on ne peut donc pas se montrer trop admiratif, la difficulté étant résolue surtout par le fait que l'effectif très réduit permet une surveillance active.

A l'égard des mesures rééducatives et en particulier en ce qui touche l'enseignement scolaire, nous déplorons vivement qu'il ne soit pas consacré quelques heures à l'instruction générale des pénitentes. Nous avons indiqué, à propos des établissements précédemment étudiés quelle importance présentait dans la moralisation des mineurs délinquants l'enseignement scolaire, mais il est aussi bien regrettable que ces jeunes filles qui sont très souvent illettrées lorsqu'elles entrent à Notre-Dame de Charité soient maintenues dans une ignorance qui est de nature à leur faire le plus grave tort au moment où elles seront en âge de gagner leur vie. Elles se trouvent en effet à leur libération en état d'infériorité par rapport aux autres jeunes filles qui ont fréquenté l'école dans leur enfance et elles risquent de ne pas trouver facilement à s'employer ou du moins sont bien désarmées dans la conduite de leurs affaires. Evidemment, les lois scolaires actuelles ne permettent pas que l'enseignement scolaire soit donné à l'intérieur du monastère. En tout cas il est bien dangereux de recevoir des enfants de la loi de 1912 quand on ne peut pas leur assurer un minimum d'instruction.

Par contre, remarquons que l'enseignement professionnel est minutieusement organisé. Les critiques que nous avons

adressées à l'Institution Sainte-Odile ne s'appliquent nullement à Notre-Dame de Charité à Besançon. Ce monastère, à cet égard, pourrait aussi bien s'appeler, atelier, blanchisserie, ouvroir ou dispensaire. Les pupilles ne sont pas inéluctablement spécialisées dans un métier peu pratiqué. Au contraire, chaque enfant trouve à satisfaire au mieux ses aptitudes. Les plus habiles, avons-nous vu, peuvent être initiées aux arts délicats de la dentelle, de la broderie ou de la couture, sous toutes ses formes; les autres sont formées aux travaux plus simples du raccommodage, du repassage, du blanchissage, du tricotage, de la matelasserie et de la cuisine. Toutes, dans des ateliers remarquablement installés, trouvent l'occasion d'un long et minutieux apprentissage. D'autre part, cette variété d'occupation présente beaucoup moins les inconvénients que fait naître l'inertie physique à laquelle sont obligées les fillettes qui ne font que de la broderie ou de la couture.

Nous approuvons également les séances de cinéma et les projections qui sont faites aux mineures et qui complètent très heureusement les leçons morales des sœurs choristes. Il est regrettable que le cinéma éducateur ne soit pas plus répandu dans les institutions de l'Enfance coupable, car indépendamment du bienfait moral qu'il procure aux enfants, le cinéma constitue aussi une saine distraction qu'ils apprécient beaucoup.

Aucune éducation physique n'est prévue à Notre-Dame de Charité. C'est tout à fait regrettable. Nous avons expliqué déjà les raisons pour lesquelles les exercices physiques s'imposent dans un établissement de rééducation. C'est donc une grosse erreur de n'y avoir pas songé.

Le placement familial est ici aussi employé modérément.

Une seule pupille sur les 10 est placée. Les religieuses ont su à ce sujet profiter de l'expérience des autres institutions et l'on ne peut que les en louer.

Enfin, comme à Bavilliers, nous constatons que les jeunes filles arrivées au terme de leur séjour ne sont pas perdues de vue. Les religieuses leur procurent à leur sortie une place sûre. D'ailleurs, en raison de l'excellence de leur formation professionnelle, de nombreuses maîtresses de maison sont heureuses de réserver la place aux pupilles libérées. Ces jeunes filles entrent ainsi dans d'excellentes familles qui les gardent des entraînements du vice. Quand l'honorabilité de la famille qui sollicite l'une des pupilles n'est pas suffisamment connue, la Supérieure fait prendre des renseignements et ne laisse entrer la jeune fille dans cette famille que si son amendement ne risque pas d'être compromis. Et s'il y a quelque danger à la laisser se placer ainsi, les religieuses s'efforcent de lui procurer une autre place qui offrira des garanties plus sérieuses. Mais, même lorsque ces jeunes filles sont placées conformément aux vœux des sœurs, celles-ci les visitent encore et, quand il est utile, s'efforcent de les arrêter à temps sur le chemin de la perdition et parviennent quelquefois à les ramener vers le droit sentier.

Sœur Marie-Aimée de Jésus Lemercier, la Supérieure, à qui nous avons demandé, au cours de notre dernière visite, de nous indiquer quelques cas de relèvement parmi ses pupilles, nous a cité celui d'une jeune fille qui s'est si bien amendée qu'un Procureur Général la prit à son service, et l'emmenant à Paris, la garda jusqu'à ce qu'elle se marie. Une autre, en sortant de Notre-Dame de Charité est entrée dans un atelier de blanchissage. Aujourd'hui, elle est mariée

et mère de famille et trouve encore quelques ressources dans son métier de blanchisseuse, qui, bien qu'elle ne l'exerce que partiellement, lui permet de joindre quelques gains à ceux de son mari. De nombreuses autres sont mariées aussi et donnent vraiment l'espoir d'une réhabilitation définitive.

A côté de celles-là il y a évidemment des cas difficiles et qui paraissent irrémédiables. Certaines de ces jeunes filles retombent dès leur libération dans leurs égarements d'autrefois. Mais cela est inévitable et l'on ne peut prétendre réussir toujours.

Pour être complet, nous signalons que d'autres encore, sentant leur faiblesse, demandent à être gardées dans la Maison pour un temps plus long ou même pour toujours. Ces dernières deviennent « Madeleines » ou « Persévérantes ». Là, sous l'habit brun des tertiaires de Saint François d'Assise, fidèles à leurs promesses, elles apprennent le secret des généreux sacrifices et du parfait renoncement. Souvent leur mort très sainte fait la consolation des religieuses qui se sont vouées à leur service. Toutefois, si édifiante que soit leur vie pénitente, jamais elles ne peuvent être admises au titre de religieuses. Jean Eudes n'a pas voulu que l'intégrité de son ordre pût être menacée.

Le soin que prennent ces religieuses de leurs protégées, le dévouement qu'elles témoignent pour leur assurer une existence honnête et digne, la sollicitude dont elles les entourent en toutes circonstances dans la vie, méritent grandement notre admiration et notre encouragement. Et s'il existe aussi quelques lacunes dans les méthodes employées pour atteindre à la moralisation des pupilles, il

faut bien reconnaître que l'esprit d'abnégation et l'immense charité de ces religieuses opèrent souvent des miracles.

Nous terminons avec l'étude de l'établissement de Notre-Dame de Charité du Refuge à Besançon l'examen des institutions de relèvement du ressort judiciaire de Besançon.

Il existe bien une quatrième maison de relèvement : l'Etablissement du Bon Pasteur à Dôle, que nous n'avons pas étudiée, mais elle n'offre pas une originalité suffisante dans son organisation et son fonctionnement pour être considérée comme une institution particulière au ressort envisagé. Cet établissement rappelle en tous points les autres « Bons Pasteurs » dont la maison mère se trouve à Angers et ne présente donc aucun intérêt dans une étude des moyens de relèvement de l'Enfance coupable, existant spécialement dans une région donnée.

Ayant donc achevé cette étude des maisons de relèvement du ressort de Besançon, nous voulons maintenant donner un rapide aperçu de l'importance des services que rendent ces établissements dans leur œuvre de moralisation de l'Enfance délinquante française. Nous avons indiqué le nombre considérable d'institutions charitables qui existent en France. Or nombreuses sont celles qui possèdent un personnel d'élite et une organisation remarquable, tout à fait en mesure de ranimer, dans des consciences que rien n'avait encore éclairées, une lumière de vie. Les établissements dont nous avons présenté la description entrent donc en compétition avec des concurrents redoutables ; malgré cela, nous allons observer que l'Ecole de réforme de Frasnelle-le-Château et l'Institution Sainte-Odile à Bavilliers jouissent de la plus grande faveur auprès des établissements parisiens que l'on peut considérer comme des modèles du genre, tels que

le Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence qui évoquera toujours le nom de M. Henri Rollet, le Patronage des Jeunes Garçons en danger moral, le Patronage et la Protection de la Jeunesse Féminine et l'Œuvre libératrice.

D'autre part, nous faisons remarquer que les tribunaux de province optent volontiers pour l'établissement le plus proche. Ainsi, l'œuvre du Refuge des enfants abandonnés ou délaissés de la Gironde paraît faite exprès pour le Tribunal de Bordeaux, de même que les maisons familiales de Marcq-en-Baroeul (garçons) et de Lambersart (filles) que dirige le Patronage des enfants moralement abandonnés et des libérés, de la région du Nord, sont destinés aux tribunaux du ressort de la Cour de Douai, qui disposent en outre des trois établissements du Bon Pasteur de Lille. Le tribunal de Montpellier utilise volontiers la Solitude de Nazareth; le Tribunal de Marseille dispose de l'œuvre de l'Enfance délaissée. De même les Tribunaux du ressort de la Cour de Besançon confient de préférence leurs mineurs aux établissements que nous avons visités dans ce ressort. Les jeunes garçons sont toujours placés à Frasnelle-le-Château et les plus âgés, qui ne peuvent être admis dans cette institution, sont dirigés sur le patronage Bocaccio à Grenoble. Les filles sont placées dans les trois patronages que nous connaissons dans le ressort. Paris, au contraire, dont les besoins sont immenses, est nécessairement éclectique et place ses enfants dans toute la France.

C'est pourquoi nous avons préféré nous rapporter au Tribunal pour enfants et adolescents de la Seine, pour juger de l'importance des institutions que nous avons étudiées.

La Revue pénitentiaire et de Droit pénal dans son numéro d'août-octobre 1933 donne le détail de la répartition

pour l'année 1931 des 634 garçons ou filles traduits devant le Tribunal pour enfants de la Seine. C'est cette distribution que nous reproduisons ici :

- 174 au Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence;
- 57 au Patronage des jeunes garçons en danger moral;
- 37 au Patronage des jeunes détenus à Antony;
- 70 au Patronage et Protection de la jeunesse féminine;
- 38 à l'Œuvre libératrice;
- 28 au Patronage de Préservation et de Sauvetage de la femme;
- 26 au Patronage de Préservation et de Réhabilitation;
- 18 au Monastère de Notre-Dame de Charité à Chevilly;
- 52 au Bon Pasteur de Conflans-Charenton;
- 11 à l'Ecole Théophile-Roussel à Montesson;
- 6 à l'Internat de Chanteloup;
- 23 à la Société paternelle de Mettrāy;
- 22 à l'Institut Médico-pédagogique de Hoerdt;
- 27 à l'Ecole de réforme de Frasn-le-Château;
- 4 aux Etablissements Oberlin à Schirmeck-la-Broque;
- 4 aux Etablissements de Zelsheim-Dieboldsheim;
- 11 à la Solitude des Petits Châtelets à Alençon;
- 3 à la Solitude Marie-Joseph à Doullens;
- 24 à l'Institution Sainte-Odile à Bavilliers;
- 2 au Bon Pasteur de Sens;
- 1 au Bon Pasteur de Reims;
- 2 au Bon Pasteur d'Angers;
- 4 au Bon Pasteur de Bourges;
- 3 au Bon Pasteur de Poitiers;
- 2 au Bon Pasteur de St-Hilaire de St-Florent;
- 1 à la Solitude de Nazareth à Montpellier.

Il est facile de constater, dans cette répartition, de quel crédit jouissent auprès des Magistrats de la Seine les deux établissements qui nous occupent de Frasnelle-le-Château et de Bavilliers, parmi les 26 patronages sur lesquels le Tribunal avait déjà arrêté son choix.

Mais si, dans le monde de la magistrature et des gens avertis, nos institutions de relèvement jouissent aujourd'hui du crédit qu'elles méritent, il n'en va malheureusement pas de même dans le grand public trop facilement enclin à dénigrer et à attaquer. Et il y a seulement une trentaine d'années, certains magistrats eux-mêmes partageaient les critiques dirigées contre nos établissements d'éducation correctionnelle. Mais le plus souvent ils cherchaient à se faire une opinion personnelle et revenaient alors sur leur erreur. M. le Conseiller à la Cour de Cassation Paul Flandin n'écrivait-il pas, en 1900 : « La plupart des magistrats ignorent l'organisation pénitentiaire, les ressources et les moyens sérieux d'amendement dont elle dispose. J'ai moi-même partagé l'erreur commise ; comme la plupart de mes collègues, j'avais la conviction que la maison de correction était une école de démoralisation. J'ai voulu me rendre compte de ce qu'il en était. J'ai cherché à voir et j'ai vu, et c'est après avoir vaincu mes préjugés que j'ai cherché à vaincre ceux des autres, ceux du barreau et aussi ceux du grand public. » Puisse tout le monde parler ainsi et convenir honnêtement de son erreur ! Mais hélas tout le monde ne ressemble pas au Conseiller Flandin qui n'a pas hésité à vaincre ses préjugés. Reconnaissons cependant qu'aujourd'hui la Magistrature est parvenue à fixer son opinion et à triompher des préventions que l'on rencontre dans l'opinion publique. Or cette obstination dans l'erreur

que manifeste toujours, à cet égard, le bourgeois français s'est enracinée dans son esprit à la suite des attaques répétées et menées de front par le théâtre, le roman et la presse au début du siècle.

Les maisons de correction de cette époque sont représentées partout comme des maisons de corruption, génératrices du crime.

François Coppée écrivait, en effet, il y a plus de 30 ans cette phrase qui a fait fortune : « Les colonies publiques sont des bagnes où des créatures irresponsables sont soumises à toutes les souffrances physiques et morales, et où il n'y a pas plus de charité dans le cœur des chefs que de beurre dans la ratatouille des cuisines. »

Actuellement d'ailleurs, ces assertions donnent encore lieu à des romans en vogue et nous citerons, pour n'indiquer que les plus connus : *Les enfants de Cain*, de Louis Roubaud, et *Les enfants du malheur*, de Danjou.

Au théâtre nous observons la même animosité. Le 1^{er} juin 1910, une pièce de MM. A. de Lorde et P. Chainé obtenait au théâtre de l'Ambigu à Paris, bien que tard venue dans la saison, un vif succès. Elle s'intitulait : « Bagnes d'enfants ».

La presse, de son côté, publiait à cette même époque déjà, de retentissantes informations sur les « turpitudes », les « infamies », les « odieuses brutalités » dont on accusait patronages et maisons d'Etat d'être le théâtre. Depuis, cette même presse n'a jamais cessé de traîner dans la boue le personnel de nos maisons de relèvement publiques et privées. Elle est à l'affût du premier incident, et lorsqu'il surgit, s'en empare et le dénaturant odieusement, le donne en pâture à l'opinion publique qui crie partout son indi-

gnation. C'est ainsi qu'il y a près d'un an, une dizaine de mineures de petite vertu, sollicitées par des « amis » résidant à l'extérieur, s'évadaient d'un patronage de Billancourt auquel les avait confiées le Tribunal pour enfants et adolescents de la Seine. Aussitôt, les polémistes s'agitèrent et le lendemain « éclatait le scandale » en des titres flamboyants sur trois colonnes, en tête de chaque gazette. Et voici la conclusion de l'incident : au même moment, au théâtre des Arts, où elle jouait, Madame Marcelle Géniat, fondatrice et bienfaitrice du patronage de Billancourt, était huée par une salle houleuse aux cris littéralement stupides de : « A bas les bagnes d'enfants ! »

Nous voulons bien admettre qu'il y a eu à la fin du xix^e siècle et dans les premières années de celui-ci, des abus qu'il convenait de dénoncer, mais en aucune façon il n'était permis d'en conclure que tous nos directeurs et moniteurs des maisons d'éducation surveillée et les religieuses qui dirigeaient des patronages de redressement étaient des tortionnaires, des bourreaux ou des assassins.

En tout cas, il est franchement malhonnête aujourd'hui de continuer une campagne aussi violente. Autrefois, le code de 1810 avait assigné aux enfants et aux adultes frappés par les Tribunaux une destination unique : la maison de correction. Jusqu'en 1820, hommes, femmes et mineurs condamnés à l'emprisonnement étaient confondus dans les mêmes maisons et les mêmes régimes. De cette lamentable promiscuité et de la démoralisation qui en était la conséquence est venue la défaveur qui a frappé la maison de correction. Mais aujourd'hui cette défaveur ne se comprend plus, puisque des établissements nouveaux ont été créés sur des bases nouvelles. La plus élémentaire sélection est assu-

rée parmi les mineurs eux-mêmes et une personne sincère ne peut plus reconnaître dans l'institution de relèvement publique ou privée actuelle, la maison de correction d'autrefois.

Or nous continuons à lire dans certains journaux des articles injurieux contre le personnel de toutes nos maisons de rééducation.

Ce n'est pas uniquement aux maisons d'Etat que s'attaque cette presse malsaine, les institutions privées sont également présentées comme des « maisons de supplices » et les différentes maisons que nous avons étudiées n'ont pas davantage été épargnées par la verve diffamatoire de ces journalistes sans scrupules. La directrice de l'Ecole de réforme de Frasn-le-Château, en particulier, nous confia qu'elle eut en 1935 la visite d'un de ces reporters, qui, ayant demandé à voir les pupilles, leur posa les questions les plus insidieuses. A chacun notamment il demanda s'il ne préférerait pas retourner dans sa famille au lieu de demeurer à l'institution. Et la question était posée de telle façon que tous les enfants répondirent qu'ils aimeraient mieux revenir auprès de leurs parents. Il était facile de le prévoir, car même les enfants qui ont souffert chez eux conservent cependant le désir de retourner auprès de leur famille. Cela s'est toujours vérifié, mais ne prouve pas pour autant qu'ils sont plus mal soignés à Frasn-le-Château que chez eux. En tout cas, le lendemain, paraissait dans certain journal un article foncièrement injurieux à l'adresse de l'Ecole Saint-Joseph.

Combien approuvons-nous alors la proposition exprimée par ce journaliste toulousain, de créer un conseil de l'ordre

dans le journalisme ! Des abus de ce genre le légitimeraient assez !

En attendant, il arrive que ces campagnes odieuses aboutissent à des sanctions à l'encontre du personnel de nos maisons de réforme et à la fermeture de quelques-unes de celles-ci. Il est donc tout à fait regrettable qu'un homme malhonnête, uniquement poussé par le souci de se faire de la popularité et d'augmenter le tirage d'un journal puisse intimider les pouvoirs publics par des manœuvres aussi basses et aussi répréhensibles.

Nous avons vu récemment fermer pour ces mêmes raisons la Colonie agricole de Mettray. Or voici ce qu'écrit à cette occasion M. Berthélémy, doyen honoraire de la Faculté de Droit de Paris :

« La Colonie de Mettray est mise dans l'obligation de renoncer à la mission dont elle s'est, depuis 98 ans, vaillamment acquittée.

« Elle ne saurait disparaître cependant sans qu'une voix autorisée proteste contre les accusations malveillantes d'une presse avide de popularité malsaine.

« Des inspections récentes n'ont pu relever contre la Colonie aucune critique sérieuse. Interpellé à la Chambre par des adversaires de l'Etablissement, le Garde des Sceaux a répondu en ces termes : « Vous avez fait allusion à l'Etablissement de Mettray. Je tiens à vous dire que les renseignements qui ont été publiés sur cet établissement sont inexacts pour ne rien dire de plus. J'ai prescrit, il y a quelques semaines, une enquête approfondie. Elle m'a fournie la preuve qu'un certain nombre de faits articulés dans la presse étaient matériellement faux ! » (*Journal Officiel*, p. 360, 5 février 1935). Quelques mois avant, en

transmettant à notre Conseil le résultat d'une enquête précédente, le Garde des Sceaux concluait comme il suit : « En ce qui concerne l'organisation des services et le régime éducatif moral auquel sont soumis les pupilles, M. l'Inspecteur général rend compte qu'un grand nombre d'améliorations qui avaient été suggérées dans un précédent rapport ont été réalisées. Il souligne la part qu'a prise à cette œuvre M. Voisin, directeur actuel de la colonie, administrateur intelligent et animé du meilleur esprit de réforme, auquel on peut faire confiance. »

Nous ne pouvons, nous joignant à M. le Doyen Berthélemy que déplorer vivement que cette presse injurieuse et mensongère qui poursuit sans répit son action contemptrice, réussisse à faire discréditer officiellement des éducateurs dévoués et éclairés.

Nous pourrions indiquer de nombreux autres cas de détraction dirigée contre nos institutions de relèvement. Nous préférons nous en tenir là, espérant que la lumière et la vérité apparaîtront un jour dans l'esprit de tous ceux dont, depuis trop longtemps, on exploite la crédulité.

Et avant de clore cette étude des établissements de réforme de la jeunesse délinquante, que nous avons eu le privilège de visiter en détail dans le ressort de la Cour de Besançon, nous tenons à exprimer encore toute notre admiration, en dépit des quelques imperfections que nous avons signalées, et contrairement aux calomnies qu'on répand, pour les efforts tentés de toutes parts dans la moralisation et le reclassement des mineurs délinquants. Nous estimons qu'il faut encourager ces efforts et chercher à en améliorer encore les résultats par des suggestions réfléchies et opportunes. En tout cas nous assurons qu'en l'état actuel des

choses, nous pouvons faire confiance aux cœurs généreux et éclairés qui se sont voués au salut de tant de consciences déchues.

TROISIEME PARTIE

**Quelques suggestions
en matière d'éducation corrective**

Le délit importe moins que le délinquant. Le délit représente le passé, le délinquant l'avenir.

Notre étude de l'Enfance coupable ne serait pas complète si nous ne nous efforcions pas maintenant de présenter les suggestions que la connaissance des origines du mal et les remèdes apportés à ce mal par les divers établissements d'éducation corrective que nous avons examinés nous a permis de dégager. Nous avons voulu d'abord, comme il se doit lorsqu'on est en face d'un problème à résoudre, rechercher les causes de la criminalité juvénile, pour mieux fixer les remèdes à appliquer. Nous avons ensuite examiné et discuté la valeur des solutions apportées au problème de la criminalité infantile par certains des organismes chargés de rétablir l'équilibre social et l'ordre public par la moralisation des éléments morbides. Il faut donc maintenant, pour que l'étude que nous avons faite du problème ait quelque intérêt, que nous cherchions à notre tour à perfectionner les moyens de combattre ce fléau que représente pour l'humanité : le crime.

Section 1

NÉCESSITÉ D'UN INTERNAT

Les considérations que nous avons faites à propos du placement familial nous conduisent à penser avec le Docteur G. Paul-Boncour que « seul, le régime de l'Internat répond aux besoins des trois-quarts des jeunes délinquants »

et ce sera, croyons-nous l'opinion de tous ceux qui se sont penchés sur le redoutable problème du relèvement de l'adolescence coupable.

Or, il existe de nombreux et importants patronages, particulièrement dans les grandes villes, qui se contentent de placer après un court séjour à leur siège, les garçons, qui leur sont confiés, chez des fermiers plus ou moins judicieusement choisis et dont la surveillance tant au point de vue de l'hygiène que de la moralité est toujours aléatoire. Le placement familial rural peut donner quelques résultats intéressants, mais à la condition que le pupille soit assez jeune pour s'adapter à la vie campagnarde, qu'il ne soit pas instable ou fugueur, enfin qu'il ne soit pas illettré. Un garçon de 17 à 18 ans, en effet, s'il est citadin demeure trop attaché à la ville pour que l'on puisse espérer l'adapter à la vie rurale. Nous avons fait remarquer au cours de notre enquête sur la maison de réforme de Frasnelle-le-Château que l'enseignement agricole n'arrivait à produire des résultats que parce que les enfants y étaient placés jeunes. D'autre part, un enfant placé illettré en reviendra de même, ses employeurs qui le payent n'ayant aucune raison d'envoyer à l'école un garçon qui peut leur rendre service aux champs. Enfin un instable ou un fugueur serait placé dans des conditions par trop excellentes pour satisfaire ses instincts, d'autant plus que deux ou trois évasions de placement familial, quels qu'en soient les motifs, mènent directement le jeune homme à la colonie pénitentiaire pour insubordination. Le résultat est qu'on assimile ainsi, pratiquement, un délinquant primaire instable ou malheureux à la campagne à un jeune malfaiteur.

C'est pourquoi nous affirmons qu'il est préférable de pour-

suivre la rééducation des mineurs délinquants dans des établissements appropriés, pourvus de tout le matériel indispensable avec un personnel spécialement préparé à cette tâche.

Section 2

LA RÉÉDUCATION DES MINEURS DÉLINQUANTS PEUT ÊTRE RÉALISÉE AVEC SUCCÈS DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION EXISTANTE, AU PRIX DE QUELQUES AMÉLIORATIONS

Nous ne croyons pas, comme certains, que s'impose une réforme complète de notre système de rééducation de l'enfance coupable. Nous ne voulons pas détruire ce qui existe, pour reconstruire ensuite sur des bases dont il serait bien difficile de prétendre qu'elles sont plus solides, n'ayant jamais été éprouvées. Nous considérons donc que les établissements dont nous disposons pour le relèvement de l'enfance délinquante, doivent, sous réserve de quelques perfectionnements, suffire aux nécessités d'une œuvre de ce genre. Nous avons dit, dans la deuxième partie de cette étude que l'on pouvait faire confiance dans l'ensemble, aux institutions charitables que nous avons visitées dans le ressort de la Cour de Besançon et qui ont accepté d'assurer le redressement des mineurs qu'on leur confie.

Certains, pourtant, prétendent qu'à l'Etat seul devrait être laissé le soin de moraliser les jeunes délinquants. Ils invoquent à l'appui de leur opinion des arguments qui, en un autre temps, auraient eu de la valeur, mais qui tombent aujourd'hui devant les événements qui se produisent depuis quelques années.

Les partisans de la thèse du monopole d'Etat et parmi eux se classe M. l'Inspecteur Général Rouvier, dénoncent des abus de toutes sortes commis par les dirigeants des institutions privées et pensent pouvoir les supprimer en confiant exclusivement à l'Etat le soin de la rééducation des mineurs de justice.

Nous opposerons alors que si des abus se commettent c'est que l'Etat ne se montre pas assez vigilant et n'exerce pas un contrôle suffisant sur ces établissements dont il doit surveiller le bon fonctionnement. S'il est vrai, par conséquent, que des reproches peuvent être adressés à certaines institutions charitables, il n'en demeure pas moins que les agents de l'Etat, chargés du contrôle, encourent également des reproches. Le premier devoir nous semble donc, de la part de l'Etat, d'exercer correctement le contrôle prévu par la loi de 1912 et les lois qui ont suivi, que nous avons rappelées dans l'introduction de cette étude. On sait en effet que cette surveillance a lieu de deux façons, par contrôle sur pièces et contrôle sur place. Des dossiers individuels sont constitués, des bulletins semestriels de renseignements sont envoyés ainsi que des comptes rendus spéciaux et un rapport annuel sur le fonctionnement administratif et financier de l'œuvre, résume ses moyens d'action et son activité. Ce rapport est adressé au Préfet dans le mois qui suit la clôture de l'exercice et transmis ensuite à l'Administration pénitentiaire. Quant au contrôle sur place, il est exercé par les magistrats et par des inspecteurs généraux des services administratifs et les préfets. Leur rôle consiste à vérifier l'emploi intégral des ressources de l'œuvre dans l'intérêt des mineurs, à visiter les locaux dans lesquels sont placés provisoirement et définitivement les mineurs, à véri-

fier les conditions de placement de chacun. Si une irrégularité est constatée, un rapport spécial est adressé au Tribunal ou au Préfet. La loi du 14 janvier 1933 prévoit même les modalités de la surveillance des fonctionnaires chargés de ce contrôle. Il nous semble que cette organisation, si elle est respectée, doit donner des garanties largement suffisantes du bon fonctionnement des établissements privés. Et vraiment si des abus se produisent nous croyons bien qu'ils ne s'observeraient plus si les dispositions légales étaient, en cette matière, scrupuleusement appliquées. En tout cas, si ce contrôle devenait insuffisant, il serait toujours possible de le renforcer. Notre collègue G. Reynaud, dans sa thèse sur: « L'application de la législation de l'enfance coupable par le Tribunal de Bordeaux » estime que les abus remarqués étant imputables, non à l'organisation même des divers établissements mais plutôt aux hommes qui en ont la direction, il serait facile de les éviter par un renforcement de la surveillance. Nous partageons cette opinion et sommes persuadé qu'un contrôle étroit réussira toujours à prévenir les abus que stigmatisent tant les partisans du système étatique. Ceux-ci affirment aussi que si l'Etat possédait le monopole des établissements de rééducation, il disposerait de moyens de pression et de sanctions plus efficaces à l'encontre du personnel des établissements considérés, qui se trouverait fonctionnarisé, qu'à l'encontre des particuliers. L'Etat, dit-on, peut toujours révoquer un fonctionnaire ou le frapper de mesures disciplinaires tandis que le personnel des institutions privées échappe à la plupart des sanctions qu'encourent les fonctionnaires. C'est, à notre avis, mal envisager les choses, car l'Etat dispose tout de même d'une certaine variété de sanctions à l'encontre des

établissements privés et il peut aller jusqu'à prononcer la fermeture de l'institution qui ne veut pas se conformer aux règles légales. Nous avons vu, déjà, que l'Etat n'avait pas hésité à user de cette répression à l'égard de la colonie agricole de Mettray. Au surplus, depuis le développement de la puissance syndicale, la liberté d'action de l'Etat à l'encontre de ses fonctionnaires se trouve bien restreinte aujourd'hui et si ce n'est pas le syndicat qui interviendra ce seront les statuts même de la profession qu'opposeront les fonctionnaires menacés.

On fait également remarquer en faveur du point de vue étatique que l'Administration pénitentiaire seule chargée d'organiser la rééducation de nos jeunes délinquants aurait toutes facilités pour assurer l'homogénéité d'action nécessaire et instituer notamment un réseau harmonieux d'établissements spécialisés. Elle seule apprécierait l'opportunité d'une réforme à proposer ou saurait décider en temps utile l'ouverture ou l'extension d'un établissement pour les différentes catégories de mineurs. En réalité, rien n'autorise à penser que si le redressement de ces enfants est laissé à l'initiative privée tous les efforts tentés pour réaliser l'homogénéité nécessaire demeureront vains parce qu'ils sont trop dispersés et manquent d'une impulsion commune. L'Etat interviendra toujours chaque fois qu'une institution charitable acceptera de recevoir des mineurs de justice. Il faudra une habilitation expresse, sans laquelle aucun établissement privé ne saurait se charger de rééducation. Et naturellement l'Etat n'accordera son autorisation que si les statuts de l'institution lui paraissent convenir à l'intérêt général. Il lui sera donc toujours possible de réaliser, même avec des organismes privés, l'harmonie que tout le monde souhaite, de notre système de rééducation.

On sait, en effet, que toute personne recueillant des mineurs d'une manière habituelle ou toute institution charitable non reconnue d'utilité publique, doit obtenir la désignation, c'est-à-dire l'autorisation de recevoir des mineurs. La demande, qui est adressée au Procureur de la République dans la circonscription duquel se trouve le siège de l'institution, doit contenir diverses précisions sur les membres qui composent le Conseil d'Administration de l'œuvre, son but, son siège, ses ressources, la description de ses locaux, les modalités de l'éducation des pupilles et leur placement. Le Préfet, à qui est transmise la demande, fait procéder à une enquête et adresse le dossier complété par les renseignements recueillis au Comité National pour la protection des enfants traduits en justice. La Commission permanente de ce comité examine le dossier et fait connaître son avis au Préfet avec les conclusions du Ministre de la Justice. Le Préfet prend alors un arrêté de désignation ou de rejet et le fait parvenir à l'Administration pénitentiaire qui le notifie aux Procureurs Généraux. On voit à quel point l'enquête est poussée. Grâce à celle-ci, le Comité national connaît exactement toutes les modalités de l'organisation et du fonctionnement de l'institution qui sollicite la désignation et il a toutes facultés dès lors pour provoquer de la part de cette institution des modifications de ses statuts, de telle façon que ses méthodes d'éducation ou l'aménagement de ses locaux deviennent conformes aux principales règles admises en cette matière. Dans ces conditions, on ne peut raisonnablement prétendre que l'œuvre de relèvement de nos jeunes délinquants serait mieux coordonnée si l'Administration pénitentiaire en avait le monopole.

Mais ce n'est pas tout. Ceux qui soutiennent le point de

vue étatique reprochent encore aux établissements privés l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent en raison de l'insuffisance de leurs ressources, de se procurer un outillage perfectionné et varié ainsi qu'un personnel spécialisé à l'effet d'assurer aux pupilles un enseignement professionnel complet. De même le système pavillonnaire nécessaire à l'organisation d'une éducation individualisée, qui réclame également un personnel de choix et une division des locaux en bâtiments autonomes entraîne des dépenses considérables que ne peuvent généralement pas supporter les institutions privées.

Mais qui doit être rendu responsable de cet état de choses si ce n'est l'Etat lui-même? Pourquoi l'Etat en effet, malgré les sollicitations nombreuses et pressantes qui lui sont adressées, continue-t-il à n'accorder aux institutions privées que des allocations dérisoires! Va-t-on prétendre qu'il n'a pas à prendre d'engagements envers des organismes privés et qu'il appartient à ceux-ci de se procurer par eux-mêmes les ressources indispensables? Il nous semble pourtant que le problème de l'enfance coupable intéresse la santé morale du pays et fait, à ce titre, partie du domaine de l'activité de l'Etat. Des pouvoirs publics soucieux de l'avenir du pays se doivent d'y apporter une solution et d'aider dans la mesure utile l'initiative privée qui s'est chargée de la création des établissements nécessaires.

Telles sont les différentes critiques adressées par les partisans du monopole d'Etat aux institutions charitables. Nous venons de voir ce qu'il faut en penser. Et loin de reprocher à l'initiative privée les imperfections qu'en dehors de toute discussion sur le mérite prétendu des organisations étatiques l'on peut remarquer dans ses réali-

sations, nous tenons au contraire, avec notre collègue, René Luaire, dans sa thèse sur « Le rôle de l'initiative privée dans la protection de l'Enfance délinquante en France et en Belgique », à rendre hommage à ses patients efforts. Même mal outillée, elle accomplit chaque jour la lourde tâche qu'elle s'est assignée, « sans découragement et sans faiblesse, grâce à cette générosité jamais lassée, lorsqu'il s'agit de soutenir ou de faire triompher une noble cause, grâce à ses créations qui, semant les promesses d'une vie meilleure et laissant aux hommes comme un message d'espérance, lui attirent de nouveaux concours qui suppléent aux insuffisances primitives et lui permettent, en bousculant tous les obstacles, d'atteindre le résultat cherché ». Au surplus, sans l'initiative privée, la loi de 1912 serait longtemps restée lettre morte au lieu d'entrer dans l'ère des réalisations. A l'heure actuelle, les œuvres privées abritent et éduquent la grande majorité des enfants de justice.

Ceci dit, nous allons essayer maintenant d'envisager les réformes qui nous paraissent devoir s'accomplir et au prix desquelles nos internats français de rééducation de l'adolescence coupable seront véritablement adaptés aux nécessités qui s'imposent en cette matière.

Section 3

SPECIALISATION DES ÉTABLISSEMENTS DE RÉÉDUCATION

Tout d'abord nous considérons qu'un système de rééducation vraiment complet doit se présenter sous la forme d'établissements spécialisés, englobés dans une sorte de hiérarchie formée d'une gamme variée d'établissements à

destination différente. Il faut que chaque régime corresponde aux nécessités de la rééducation des mineurs à chaque stade de leur relèvement. Celui-ci ne doit pas, pour tous les mineurs, commencer par le même régime d'internat. Or tous nos établissements actuels sont conçus à peu près sur le même type et l'on peut dire que presque tout reste à faire dans cette matière.

Voici de quelle façon nous entendons la spécialisation :

D'abord, comme cela existe déjà, une première séparation serait opérée suivant le sexe. Pour des raisons de promiscuité et d'enseignement professionnel il est nécessaire de séparer les garçons des filles. Ensuite, nous plaçant au point de vue de l'âge, nous croyons qu'il conviendrait de réserver certains établissements aux mineurs de 13 ans et d'autres aux mineurs de 13 à 18 ans. En effet, nous envisageons à l'égard des premiers principalement un enseignement scolaire au lieu d'une éducation professionnelle plus opportune lorsqu'il s'agit de jeunes gens de 13 à 18 ans qu'il faut plus spécialement préparer à gagner bientôt leur vie par la pratique du métier qui convient à leurs aptitudes.

Les mineurs de 13 ans devraient donc surtout recevoir un enseignement scolaire dont nous connaissons tout l'intérêt éducatif et pratique. A partir de 13 ans, ils changeraient d'internat et seraient dirigés sur un établissement n'accueillant que des adolescents de 13 à 18 ans.

D'autres critères de distinction nous sont fournis par l'examen, médico-psychologique que nous préconisons pour tous les mineurs et sur lequel nous donnerons bientôt plus amples explications. Cet examen devrait, à notre avis, être diligenté au triple point de vue physiologique, psychique et psychiatrique. Suivant les résultats de l'observation le mi-

neur devra être dirigé vers l'internat correspondant à son état.

Au point de vue physiologique nous estimons qu'il pourrait être créé quatre variétés d'établissements. Nous prenons encore comme critérium la promiscuité, c'est-à-dire la contamination physique. Dans ces conditions, seraient ouverts pour les mineurs atteints de tuberculose pulmonaire à un degré plus ou moins avancé, des sanatoria du genre de celui existant actuellement à Bellevue, à proximité de la colonie pénitentiaire de Saint-Hilaire. Le plus grand soin serait naturellement apporté à l'hygiène générale de la maison et à l'hygiène des pupilles. Chaque enfant aurait une chambre largement éclairée et aérée, bien chauffée l'hiver. Une nourriture très reconstituante serait donnée à ces enfants qui ont besoin d'une alimentation très surveillée. Si possible des solaria seraient aménagés. Le travail exigé de ces mineurs serait réduit à peu de choses. Toutefois, les enfants disposeraient d'un petit jardin personnel qu'ils cultiveraient sous la direction éclairée du moniteur. L'agriculture est, en effet, le seul travail qui puisse fortifier un mineur suspect ou atteint de tuberculose pulmonaire : il ne peut être question d'enfermer les pupilles dans un atelier ou une école. Des heures de classe pour les mineurs de 13 ans seraient cependant prévues, mais à raison de deux par jour seulement. Un travail intellectuel trop poussé compromettrait les efforts tentés pour les guérir. Semblable organisation existe à quelques détails près, à l'établissement public de Bellevue que nous avons cité.

Nous pensons que deux sanatoria suffiraient pour l'ensemble de nos mineurs : un serait réservé aux garçons, l'autre aux filles. Naturellement des quartiers distincts

sépareraient les petits des grands, les délinquants primaires des grands indisciplinés et même s'il y a lieu les normaux des anormaux psychiques. Deux autres établissements (garçons, filles) rassembleraient les tuberculeux ganglionnaires ou osseux comme le fait aujourd'hui la maison d'éducation surveillée de Belle-Ile.

D'autres internats (deux aussi, pour garçons et filles) recevraient les mineurs syphilitiques. Les risques de contagion rendent nécessaire ici aussi l'isolement des pupilles. L'hygiène de la maison et des pupilles serait l'objet de soins très attentifs et notamment les salles toutes bien aérées seraient blanchies à la chaux, pour faciliter le nettoyage, le sol serait cimenté, en particulier, au réfectoire; chaque enfant devrait posséder un couvert personnel qu'il laverait lui-même pour diminuer les risques de contagion. On sait en effet que la maladie peut se contracter par l'usage d'un verre ou d'une assiette qui ont déjà servi à un syphilitique. Evidemment, la contagion serait moins grave puisque tous les enfants de l'établissement sont atteints, mais il faut redouter cependant des accidents pour ceux en voie de guérison et il faut les habituer à l'hygiène pour la meilleure prophylaxie. Nous rencontrons déjà cette organisation au « quartier spécial » de la maison d'éducation surveillée d'Eysses, depuis 1920, et à l'Ecole de Préservation de Doullens (filles).

A Eysses, la syphilis est traitée de trois façons différentes: par la méthode intra-veineuse, intra-musculaire ou sous-cutanée et digestive. La méthode intra-veineuse est la plus active mais aussi la plus dangereuse. Elle se pratique par injections de novarséno-benzol. A Eysses, depuis 7 ans, cette méthode n'a pas donné lieu à des accidents graves grâce

aux précautions du médecin : on a seulement eu à noter une crise nitritoïde et deux cas d'ictères.

La méthode intra-musculaire consiste en injections d'arsaminol ou d'acétylarsan, procédé moins actif. On emploie également le bismuth par absorption gastrique. Le mercure est également employé en cas d'intolérance de l'arsenic. Le traitement présente les phases suivantes :

Au printemps, on fait une prise de sang chez tous les malades. Ceux qui ont une réaction positive suivent un traitement complet de 12 à 15 semaines. Les négatifs ne reçoivent aucun soin. Puis vient une période de 3 mois de repos. En octobre, nouvelle prise de sang. Si la réaction est positive, on procède encore à un traitement complet et les négatifs, naturellement, n'en reçoivent aucun. Après ce traitement qui prend fin en décembre, on se repose trois mois jusqu'au printemps.

Quand un sujet a deux réactions négatives consécutives à 6 mois d'intervalle on lui fait, après un nouveau délai, une ponction lombaire. Si elle est positive, on recommence le traitement; si elle est négative, le sujet est considéré comme blanchi et rendu à son établissement d'origine. Un syphilitique pourra donc rester 6 mois, un an même sans traitement, s'il est négatif; mais passé ce délai il sera renvoyé et quittera le quartier comme guéri.

Telle est la méthode pratiquée à Eysses. Les résultats sont des plus satisfaisants : ainsi en 1928, sur 18 pupilles, 15 ont été blanchis par traitement complet et 3 après traitement incomplet. En 1930, sur 15 pupilles, 10 ont été blanchis par traitement complet, 4 après traitement incomplet et 1 est décédé. Il faut remarquer d'ailleurs que parmi ces jeunes gens il y a des syphilitiques héréditaires, plus

rebelles que les accidentels aux traitement les plus énergiques. En tout cas il est peu probable que même dans la clientèle civile, beaucoup de syphilitiques soient traités avec une semblable régularité, autant de méthode, et soumis à une période d'observation aussi prolongée.

Nous ne saurions, dans ces conditions, préconiser une autre organisation pour les établissements de syphilitiques. Celle que nous venons d'observer à Eysses peut être considérée comme un modèle à ce point de vue.

A la différence de ce qui doit avoir lieu dans les établissements de tuberculeux pulmonaires, nous pensons que les pupilles ici pourraient sans inconvénient pour leur guérison suivre l'école quand ils ont moins de 13 ans ou travailler aux ateliers quand ils sont plus âgés. Les syphilitiques sont généralement d'apparence aussi solide que les enfants sains. Quelquefois la maladie entraîne des accidents et notamment de l'ophtalmie permettant à première vue de reconnaître le mal. Mais il faut attendre les accidents tertiaires pour observer les ravages de la maladie. Aussi croyons-nous que le régime des établissements réservés aux enfants sains, doive s'appliquer aux syphilitiques.

Comme dans les établissements de tuberculeux, des quartiers séparés isoleraient les pupilles mineurs de 13 ans des adolescents, les délinquants primaires des récidivistes.

En troisième lieu, nous envisageons la création d'établissements pour enfants rachitiques. On y enverrait les mineurs de 13 ans, dont le développement physiologique a été retardé par le rachitisme ou par toute autre cause non contagieuse ayant entravé la croissance normale de l'enfant. Ces mineurs surveillés de près par le médecin ne seraient

pas assujettis à un travail fatigant et recevraient un enseignement scolaire limité à deux ou trois heures par jour.

Il n'existe pas encore, à notre connaissance, de semblables établissements en France. Mais nous croyons qu'il serait utile de les créer car il y aurait des inconvénients à placer des enfants rachitiques au milieu d'autres enfants plus robustes qui peuvent supporter un travail scolaire ou manuel plus considérable. Or les efforts demandés à ceux-ci ne seraient pas proportionnés aux forces d'enfants débilités par le rachitisme ou l'anémie.

Enfin, en quatrième lieu, de nombreux autres internats recevraient les enfants physiologiquement sains. Mais avant d'en parler, il nous faut envisager également des institutions pour les anormaux psychiques, c'est-à-dire pour les enfants atteints d'aliénation mentale déclarée ou simplement arriérés. Nous désignons par arriérés les enfants qui seraient normalement équilibrés du point de vue mental si leur niveau intellectuel n'était pas nettement inférieur au niveau des enfants de même âge. Il faut donc bien se garder de les confondre avec les aliénés qui peuvent présenter les mêmes symptômes en apparence, mais qui en diffèrent en réalité profondément. Les arriérés ne sont pas rebelles à toute éducation, comme les aliénés qui ne sont nullement susceptibles d'améliorer leur état.

Nous ne possédons pas en France d'établissements pour anormaux psychiques. Il est vrai qu'il existait en Alsace, l'Institut médico-pédagogique de Hoerdt, qui recevait une grande variété d'anormaux, mais malheureusement le Conseil Général du Bas-Rhin, vient de le supprimer ces dernières années. C'est tout à fait regrettable car il donnait entière satisfaction. Nous n'avons plus alors à notre dispo-

sition, pour l'éducation des anormaux psychiques que des écoles, qui sont loin de présenter le même intérêt. Le département de la Seine en éduque à peine quelques centaines dans les 32 classes de perfectionnement qui existent sur un territoire contenant près de 5 millions d'habitants. Pour le reste de la France — Alsace-Lorraine exclue — il reste environ 66 classes de perfectionnement nullement coordonnées.

Les départements recouvrés jouissent à cet égard d'une situation plus favorisée datant d'avant la guerre de 1914-1918. Strasbourg a cinq écoles autonomes avec 15 classes; Colmar a 1 école autonome avec 5 classes; Mulhouse a 1 école avec 13 classes et enfin Metz a 1 école autonome avec 3 classes, ce qui ensemble représente 36 classes de perfectionnement ayant de la place pour environ 800 enfants anormaux et cela pour une population de plus d'un million d'habitants.

Remarquons, d'autre part, qu'aucune distinction n'est faite entre les aliénés et les arriérés, ce qui est une grave erreur à notre sens.

Mlle le Docteur Suzanne Serin, ancien chef de clinique neuro-psychiatrique infantile à la Faculté, dans un article paru dans la revue *Pour l'enfance coupable*, du mois de mai 1935, fait les observations suivantes à ce sujet :

« Ces classes déjà si insuffisantes en nombre, ne peuvent pas, dans les conditions actuelles, rendre les services que l'on peut en attendre... Les élèves y sont admis de la façon la plus arbitraire, de sorte qu'elles comprennent des enfants de tous ordres, idiots, pervers, épileptiques, simples retardés pédagogiques. Enfin ces classes, du moins à Paris, contiennent un nombre beaucoup trop grand d'élèves, jusqu'à

50 dans certains arrondissements. Il est superflu de dire que dans beaucoup de cas elles constituent de simples garderies et ne répondent plus du tout à l'idée qui les a créées. »

Devant de telles appréciations formulées par une personne aussi autorisée en cette matière que l'est le Docteur Suzanne Serin nous ne pouvons qu'exprimer vivement le souhait que soit réalisée promptement la réforme qui s'impose, par la création d'internats et non pas seulement d'écoles, destinés, les uns aux mineurs aliénés, les autres aux arriérés, voire quelques-uns aux épileptiques.

Nous faisons d'ailleurs remarquer qu'il n'y aurait pas lieu que ces établissements se limitent seulement aux anormaux délinquants, mais qu'au contraire il conviendrait d'y placer tous les anormaux psychiques qu'un service de dépistage bien organisé aurait signalé. Il est impossible en effet de faire une distinction entre les anormaux délinquants ou non puisque ces enfants n'ont pas conscience de leurs actes. L'élément intentionnel faisant défaut, pour que l'infraction à la loi pénale soit un délit ou un crime il ne saurait être question de qualifier de délinquants, ces enfants. C'est pourquoi nous n'envisageons qu'une catégorie d'établissements dans chacune de ces diverses anomalies psychiques.

Au surplus, ce que nous demandons là n'est que l'application de la loi du 15 avril 1909 restée facultative et qui prévoit la possibilité de faire admettre d'office dans un internat de perfectionnement les enfants anormaux. Nous insistons encore beaucoup sur cette nécessité, car nous savons que beaucoup de ces débiles, s'ils reçoivent une éducation appropriée à leur état, sont capables d'une bonne

adaptation. Or, affirme le Docteur Roubinovith, « nous sommes lamentablement désarmés. »

L'expérience belge, à ce sujet, est de nature à nous offrir des suggestions intéressantes.

De bonne heure, les criminologues et les pédagogues belges ont été convaincus de l'importance du problème de l'enfance anormale.

C'est aux congrégations religieuses, pour commencer, que revient le mérite d'avoir songé à organiser l'hospitalisation des sujets les plus atteints. Mais c'est surtout vers 1895 que se dessina le mouvement scientifique, avec les Docteurs Demoor et Decroly, qui tentèrent d'instaurer une pédagogie rationnelle pour les indisciplinés et les déficients qui encombrement les écoles primaires.

Puis, au siècle suivant, on se préoccupa de construire des établissements pour anormaux; il convient, en cette matière, de faire une place particulière à la loi du 14 juin 1920 qui a donné des solutions positives au problème de l'enfance anormale et a permis, notamment, l'organisation de ces établissements que l'on attendait depuis longtemps.

Les organismes spécialement réservés en Belgique à l'enfance anormale sont pour la plupart privés. Leur diversité permet cette spécialisation qui est si nécessaire dans ce domaine particulier. Tous les degrés de déficience, toutes les tendances et toutes les manifestations des anomalies mentales et sensorielles trouvent actuellement une institution spéciale appropriée.

Nous rencontrons parmi ces établissements, d'abord la Ferme-école de Waterloo : inaugurée le 3 juillet 1926, elle est ouverte aux enfants anormaux éducatibles non épileptiques. Cette école comprend quatre pavillons reliés par une

vaste galerie, un gymnase et une ferme modèle, avec potager, cultures, pâturages. Trois de ces pavillons sont affectés aux garçons qui y sont dirigés suivant leur âge; le quatrième est réservé aux filles. Chaque pavillon comporte une cuisine modèle, une classe, un dortoir, un vaste atelier. L'enseignement donné aux pupilles par les instituteurs a pour cadre la vie de la ferme (élevage, semailles, récoltes). L'éducation professionnelle commence à l'âge de 14 ans. Il y a à Waterloo des ateliers pour le travail sur bois, la cordonnerie, la vannerie, un atelier de tailleurs et la ferme avec étable, écurie, porcherie, sellerie, grenier à fourrage, hangar à battre, poulailler, pigeonnier. Les enfants sont répartis en équipes de travail et le travail pratiqué est mis en rapport avec la théorie développée dans les classes d'enseignement, de façon que la réalité devienne accessible au cerveau de l'enfant. Peu à peu celui-ci découvre les avantages de la lecture, du calcul, de la parole intelligible, de la sociabilité. Il arrive à comprendre la nécessité des ordres, des règlements, des lois et de l'organisation de la maison. Cette préparation à la vie réelle lui donne le maximum de chances d'adaptation.

Un autre établissement modèle est l'Asile Saint-Benoît à Lokeren. Dirigé par les sœurs de la Charité, il est affecté aux jeunes filles atteintes à divers degrés de débilité mentale, aux arriérées pédagogiques, aux épileptiques éducatibles. Cet internat est réservé aux mineures d'expression flamande.

Chaque classe ne comporte qu'une douzaine de sujets pour individualiser l'éducation dans la mesure du possible, et l'Institut comprend 10 sections distinctes, entièrement séparées. Une section professionnelle reçoit les jeunes filles à l'âge de 17 ans. Elles y sont initiées aux travaux manuels,

aux occupations ménagères, aux connaissances culinaires, au jardinage. La surveillance médicale est assurée par un médecin assisté de religieuses spécialisées.

Pour les jeunes filles d'expression française existe l'Institut Saint-Michel, à Spa, comprenant quatre sections scolaires classées d'après le degré du développement intellectuel des enfants. On leur enseigne des notions simples, concrètes et pratiques d'enseignement primaire. Les mieux douées suivent un enseignement de lecture, écriture, orthographe, calcul. Un enseignement professionnel et ménager comprend le blanchissage, le repassage, la couture, le raccommodage, le nettoyage. Même organisation de la surveillance médicale qu'à Lokeren.

Signalons encore, pour terminer, l'Institut Sainte-Elisabeth à Rixensart, qui est aussi un modèle du genre. Il reçoit 120 filles anormales et arriérées éducatibles de tous âges. Les sujets déments, épileptiques, convulsifs et encéphalitiques sont écartés. On exerce les enfants à parler, écrire, dessiner et calculer à propos d'une action concrète. Ces exercices moteurs et sensoriels précèdent les exercices intellectuels. Les instables sont traités par la pratique du métier de tissage qui calme et canalise leur activité déréglée. L'enseignement est quasi-individuel, les enfants étant répartis par classes de 10 à 12 sous la direction d'une éducatrice par classe.

Il existe beaucoup d'autres établissements pour anormaux en Belgique, qu'il serait intéressant d'étudier aussi mais nous n'avons pas la prétention de les passer tous en revue. Nous avons seulement voulu donner quelques indications sur les principaux afin de donner une idée de ce que nous souhaitons voir réaliser chez nous. L'excellence des résul-

tats obtenus grâce à ces internats, en pays belge, nous conduit à réclamer que semblables établissements soient ouverts en France pour nos jeunes anormaux. Il est certain aussi que les solutions proposées chez nous par le Garde des Sceaux dans sa circulaire du 11 mai 1937, que nous avons rappelée dans notre introduction, ne sauraient être retenues; car il est inexact d'affirmer que les mineurs arriérés ou anormaux éducatibles trouvent dans les quartiers qui leur sont affectés, dans les asiles d'aliénés, les thérapeutiques spécifiquement appropriées à leur état particulier. Ces enfants réclament des soins très éclairés qu'ils ne sont pas assurés d'obtenir dans les établissements pour aliénés adultes, qui ne se soucient pas de tenter la guérison des malades.

Tous les autres établissements recevraient des mineurs physiologiquement et psychologiquement sains. Leur placement ne serait déterminé que par les anomalies psychiâtriques de leur conscience. Ce seraient les véritables mineurs délinquants, ceux dont la responsabilité intellectuelle est complète autant que leur santé physique. Pour ces enfants nous envisageons plusieurs variétés d'institutions.

D'abord plusieurs établissements seraient réservés les uns aux mineurs de 13 ans délinquants primaires, les autres aux mineurs de 13 à 18 ans délinquants primaires lesquels ne représentent pas encore un véritable danger social parce qu'ils n'ont pas une grande puissance de nuire. A ceux-ci pourraient être joints les mineurs prédélinquants visés par les trois décrets-lois de 1935. Ensuite une deuxième catégorie comportant la même distinction d'établissements pour mineurs de 13 ans ou pour mineurs de 13 à 18 ans serait affectée aux mineurs récidivistes ou grands criminels délin-

quants primaires. Ces enfants sont beaucoup plus dangereux et il convient de ne pas les mêler à ceux de la première catégorie, à cause des risques de contamination morale.

Enfin, d'autres établissements ne recevraient que les mineurs de 13 à 18 ans, — les autres ne pouvant être l'objet que de mesures éducatives — condamnés à une peine d'emprisonnement dans les cas où ils ont agi avec discernement. Ce seraient les établissements où la discipline serait la plus ferme. Les pupilles, à qui serait donné comme aux autres l'enseignement moral, ne pourraient aspirer à aucune récompense ou distinction spéciale. Un travail déterminé et rémunéré dans les termes du droit commun des majeurs leur serait imposé au lieu, comme aux autres, qu'on leur donne l'apprentissage du métier auquel les destinent leurs aptitudes particulières.

La même échelle existerait pour les filles.

Ces divers établissements seraient encore spécialisés au point de vue professionnel. Par exemple pour les garçons, on ouvrirait des internats spécialement destinés à l'apprentissage de : l'imprimerie, la plomberie, la charpenterie, la menuiserie, la vannerie, la peinture, la maçonnerie, la forge, la mécanique automobile, l'électricité, la cordonnerie, la confection, le métier de coiffeur, la boulangerie, le blanchissage, l'agriculture, la pêche (Belle-Ile).

Pour les filles on créerait des établissements qui, au lieu de leur enseigner la broderie fine ou la dentelle dans des ouvroirs malsains, les initieraient aux travaux plus utiles du ménage, de la couture, de la cuisine, du blanchissage, de la confection. Egalement des leçons de puériculture, voire de floriculture leur seraient données. Cet enseignement ménager serait complété par l'étude rudimentaire des

questions agricoles ou des cours de comptabilité ou de sténographie. Mais à l'égard des filles, nous faisons remarquer que la spécialisation professionnelle présente moins d'intérêt, parce que, normalement, ces jeunes filles se marient et doivent en ce cas être en mesure de faire de bonnes ménagères et de bonnes mères de famille. Aussi n'envisageons-nous pas de distinctions en ce sens. Les établissements de rééducation pour filles se présenteraient donc dans notre pensée surtout comme des écoles ménagères. Au cas où elles ne se marieraient pas ces jeunes filles auraient cependant la ressource de se placer dans le commerce ou chez des particuliers. Mais d'un autre côté, nous croyons qu'un autre genre de spécialisation devrait être considéré, à l'égard des filles. D'abord il nous apparaît comme étant de toute nécessité de séparer les mineures prostituées des autres. Nous savons quelle importance joue la prostitution dans la délinquance des jeunes filles, à quels débordements elle peut entraîner. Un traitement spécial doit leur être appliqué, au double point de vue moral et médical. Moralement il faudra, pour commencer, veiller à ce que chez ces filles passées brusquement d'une vie de débauches et de plaisirs faciles à la vie sédentaire et à la claustration, l'accoutumance se fasse sans heurt. Il faut redouter que quelques-unes ne simulent une tentative de suicide, copient une crise hystérique ou suivent une meneuse dans un essai de révolte ou d'évasion.

Il faudrait en ce cas isoler les fauteuses de troubles, prescrire les traitements glandulaires, sédatifs, hydrothérapiques nécessaires. Ensuite l'enseignement moral devrait être encore plus soigné qu'ailleurs et réveiller en elles les

sentiments disparus de leur conscience. La surveillance également devrait être plus active.

Mais, surtout au point de vue médical, ces mineures devraient être l'objet d'examens attentifs et nombreux. N'oublions pas en effet qu'elles sont dans la proportion de 4 pour 5, contaminées et contagieuses. Evidemment, celles atteintes de syphilis seraient dirigées sur les établissements prévus pour elles, mais beaucoup de jeunes prostituées, sans être syphilitiques sont contaminées; notamment par les affections blennoragiques. Toutes ces mineures devraient donc subir un examen gynécologique et humoral et des médecins spécialisés poursuivraient le traitement antivénérien qui s'impose. C'est cette constatation de la proportion élevée (3 pour 5) des maladies vénériennes chez les mineures prostituées qui nous conduit à envisager la création d'établissements spéciaux pour ces jeunes filles.

Depuis plus d'un siècle il est vrai, diverses mesures ont été envisagées pour assurer la protection et la réadaptation des mineures prostituées. Un foyer spécial ouvert en 1832 pour les « Madelonnettes » fonctionna quelque temps comme patronage avec l'aide et les visites des « dames de prison ». Mais les filles n'y demeuraient pas assez longtemps pour qu'une éducation, un essai d'adaptation pussent être tentés et l'on peut dire que la loi de 1908 qui ordonnait le placement des mineurs — garçons ou filles — se livrant habituellement à la débauche ou à la prostitution, dans des établissements publics ou privés spécialement organisés est restée lettre morte. Quant aux décrets-lois d'octobre 1935, qui abolissent la loi du 24 mars 1921 qui avait fait un délit du vagabondage des mineurs et avait assimilé à des vagabondes les prostituées, ils disposent bien que les mi-

neurs vagabonds ne sont plus arrêtés et sont confiés préventivement sur leur demande ou d'office à un établissement habilité à cet effet, mais, sauf de louables exceptions, comme à Lyon par exemple où le nécessaire a été fait grâce à la collaboration de l'Administration (Préfecture, Assistance publique, Magistrature) et des patronages, ils n'ont généralement été suivis d'aucune application, du moins en ce qui concerne la création de cet établissement spécialisé.

D'autre part nous pensons qu'il faudrait ouvrir aussi des internats aux filles-mères, des maternités, en quelque sorte. Il en existe déjà d'ailleurs, en particulier, à l'Ecole de préservation de Doullens, depuis 1931, où une vingtaine de chambrettes sont aménagées pour les mères et leurs nourrissons. Mais cette organisation est encore insuffisante.

Voilà de quelle façon nous entendons la spécialisation des établissements de rééducation. Une telle réalisation n'ira pas naturellement sans exiger des crédits considérables auxquels l'initiative privée ne peut faire face, si elle est livrée à ses seules ressources, si grandes que soient les libéralités qui l'alimentent. Aussi l'Etat devra-t-il appuyer leur action par tous les moyens, en leur accordant notamment les subventions les plus larges; évidemment, beaucoup d'établissements déjà existants pourraient après une transformation méthodique remplir le but recherché; en sorte que, pour obtenir un réseau harmonieux d'internats spécialisés, il suffirait de n'en ouvrir que quelques nouveaux. Il est difficile de prévoir même approximativement le montant des dépenses à engager pour l'aménagement des locaux existants et l'achat de l'outillage, car il dépendra bien entendu du degré d'organisation déjà atteint par chaque patronage et des moyens personnels dont chacun dispose. A ce

sujet une étude par une Commission de techniciens pourrait seule fournir les précisions désirées. Nous pensons néanmoins qu'un crédit de 30 millions échelonné sur plusieurs exercices serait déjà suffisant. En tout cas, il conviendrait de relever au plus tôt le montant des allocations servies par l'Etat aux patronages, car le chiffre de 4 frs 50 actuellement en vigueur représente à peine le 1/3 du coût réel d'entretien. Peu importent les crédits accordés pour réaliser la spécialisation des internats, si ceux-ci, une fois organisés, ne peuvent pas vivre, faute de ressources suffisantes. Nous estimons, dans ces conditions, que l'allocation de 4 frs 50 devrait au moins, pour commencer, être portée au double.

Section 4

RECRUTEMENT DU PERSONNEL ÉDUCATEUR

Il faudrait étendre aux établissements privés les dispositions du décret du 26 octobre 1935, qui a décidé que dans la mesure des vacances, les surveillants des colonies pénitentiaires devraient dans la proportion d'un sur trois, être recrutés parmi les candidats titulaires d'un diplôme d'Etat de service social ou du diplôme pour l'enseignements des arriérés, ou qui justifient du stage réglementaire dans une classe ou une école de perfectionnement. Nous savons, en effet, quelle variété présente le recrutement des maisons de relèvement privées, et nous avons, en étudiant les établissements les plus caractéristiques du ressort de la Cour d'Appel de Besançon, fait ressortir les inconvénients qui pourraient résulter de la nature trop particulière du personnel religieux de ces institutions et non spécialement

préparé à une œuvre de rééducation. Or nous estimons qu'un tel personnel doit réunir toutes les qualités pédagogiques d'un éducateur éclairé.

Le point le plus important est donc de s'entourer de gens ayant assez de sens psychologique pour exercer sur les pupilles une action salubre. Il faut qu'ils se fassent obéir sans brutaliser, aimer de tous les enfants en gagnant rapidement leur confiance.

Ce rôle très important nous paraît ne pouvoir être rempli que si les moniteurs des pupilles conformément au décret précité ont fréquenté une école spécialement destinée à leur formation pédagogique. Malheureusement, ces écoles n'existent pas partout en France et l'on n'en rencontre guère qu'à Paris, à Lyon et dans quelques autres villes de province. Ce sont les écoles dites de service social qui, d'une façon générale forment tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont à s'occuper de mineurs. Elles sont donc surtout destinées aux rapporteurs de l'enquête sociale et aux délégués à la liberté surveillée. On leur donne des connaissances théoriques d'ordre juridique (législation relative à l'enfance délinquante), psychologique (connaissance de l'enfant normal et anormal, psychiatrie), médical (maladies infantiles et tares héréditaires), sociologique (étude du milieu social). Ces écoles rendent les plus grands services et il est certain que les rapporteurs et les délégués qui y ont été formés sont infiniment supérieurs aux bénévoles qui n'ont aucune technique et sont incapables de dégager les éléments essentiels dans une enquête sociale.

Nous pensons qu'il y aurait intérêt à généraliser ces écoles de service social et à imposer aux moniteurs des

institutions privées de relèvement de l'enfance un stage suffisant dans l'une d'elles.

Cela est déjà réalisé, à la satisfaction générale en Belgique où il existe huit de ces écoles dont les premières ont été créées dès 1920. Les élèves reçoivent à leur sortie un diplôme d'auxiliaire social. A l'exception de l'Ecole centrale de service social, qui est seule de caractère neutre, ces écoles se rattachent aux partis politiques (catholique, libéral et socialiste). Le programme des cours les laisse libres dans le cadre des arrêtés royaux d'organiser l'enseignement à leur gré en s'inspirant des doctrines sociales qui leur sont propres.

Les études qui durent 3 ans sont à la fois théoriques et pratiques. Durant la première année on s'efforce de donner à l'élève la mentalité proprement sociale qui caractérise ces études. La deuxième année décide de l'orientation de l'élève. Il doit choisir en effet sa spécialisation parmi les six qui s'offrent à lui :

- 1°) Enfance, assistance;
- 2°) Economat et direction d'institutions;
- 3°) Industrie;
- 4°) Questions ouvrières;
- 5°) Education populaire;
- 6°) Bibliothèques.

Au cours de la troisième année, l'élève fait son apprentissage de service social. Il fait des observations de caractère personnel, à l'aide desquelles il rédigera son rapport de fin d'études.

Ces organismes sont donc appelés à former une grande variété d'éducateurs et l'effort magnifique réalisé en Belgi-

que dans ce domaine mérite d'être donné en exemple sans que pour cela d'ailleurs nous inclinions à admettre chez nous une aussi large liberté politique et religieuse qu'en Belgique; nous avons déjà dit combien la neutralité nous paraissait préférable dans une œuvre qui ne doit être inspirée que du plus généreux désintéressement. Mais, au reste, nous n'exprimons là qu'une opinion personnelle, qui ne doit en aucune façon mettre obstacle aux initiatives désireuses d'agir.

En Suisse, ce genre d'école existe également. Nous avons cité déjà l'Institut des Sciences de l'Education, aussi nommé Institut Jean-Jacques Rousseau, rattaché à l'Université de Genève. Cet Institut, comme les Ecoles de service social belges, a pour objet, d'orienter les personnes se destinant aux carrières pédagogiques sur l'ensemble des disciplines touchant à l'éducation. Il vise notamment à les initier aux méthodes scientifiques propres à faire progresser la psychologie de l'enfant et la didactique. Fondé en 1912, par M. Ed. Claparède, il a préparé des directeurs d'écoles, des assistants de laboratoires (psychologie et pédagogie expérimentales), des directrices de jardins d'enfants (Kindergarten), des éducateurs d'anormaux, des agents pour la protection de l'Enfance, des conseillers d'orientation professionnelle. Une maison des Petits, pour enfants de 4 à 7 ans, est annexée à l'Institut. Les élèves qui se destinent spécialement à l'éducation des petits y font un stage pratique.

Les enseignements principaux portent sur : la psychologie expérimentale, la psychologie de l'enfant, les maladies des enfants, la psychologie et la pédagogie des anormaux, l'éducation morale, l'éducation physique, l'histoire et la phi-

losophie des éducateurs, l'hygiène scolaire, la protection de l'enfance, la didactique expérimentale, l'éducation des petits, l'orientation professionnelle. Cette école reçoit des élèves âgés d'au moins 18 ans. La durée des études est de deux ans. Les élèves, en dehors des cours, sont invités à entreprendre eux-mêmes des enquêtes, des expériences et des études spéciales. Les résultats obtenus sont tout à fait satisfaisants et l'Institut rend les plus grands services.

Nous croyons que la France devrait bien s'inspirer des réalisations belges ou suisses à cet égard, en tout cas étendre le nombre des Ecoles de Service Social qui existent déjà chez nous et imposer à tous les moniteurs un stage complet dans ces écoles.

Section 5

EXAMEN MÉDICO-PSYCHOLOGIQUE DES MINEURS

En ce qui concerne les pupilles, nous avons indiqué déjà la nécessité de procéder avant leur placement en maison d'éducation à un examen médico-psychologique plus spécialement envisagé au triple point de vue physiologique, psychique et psychiatrique. Et c'est précisément parce que nous sommes convaincu qu'un examen de ce genre peut nous renseigner sur le traitement à appliquer à chaque mineur que nous avons envisagé la spécialisation aussi complète que possible des institutions de reclassement. On parle beaucoup en France de l'organisation généralisée de consultations médico-psychologiques, depuis quelque temps. L'idée d'un examen de ce genre n'est certes pas neuve. Sans remonter jusqu'à Gall, il y a longtemps qu'en Europe Lombroso et

ses disciples directs ou indirects avaient appelé l'attention sur la nécessité d'examiner les criminels avant de les condamner et surtout de chercher à les amender au lieu de se borner à les punir. L'« Uomo délinquente » date de 1876. Avant Lombroso, Morel, chez nous, en 1857, avait signalé la criminalité parmi les symptômes de la dégénérescence. Mais c'est seulement depuis une vingtaine d'années en France que quelques réalisations pratiques ont vu le jour. Malheureusement, elles sont toutes dûes à des initiatives isolées et il n'existe encore aucune organisation méthodique générale de l'examen médico-psychologique. C'est pourquoi nous réclavons dans ce paragraphe que soient étendues les mesures pratiquées dans certaines villes.

Paris, naturellement, jouit d'une situation privilégiée à cet égard. Dès 1917, quelques magistrats, parmi lesquels nous ne saurions manquer de citer M. Baffos, avec l'aide de plusieurs médecins, notamment les Docteurs Paul-Boncour et Roubinovitch, organisaient un service d'examen médico-psychologique des jeunes détenus de la Petite-Roquette; près de 500 enfants furent examinés au cours de la première année. En 1919, le même service fut organisé pour les filles à Fresnes. Actuellement ce service y fonctionne encore, mais ce sont les garçons qui en bénéficient, la prison de Fresnes étant aujourd'hui affectée aux garçons. En 1931, 831 enfants se trouvaient examinés et 532 étaient jugés conformément aux indications du médecin.

En 1925, fut fondée, sur l'initiative de MM. Rollet et Paul Kahn, avec la collaboration de la Faculté de Médecine de Paris et du Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence, créé lui-même par M. Rollet, la Clinique de Neuropsychiâtrie infantile du docteur Heuyer. Actuellement, elle

examine d'ailleurs non seulement les enfants qui lui viennent des Tribunaux pour enfants, mais aussi ceux qui lui sont confiés par leurs parents ou par les écoles.

Dès l'arrivée à la consultation, l'enfant passe entre les mains d'une assistante sociale qui l'interroge ainsi que ses parents pour rechercher les renseignements donnés par l'hérédité, et ceux concernant le premier développement (grossesse, accouchement, premier progrès de l'enfant).

L'enfant passe ensuite au laboratoire de psychologie où est étudié son niveau mental avec les tests de Binet-Simon et de Terman. On désigne par tests des épreuves disposées de telle façon, qu'elles permettent d'évaluer très exactement, soit qualitativement, soit quantitativement les résultats qu'y obtiennent les enfants. Les tests ne sont donc pas uniquement destinés à distinguer les normaux des anormaux. Ils permettent de déceler les aptitudes intellectuelles de chaque enfant et à l'égard des faibles d'esprit cet examen mental est quelquefois très important; il arrive en effet que certains anormaux aient des aptitudes spéciales, égales ou supérieures même aux capacités de personnes normales. L'examen mental décelant ces aptitudes spéciales donnera ainsi les moyens de faire d'un faible d'esprit un membre utile de la société.

Puis l'enfant est dirigé vers le laboratoire de psychanalyse où l'on étudie l'origine des troubles du caractère, lorsque l'enquête sociale n'est pas suffisamment explicite sur ce point. La méthode psychanalytique basée sur des tests de caractère, révèle les préoccupations émotives, les souvenirs pénibles, les conditions du milieu familial, qui expliquent ces troubles.

L'examen est continué au laboratoire de biologie où l'on

fait à l'enfant une prise de sang. En règle générale pour tous les délinquants, on pratique une ponction lombaire. Des examens spéciaux portent sur la vue, l'appareil otorhino-laryngologique et dentaire. Enfin un examen radiologique complète les données déjà acquises.

Si des divergences apparaissent à la suite de ces divers examens, elles sont tranchées par le médecin. Les résultats de l'observation sont soumis au Docteur Heuyer, qui s'assure de leur exactitude par un examen clinique direct.

Si l'examen donne des indications insuffisantes, l'enfant est mis en observation à l'Asile temporaire du patronage. Les surveillants s'efforcent alors de saisir les réactions sociales de l'enfant et leurs remarques venant corroborer ou infirmer les données fournies par le dossier, permettent de donner une conclusion définitive.

La clinique a institué également un examen en vue de l'orientation professionnelle. Grâce à des tests moteurs créés par un des médecins de la clinique, on établit un profil moteur du mineur qui aidera dans l'orientation à lui donner.

Le docteur Simon et la doctoresse Bonis ont eux aussi organisé à Paris un service médico-psychologique pour les enfants de moins de 13 ans traduits devant la Chambre du Conseil et ceux amenés par les services de dépistage. Quatre consultations y sont données chaque semaine.

Ces diverses initiatives ont reçu de la magistrature parisienne une approbation et un encouragement complets. Plusieurs circulaires de MM. Prouharam et Pressard, procureurs de la République à la Seine, autorisaient d'abord, puis rendaient obligatoire cet examen médico-psychologique.

En province, on s'est efforcé aussi, dans un certain nombre de grandes villes, d'instaurer cet examen. A Marseille,

chaque dossier de mineurs contient une fiche médico-psychologique; depuis 1930, un office départemental d'orientation professionnelle détermine les aptitudes des jeunes délinquants. A Lyon, un centre d'observation médico-légal est organisé à la Faculté de médecine sous la direction du professeur Etienne Martin, un autre fonctionne à la maison d'arrêt. A Lille, existe un Institut de médecine légale et sociale sous la direction du professeur Leclercq. A Toulouse, la clinique de neuro-psychiatrie de la Grave, dirigée par M. le Professeur Riser examine les mineurs délinquants, prédélinquants ou en danger moral.

Mais ce sont les seules réalisations qui puissent s'observer dans ce domaine. Il n'est organisé d'examen médico-psychologique que dans les grands centres et encore les méthodes employées varient-elles suivant les localités. Nous pensons qu'il serait nécessaire de fixer d'abord les méthodes d'investigation et ensuite de rendre obligatoire sur tout le territoire français l'examen médico-psychologique, désormais mis au point, des mineurs délinquants.

Mais bien entendu il faut avant toutes choses s'accorder sur les méthodes qui devront être utilisées pour l'établissement des profils mental et moteur du mineur. A cet effet, nous croyons indispensable de ne pas nous borner à ce qui se fait chez nous, si encourageants que puissent être les résultats obtenus dans tel ou tel institut. Au contraire, il nous faut observer et étudier les expériences tentées autour de nous.

A l'étranger, depuis plusieurs années déjà, des efforts en ce sens ont abouti et certaines réalisations méritent d'être signalées. C'est au professeur Ed. Claparède qui a créé en 1909 l'Institut des Sciences de l'Education, à Genève, dont

nous avons parlé un peu plus haut que revient d'ailleurs le mérite d'avoir le premier mis en pratique l'idée de la consultation médico-psychologique.

Très rapidement, M. Claparède eut des émules dans le monde entier. Nous savons que c'est en cette même année 1909 qu'est créé aux Etats-Unis l'Institut psychopathique du Tribunal de l'Enfance de Chicago, qui a pour directeur le Docteur Healy, dont nous avons déjà cité le nom. Par la suite, dès 1915, de nombreuses « cliniques psychologiques » ont été créées aux Etats-Unis.

En Autriche, nous voyons instituer aussi des consultations de « pédanalyse » mais c'est surtout en Allemagne qu'elles prennent le plus d'importance grâce aux psychanalystes freudiens ou adlériens.

En Italie sont créés également les Instituts biotypologiques, à l'instigation du Dr N. Pende qui s'appliquent principalement à déterminer le rapport existant entre le tempérament, les aptitudes et les fonctions végétatives (endocriniennes notamment).

La Belgique présente aussi à cet égard un intérêt essentiel. Le juge des enfants ne s'en tient pas nécessairement au rapport d'enquête sociale. Assez souvent, au contraire, il soumettra l'enfant à un examen médico-mental et dans les grands centres urbains on peut dire que tous les mineurs en font l'objet. Cet examen médico-mental est réalisé en deux temps. D'abord on procède à une observation sommaire de l'enfant uniquement destinée à guider le juge dans les cas courants. Puis s'il s'agit de cas plus graves, on pousse l'exploration jusqu'à une expertise médico-mentale proprement dite.

Bruxelles et sa province possède au premier stade de

l'observation la Clinique médico-pédagogique du Brabant. La création poursuivie depuis 1901 ne fut réellement achevée qu'en 1920. Elle examine non seulement les mineurs de justice, mais aussi les prédélinquants ou moralement abandonnés. Elle leur applique le système des tets des docteurs Binet, Demoor et Decroly.

Les médecins se livrent à un examen superficiel des principaux organes des enfants, aux mensurations anthropologiques et médicales, à la pesée. Les indications concernant les antécédents et l'hérédité leur sont fournies par le rapport d'enquête sociale, qu'ils complètent par un interrogatoire attentif des parents et de l'enfant. Un rapport est rédigé par le médecin qui donne son avis sur la conclusion qui s'impose.

Cette clinique n'a pas cessé de développer son activité depuis 1920. Jusqu'à ce jour, 6.000 cas ont été étudiés, qui constituent autant de précieux enseignements pour les spécialistes de l'enfance délinquante.

A la suite de ce premier et sommaire examen, le juge peut mettre l'enfant en observation prolongée dans un établissement spécialement destiné à cette tâche. Pour les garçons, il en existe un actuellement à Moll, et pour les filles à Saint-Servais-les-Namur. Ces internats reçoivent principalement les mineurs à l'égard de qui est déjà intervenue une décision de justice, mais dans les cas difficiles, on y admet ceux qui n'ont pas encore été jugés. C'est seulement après les résultats de la mise en observation dans ces établissements que les mineurs sont dirigés vers les établissements d'éducation de l'Etat. Il existe aussi quelques quartiers d'observation privés, scientifiquement organisés. Mais

les centres de Moll et de Saint-Servais créés par l'Etat demeurent les plus typiques à ce sujet.

Dans une brochure intitulée : « L'établissement central d'observation de Moll-Huttes » dont l'analyse est rapportée par notre collègue René Luaire dans sa thèse, M. Rouvroy, le directeur de cette institution précise, l'œuvre que l'on y poursuit.

On cherche d'abord à pénétrer l'âme des enfants pour en rechercher les éléments positifs susceptibles de servir de base à une rééducation. On établit ensuite une classification des diverses déficiences physiques, intellectuelles et morales. Enfin on recherche les traitements appropriés en indiquant l'établissement d'éducation qui convient. En ce qui concerne plus spécialement l'examen psychologique, pédagogique et professionnel, M. Rouvroy nous dit que l'enfant, à son arrivée, est isolé pendant trois jours dans une chambrette du pavillon d'accueil où il reçoit sa visite et celle d'un instituteur spécialement chargé des entrants. Un bulletin de renseignements est envoyé par le parquet et un questionnaire est demandé aux parents et à l'instituteur qui a suivi l'enfant relativement à ses antécédents au point de vue médico-pédagogique (maladies des ascendants, développement du premier âge, attitude à l'école, au logis, conduite générale).

A l'expiration des trois jours, commence, toujours au pavillon d'entrée, la vie commune dans un local commun aux nouveaux arrivants. Le médecin s'efforce de déceler les affections contagieuses et les cas opératoires puis procède à la vaccination. Un examen sommaire de psycho-pédagogie complète l'œuvre initiale du médecin et du chef du pavillon d'accueil, fournit les indications nécessaires à l'observation

qui va suivre et se prolonger durant trois mois. Une fiche est dressée qui contient les conclusions particulières du chef du laboratoire, du médecin et du chef de pavillon.

Dès le stade d'accueil sont ainsi décelés la plupart des déficients mentaux patentés, les déficients mentaux profonds, les déficients moraux graves susceptibles de créer un danger social.

Suivant les résultats de l'observation sommaire, l'enfant va être affecté à un pavillon approprié. L'établissement est divisé en deux sections : l'une flamande, l'autre wallonne. Chaque section est divisée en pavillons. La répartition s'effectue suivant l'âge : anté-pubères, pubères évoluant, post-pubères. Le système de classement se combine donc avec la méthode pavillonnaire. Chaque pavillon a son instituteur, chef de pavillon, auquel sont adjoints deux éducateurs. Il constitue un tout, avec une salle de classe, un réfectoire, qui est en même temps la salle de famille, un office, un vestiaire, un atelier pour les petits travaux manuels, une cour où chaque élève a un petit jardin personnel, un dortoir avec chambrettes.

L'enfant est donc observé par un personnel spécialisé. Aucune contrainte n'est exercée sur lui. Le système des punitions comme celui des récompenses est résolument écarté. Il s'agit au contraire d'extérioriser sa personnalité : la classe est un moyen de sondage intellectuel, les travaux manuels permettent de déceler ses aptitudes pratiques et constituent un indice pour son orientation professionnelle future. Tous les jours on annote des observations sur son comportement.

Au cours de l'observation, le médecin fait un second examen de l'enfant, plus approfondi. Il consigne sur une

« fiche d'observation médicale » les antécédents héréditaires somatiques et psychiques, les antécédents personnels, la constitution physique et neurologique actuelle. Il formule également ses conclusions et ses prévisions.

Le directeur qui dirige le laboratoire de psycho-pédagogie vérifie à l'aide de tests les particularités sensorielles et psychiques que le personnel pédagogique a cru observer et il cherche à en découvrir de nouvelles.

Un rapport d'observation médico-pédagogique constitue la synthèse de toutes les opérations. Il est établi d'après la « fiche d'observation médico-pédagogique » et la « fiche d'observation médicale ». Au terme du stage de l'enfant, le directeur, le médecin, le personnel pédagogique, discutent le projet de rapport et formulent leurs conclusions sur l'éducabilité de l'enfant. Le directeur rédige le rapport et indique le régime, les méthodes favorables, les modalités personnelles d'application qui ont fait leur preuve à la station centrale. Ce rapport est transmis en double exemplaire à l'office de la protection de l'Enfance qui l'adresse au juge chargé de l'enfant et à l'établissement d'éducation qui doit le recevoir. Une fiche spéciale d'orientation professionnelle l'accompagne également dans cet établissement ainsi qu'une fiche médicale ou de santé sur laquelle on doit noter son poids et sa taille.

Le centre d'observation de Moll est donc remarquable par son organisation méthodique, et lorsque nous étudierons bientôt les moyens de généraliser chez nous l'examen médico-psychologique, nous nous en inspirerons dans une large mesure. Les suggestions que nous proposerons sont celles, d'ailleurs, d'un magistrat très éclairé sur les réalisations

belges et qui a pu apprécier tout le mérite d'une organisation en deux temps de l'observation des mineurs.

Les « cliniques psychologiques » des Etats-Unis sont également intéressantes à étudier, par la technique même de leurs enquêtes.

L'examen physique, d'abord, est confié à un médecin. S'il décèle certaines tares ou irrégularités, on envoie l'enfant à un spécialiste pour avoir un diagnostic sûr. Ce travail doit être fait par des spécialistes professionnels possédant des appareils et des laboratoires adéquats. En outre, quand il y a lieu, on fait en dehors de la clinique un examen des yeux et des oreilles.

Les enfants atteints de maladies de cœur, de tuberculose, de maladies du sang et présentant des troubles glandulaires sont envoyés à des spécialistes.

A la « Judge Baker Foundation », après chaque examen physique, on doit remplir un formulaire imprimé.

D'ordinaire, un rapport préalable sur l'enfant, donnant les raisons pour lesquelles on l'envoie, le précède à la clinique. A l'heure du rendez-vous, le psychologue s'occupe de l'enfant, tandis que la secrétaire d'œuvre sociale a une entrevue avec les parents ou la personne responsable qui l'accompagne. Avant l'examen physique, le psychiatre passe en revue avec le psychologue et la secrétaire d'œuvre sociale les résultats de l'étude faite par eux jusqu'à ce moment. Lorsque le docteur se trouve devant l'enfant il a ainsi une idée de lui.

L'examen psychique se fait au moyen de tests.

Les psychologues américains recherchent toujours pour leur examen le moment le plus opportun, afin d'être sûrs que les résultats obtenus représentent bien les meilleurs efforts

que le sujet puisse faire. Cela est très important à l'égard des mineurs délinquants car les résultats du test constituent souvent le facteur déterminant dans la décision à prendre quant au placement. Les cliniques prennent le plus grand soin également à confier ces examens mentaux à des psychologues compétents; ceux-ci doivent connaître la théorie des tests et s'être personnellement exercés à les faire passer.

Ils doivent posséder suffisamment les tests pour ne pas les lire, sinon l'intérêt fait défaut chez le sujet. D'autre part, certains facteurs sont pris en considération pour obtenir les meilleurs efforts du sujet.

Aucun examen n'a lieu dans un endroit marqué d'un sceau d'infamie quelconque : bâtiments de justice ou institutions pour délinquants, asiles d'aliénés ou autres. Autant que possible, l'atmosphère de la clinique ne rappelle pas celle de l'école à cause de l'horreur qu'éprouvent ces enfants pour le travail scolaire. On évite d'observer l'enfant lorsqu'il est fatigué ou qu'il a faim, car ces deux conditions peuvent influencer très défavorablement les résultats d'un examen mental. L'examineur doit s'être suffisamment rendu maître du mécanisme des tests pour pouvoir porter toute son attention au devant du sujet, quelle que soit l'attitude de celui-ci. Si l'enfant vient à l'examen dans une attitude défavorable ou hostile, le psychologue lui demande s'il sait pourquoi il va être examiné et s'efforce de lui expliquer en quoi la clinique se propose de l'aider. L'intérêt de l'enfant est éveillé par les motifs du test qu'il exécute. Par exemple le psychologue demande à l'enfant quelles sont les choses qu'il se rappelle le mieux, celles qu'il a vues ou celles qu'il a entendues. L'enfant, quel que soit le résultat du

test, ne sentira pas qu'il a échoué. Il se compare à lui-même et se demande en quoi il est « le meilleur ». Il n'y a pas d'ordre fixe dans lequel doivent être donnés les tests mentaux. Mais le psychologue s'attache à grouper les tests similaires quand l'intérêt a été éveillé par l'un des tests, car il est plus facile ainsi de retenir l'intérêt de l'enfant. Le test que l'enfant exécute au début d'un examen psychologique a souvent, par la bonne ou la mauvaise impression produite une grande influence sur son attitude à l'égard des tests suivants. Aussi le psychologue cherche-t-il comme test initial quelque chose qui soit susceptible d'exercer un attrait spécial sur l'individu qui est devant lui.

Une conversation préliminaire l'aide à cet effet. Avec des enfants âgés on s'efforce d'éviter deux extrêmes possibles : soit commencer par un test si difficile qu'il provoque le découragement ou l'indifférence, soit commencer par un test si facile qu'il fasse naître le dédain. Aux jeunes enfants, pour les intéresser, on propose un test en forme de jeu.

Le psychologue note les réponses. Mais il doit aussi noter les informations nécessaires pour interpréter les résultats des tests (habitude de travail, manière de l'aborder, signes de fatigue...). De même le psychologue note à mesure les traits de caractère. Pendant le test il fait souvent des remarques de la plus haute importance en ce qui concerne l'histoire racontée par l'enfant et qui fourniront un apport essentiel à l'étude psychiatrique de l'enfant.

Ajoutons que la manière de noter a aussi son importance : le psychologue expérimenté possède une sténographie et un système d'abréviation qui lui sont propres, qui lui permettent de prendre des notes rapides mais précises, car la meilleure méthode est celle qui se voit et se remarque le

moins. Pour cette même raison le psychologue se sert de préférence d'un petit bout de crayon plutôt que d'un long crayon neuf trop visible.

Beaucoup de cliniques excluent la présence d'une tierce personne qui risque toujours d'influencer le sujet. Sur ce point le Dr Healy est catégorique.

Il existe une grande variété de tests mentaux, mais pour soumettre un individu quelconque à des tests on fait une sélection de ceux-ci. On commence d'ordinaire cependant par ce qui peut s'appeler un « programme minimum ». Et se servant des résultats de ces tests comme base, l'examineur en ajoute d'autres convenant au problème à résoudre.

Nous ne voulons pas reproduire ici le mécanisme des différents tests en usage dans les cliniques psychologiques américaines pour ne pas aborder une question trop technique. Nous indiquons seulement que le « programme minimum » comporte des tests : d'aptitude mentale globale, d'aptitude de langage, d'idéation et d'aperception, de mémoire et d'aptitude à apprendre, de contrôle moteur, d'aptitude à percevoir les rapports spatiaux et de contrôle des connaissances scolaires.

Des tests différents existent naturellement pour les enfants supposés déficients. Enfin des programmes de tests plus étendus sont utilisés quand il y a lieu.

Après l'interprétation des tests rendue si difficile, nous le savons, par le grand nombre des réactions du sujet à des influences étrangères à son intellectuality, le psychologue essaie de dresser une échelle d'âge pour mesurer l'aptitude mentale. Aux Etats-Unis on se sert à cet effet de l'échelle Stanford-Binet. On établit donc un quotient intellectuel du sujet; mais cette mesure de l'âge mental n'a de

valeur que si l'on a pu déceler par l'application des tests, les aptitudes ou inaptitudes spéciales, qui, lorsqu'elles existent, influencent notablement la somme d' « intelligence générale ». L'échelle Stanford-Binet permet bien de comparer l'enfant aux autres enfants. Mais, insiste Healy, le quotient intellectuel du sujet qu'on examine doit, pour être exact, être établi par la comparaison de l'enfant avec lui-même, c'est-à-dire en fonction de ses aptitudes et inaptitudes spéciales. C'est pourquoi le psychologue trace des schémas ou des graphiques psychologiques pour répondre à ce besoin.

Pour être complet, l'examen de l'enfant est opéré aussi du point de vue psychiatrique. Les tests mentaux ne parviennent pas à évaluer l'intensité de la vie affective. Il faut donc avoir recours à d'autres méthodes d'investigation. On a, à cet effet, établi des tests spéciaux destinés à mesurer les traits de caractère, les goûts, les attitudes, les émotions, les jugements moraux, etc... Mais jusqu'à présent aucun d'eux n'offre de garanties suffisantes pour l'usage clinique.

Aussi les psychiâtres doivent-ils avant tout posséder du tact et de l'expérience pour faire une bonne étude d'un caractère. Il n'y a donc pas de méthode fixe. Dans son rapport, le psychiâtre indique en premier lieu si l'enfant semble ou non orienté dans une bonne voie, s'il est équilibré, instable, s'il présente des symptômes de psychose ou des tendances psychotiques.

Sous la rubrique caractère le psychiâtre range tous les traits de caractère provenant de toutes les informations recueillies, ainsi que des observations faites à la clinique. L'examineur s'efforce de trouver de bons traits de caractère chez l'enfant. On peut d'ailleurs toujours en trouver,

La rééducation sera bien plus positive, si elle a pour base des traits satisfaisants de caractère.

En troisième lieu, le rapport relate l'histoire du sujet racontée par lui-même. On essaie ainsi de découvrir quelque chose de la vie affective de l'enfant, ce qu'il pense lui-même de son cas, de sa situation, de sa famille, de ses relations et de ses camarades. Ce qu'il importe de dégager c'est la manière dont les associations d'idées de l'enfant s'organisent.

Ceci étant fait, il devient possible de détruire les rancunes et de dissiper les malentendus. Le but de l'histoire de l'enfant racontée par lui-même, est de remonter aux origines des défauts de caractère ou de conduite, d'étudier l'étiologie du comportement. Or cette étude présuppose des relations empreintes d'une grande confiance. Lucy Wright fait remarquer que l'effet sur l'enfant de « la rencontre avec un adulte qui le prie de lui raconter sa propre histoire et l'aide à le faire » peut, parfois, transformer de fond en comble une existence faite de malentendus. Le psychiâtre interroge l'enfant sur sa mauvaise conduite et lui demande s'il se souvient de la première fois où il s'est rendu coupable de telle ou telle faute particulière; car très souvent l'enfant parle plus librement d'un méfait ancien que d'un méfait récent, dont le jugement est encore pendant. Avec d'autres enfants il est plus facile de parler des camaraderies et de chercher de quelle façon l'enfant a pu être influencé par elles. On ne peut dire quelles questions on doit poser et dans quel ordre il convient de les poser, car cette analyse du caractère est une exploration individuelle. Mais une chose est certaine, c'est qu'aucune question ne doit suggérer à l'enfant de mauvaises

pensées qu'il n'a pas, et à cet égard il faut que les psychiâtres procèdent avec le plus grand tact.

Dans les cliniques psychologiques américaines on a l'habitude de laisser sur la table devant laquelle est assis l'enfant, un crayon et du papier. Fréquemment l'enfant, dans les intervalles de la conversation, fait des dessins qui constituent souvent des données intéressantes.

Des expressions ou des mots grossiers trottent parfois dans la tête de l'enfant et le troublent beaucoup. N'osant pas les dire, il s'en décharge l'esprit en les écrivant. Le psychiâtre doit ne s'étonner de rien et notamment dans le domaine sexuel. Au besoin il encourage l'enfant en lui disant : « J'ai vu des cas bien pires que le vôtre où nous avons été capables de venir en aide. »

L'examineur prend des notes aussi précises que possible et sans éveiller l'attention de l'enfant sur ce point ; si celui-ci remarque que le psychiâtre prend des notes et s'en montre indisposé, l'examineur n'hésite pas, pour ne pas perdre la confiance de l'enfant, à déchirer devant lui les notes qu'il avait prises. Il vaut mieux recommencer mais s'assurer de la bonne volonté du sujet. Naturellement, comme pour l'examen psychique, aucune autre personne ne doit assister à la consultation. Divers temps de pause sont ménagés au cours de l'examen pour ne pas fatiguer l'enfant.

Nous ajoutons, en terminant cette étude de la consultation médico-psychologique aux Etats-Unis, qu'on est hostile en Amérique aux méthodes de psychanalyse pour l'étude des enfants, telles qu'elles sont pratiquées par certains Européens enthousiastes. Le Dr Healy est très affirmatif sur ce point. Il n'admet que les procédés que nous venons d'indiquer sans s'attacher en particulier à telle ou telle

théorie interprétant la conduite et la vie mentale. C'est un éclectique. Il sait en effet, et grâce à lui les cliniques psychologiques créées aux Etats-Unis ne sont pas tombées dans l'exagération des freudiens ou des adlériens allemands, que chaque problème humain résulte d'un processus différent.

Nous nous rangeons pleinement, quant à nous, à l'avis du Docteur Helay; nous sommes convaincu, en effet, qu'il est ridicule d'essayer d'expliquer tous les cas à l'aide d'une théorie unique, comme le font tant d'écoles en Europe. Les résultats obtenus au contraire avec les méthodes d'observation du Docteur Healy et du Docteur Bronner sont très encourageants; leur système nous paraît être le seul pouvant s'adapter à l'examen systématique de tous les enfants délinquants, car il permet d'obtenir dans le minimum de temps le maximum de précisions.

Nous croyons donc que les méthodes américaines appliquées aux mineurs délinquants et prédélinquants dans le cadre de l'organisation belge dont le mérite pratique est d'avoir su réaliser en deux temps l'examen médico-pédagogique, donneraient chez nous les meilleurs résultats. D'ailleurs, nous avons signalé les bienfaits des cliniques qui fonctionnent déjà à Paris; il ne s'agirait alors que d'étendre à tout le territoire la création de ces établissements, avec les données de l'expérience étrangère dont nous avons essayé de faire ressortir toute la valeur.

Section 6

CRÉATION DE CENTRES D'OBSERVATION

Nous avons indiqué dans notre introduction, en signalant la circulaire du Garde des Sceaux du 12 novembre

1936 que depuis quelques années on parle en France d'ouvrir des centres d'observation et de triage pour opérer cet examen médico-pédagogique dont nous réclamons la généralisation et faire connaître l'orientation à donner aux enfants qui y seraient conduits, délinquants ou moralement abandonnés. Dans la section précédente, nous avons cru devoir signaler à l'attention des gens qualifiés les méthodes américaines ainsi que l'organisation belge de ces centres; nous allons maintenant nous efforcer d'imaginer de quelle façon ces centres d'observation pourraient être créés et intégrés dans le cadre de nos institutions françaises. Mais auparavant, nous allons examiner rapidement les projets qui ont déjà été élaborés pour la création de ces établissements et notamment celui de M. Rollin, député et président du Centre de réadaptation sociale, qu'il a remis à la fin du mois de janvier 1935 à M. Pernot, ministre de la Justice. Ce projet, en effet, est le plus intéressant que nous connaissions sur cette question des centres d'observation et de triage.

La France serait divisée en 8 régions, dont chacune serait le siège d'un centre d'accueil et d'un service d'assistance sociale, préposé au dépistage des enfants en danger moral ou prédélinquants, et aux enquêtes sociales sur tous les mineurs déferés au Centre. Dans chaque région un seul tribunal siégeant dans la ville la plus importante serait compétent pour tous les enfants de la région considérée, Le centre d'accueil serait spécialement destiné à recevoir, pendant toute la durée de l'information, les mineurs inculpés que l'on soumettrait dans ce même temps à un examen médico-psychologique. Le personnel serait l'objet d'un choix très attentif pour que chaque enfant soit surveillé avec le

plus grand soin. Une chambre individuelle serait attribuée à chaque mineur pour éviter les dangers de la promiscuité. Par ailleurs, ces centres seraient mixtes, mais des quartiers séparés abriteraient garçons et filles. Outre les mineurs inculpés, les centres recevraient les enfants en danger moral, dont les parents sont l'objet de mesures judiciaires, les vagabonds, les arriérés ou anormaux, les inadaptés signalés par leurs parents, l'école ou les patronages.

M. Rollin donne également des précisions intéressantes au sujet des dépenses qu'entraîneraient l'organisation et le fonctionnement de ces centres d'accueil et d'observation.

Tout d'abord les dépenses de premier établissement seraient de l'ordre de 1.800.000 frs pour chacune des maisons d'accueil de province, soit au total : 12.600.000 frs. Pour Paris, la dépense serait de l'ordre de 15.000.000 de francs, soit en tout : 27.600.000 frs. Les départements, sièges de maison d'accueil, pourraient contribuer aux dépenses dans la mesure de 25 à 50 % de façon à dégager l'Etat, dans une importante proportion.

Quant aux dépenses de fonctionnement, elles se présenteraient ainsi : les dépenses d'entretien et de nourriture seraient assurées par les crédits de l'administration pénitentiaire, sans qu'il fût besoin de crédits nouveaux. Les traitements à prévoir pour le nouveau personnel dépasseraient de peu les traitements du personnel de l'administration pénitentiaire. Une dépense de 2.000.000 de francs serait à prévoir pour le fonctionnement des services sociaux de maison d'accueil et cette dépense serait couverte jusqu'à concurrence de 500.000 frs, sur le crédit des subventions allouées actuellement à ces services et pour le surplus sur

les crédits des frais de justice, à qui normalement incombent les dépenses de cette nature.

Tel est l'essentiel du projet Rollin. Il a, selon nous, le mérite de ne pas se préoccuper uniquement des mineurs délinquants et d'étendre la nécessité de l'examen médico-psychologique aux prédélinquants de toutes sortes, pour leur assurer comme aux autres une orientation convenable. Ce projet à cet égard nous paraît présenter un intérêt accru depuis les décrets-lois de 1935 sur la suppression du délit de vagabondage des mineurs, sur la modification de l'exercice de la correction paternelle et sur les changements apportés au régime de la loi de 1889 sur la déchéance des droits de la puissance paternelle. Au point de vue de l'examen médico-psychologique, nous croyons cependant que sa nécessité ne s'impose pas à tous les mineurs, parce que pour quelques-uns une observation sommaire suffit à faire apparaître les tares marquantes et à décider de la destination à leur donner.

Notre collègue René Luair, présente aussi quelques suggestions sur cette question des centres d'observation. Elles se réfèrent dans leur ensemble aux propositions de M. Rollin et ne s'en séparent que dans la mesure où ce dernier innove par rapport à la législation existante et augmente ainsi les frais d'organisation. En somme, il n'envisage la création de centres d'accueil qu'à l'égard des mineurs délinquants. Nous croyons que c'est une erreur et que de plus en plus les efforts devront se porter sur le dépistage des mineurs prédélinquants. Les décrets-lois de 1935 ne viennent-ils pas, en effet, confirmer cette nécessité ? Nous approuvons donc à ce sujet le projet de M. Rollin ; les suggestions que nous allons formuler à notre tour ne porteront pas, d'ailleurs,

sur l'organisation des services de dépistage de la criminalité juvénile et de la prédélinquance, car cette étude sortirait du cadre que nous nous sommes tracé et qui touche spécialement les moyens de relèvement et de reclassement des mineurs; mais nous considérons en tout cas que les centres d'observation et de triage dont nous réclamons la création devraient accueillir en dehors des mineurs inculpés toutes les catégories que nous connaissons de mineurs pré-délinquants.

Les observations que nous présentons sont le fruit d'une enquête personnelle auprès des magistrats de notre connaissance qui ont bien voulu nous faire l'honneur de nous faire part de leurs suggestions. Qu'il nous soit permis, à cette occasion, de remercier ici plus particulièrement M. L. Espinasse, Substitut du Procureur Général près la Cour d'Appel d'Agen, qui nous a présenté sur la question des suggestions qui nous paraissent très intéressantes et qui auraient le mérite d'être d'une application pratique relativement peu onéreuse pour l'Etat, par conséquent susceptibles de réalisation immédiate.

Dans la pensée de ce haut magistrat, il serait créé : un centre d'observation par région déterminée. Si l'on admet, comme nous le faisons, qu'un Juge d'Instruction et un Tribunal spécialisés devraient être institués auprès des centres d'observation, cette question de savoir où seraient situés ces divers centres s'avère délicate. Supposons, en effet, l'existence au siège de chaque Cour d'Appel d'un de ces centres. Alors que, dans certains ressorts, l'importance des agglomérations urbaines et la densité de la population exigeront la création de plusieurs cabinets d'instruction et de plusieurs juridictions spécialisées, dans d'autres, au contrai-

re, comprenant plutôt des départements agricoles et un nombre restreint de justiciables, l'activité des magistrats pour enfants ne trouvera guère à s'exercer. Non seulement ces magistrats seront inutiles, mais encore leur valeur professionnelle y perdra. Il y aurait donc intérêt soit à n'installer des Centres d'observation que par régions déterminées, en dehors de toute considération touchant à la carte judiciaire du pays, soit à décider pour les ressorts où la criminalité juvénile est presque nulle, que le juge ou l'un des juges d'instruction du Tribunal de première instance existant au chef-lieu du ressort s'occupera des informations contre les mineurs et que le juge délégué à l'enfance coupable siégera avec ses autres collègues dans les affaires courantes. Dans ce dernier cas aucune juridiction proprement composée de magistrats spécialisés ne compléterait la création du centre d'observation. M. Espinasse et nous, préférons la première solution qui ne s'écarte pas du principe de la stricte spécialisation. La consultation médico-psychologique serait assurée par des médecins spécialistes, par des psychologues et des psychiatres comme aux Etats-Unis. Naturellement, tout ce personnel serait choisi parmi les professeurs et les médecins les plus en renom pour être sûr que les différentes analyses qui seraient faites seraient diligentées avec la plus haute compétence. Nous pensons que le centre d'observation pourrait aussi être le siège de l'Assistance sociale déjà spécialisée dans la conduite des enquêtes sur le milieu familial et le milieu social de l'enfant soumis à l'examen. Des assistantes sociales exerceraient la surveillance. Ce centre régional d'observation opérerait les analyses les plus poussées, celles pour lesquelles de grandes connaissances médicales et psychologiques

seraient nécessaires en raison de la complexité des cas. Aussi les cas plus simples, pour décharger les centres régionaux et pour des raisons d'économie seraient confiés à un centre d'observation créé près le Tribunal de chaque arrondissement. Ce centre pourrait, sans inconvénient, être institué au Dispensaire d'hygiène sociale par exemple. Des médecins de la ville viendraient y examiner les mineurs. D'autre part, le médecin-chef de l'hôpital ou le médecin directeur de l'asile public d'aliénés, ou s'il n'en existe pas tout autre médecin psychiatre, examinerait l'enfant des points de vue psychique et psychiatrique. Quant aux jeunes inculpés, ils pourraient être reçus dans un quartier distinct de l'hospice civil et placés pendant le temps assez bref de leur séjour dans cet établissement, sous la surveillance du personnel hospitalier ou à défaut d'assistantes sociales. Ce seraient d'ailleurs ces dernières qui accompagneraient les mineurs chez le Juge d'Instruction ou à l'audience.

Les cas soumis à cette consultation du premier degré reconnus simples et sans difficultés de diagnostic, seraient de la compétence du Tribunal d'arrondissement siégeant en Tribunal pour enfants, lequel, s'il estimait que le mineur doit faire l'objet de mesures rééducatives pourrait, à charge d'appel, confier l'enfant à l'établissement spécialisé auquel le désignerait le rapport du centre d'observation de son siège.

Ce serait seulement au cas où des difficultés surgiraient dans l'examen médico-psychologique soit à raison de l'embarras des médecins sur la question de savoir si le mineur qui leur est présenté est un aliéné mental ou un simple arriéré, soit à raison de l'appréciation de la responsabilité de l'enfant pour la question du discernement que doivent

se poser les Juges, que le Tribunal d'arrondissement renverrait le mineur, pour plus d'éclaircissements, devant un Tribunal régional de mineurs siégeant dans la ville où aurait été créé le centre d'observation régional. Ce Tribunal régional serait composé d'un Président spécialisé, d'un Juge spécialisé et d'un magistrat du Tribunal Civil; s'y joindraient avec voix consultative le Directeur ou le Sous-Directeur du Centre d'observation régional et l'un des médecins attachés à ce centre.

Ce Tribunal régional, saisi par le Tribunal d'arrondissement, ordonnerait l'examen médico-psychologique du mineur au centre d'observation régional. L'examen terminé, l'affaire reviendrait devant le Tribunal régional qui prendrait, au vu du rapport établi par le Centre d'observation, toutes mesures utiles, c'est-à-dire soit le placement de l'enfant en internat spécialisé, soit la remise à la famille. Naturellement, s'il y avait lieu, ce Tribunal pourrait condamner le mineur (âgé de plus de 13 ans) à une peine d'emprisonnement qu'il subirait à l'Etablissement de répression prévu à cet effet. Nous avons indiqué les raisons qui nous faisaient exprimer certaines réserves à l'égard du placement sous le régime de la liberté surveillée. Nous n'en demandons pas la suppression. Certes il existe des cas où cette mesure présente de réels avantages. Mais trop souvent les Tribunaux ont à déplorer la carence des délégués à la liberté surveillée. Aussi croyons-nous que les mesures les meilleures prises à l'égard des mineurs de la loi de 1912 sont le placement en maison d'éducation et la remise à la famille lorsque le milieu familial est bon et que la délinquance de l'enfant n'est pas assez avancée pour requérir des mesures sérieuses.

Nous proposons en outre qu'indépendamment des observations consignées dans le rapport, les services de l'Assistance sociale soient entendus en la Chambre du Conseil tant du Tribunal Régional que du Tribunal d'arrondissement. Il nous apparaît en effet qu'un compte-rendu verbal de l'enquête sociale, serait nécessairement plus complet, plus vivant et plus nuancé qu'un rapport écrit. Par ailleurs, de cette façon, les magistrats auraient tout loisir pour poser telles questions qui leur sembleraient propres à éclairer leur religion.

Appel des décisions rendues par le Tribunal d'arrondissement ou par le Tribunal régional serait porté devant une Chambre de la Cour comprenant un Conseiller spécialisé Président, deux Conseillers assesseurs, le Directeur du Centre d'Observation régional et un médecin attaché à ce Centre, ces deux derniers avec voix consultative.

Telle est l'organisation qui pourrait être envisagée. Nous croyons qu'elle offrirait d'abord un avantage de simplicité, grâce à l'institution d'un premier examen permettant de découvrir les mineurs qui devraient faire l'objet d'une observation plus approfondie, plus technique. Ensuite cette organisation aurait le mérite de n'éloigner le juge des justiciables et de son milieu que si des motifs impérieux l'exigeaient et seulement à un stade de la procédure où ne resteraient plus en suspens que des problèmes d'ordre subjectif.

Enfin, au point de vue des frais, qui ne voit qu'ils sont réduits au minimum ? L'institution d'une consultation médico-pédagogique à deux degrés éviterait en effet des frais de transfèrement et d'entretien du mineur chaque fois que l'examen initial aurait donné une solution suffisante. Au

surplus, pour les dépenses nécessitées par la création et le fonctionnement des centres d'accueil si l'on admet que la France pourrait être divisée en 8 régions distinctes comme le prévoit le projet Rollin, il est facile de se faire une idée du chiffre qu'elles peuvent atteindre, avec les précisions que donne M. Rollin et nous renvoyons à ses observations sur ce point.

CONCLUSION

Nous limitons là nos observations sur le reclassement des mineurs délinquants. Nous ne croyons pas devoir faire de nouvelles propositions, en particulier sur les méthodes moralisatrices, ayant fait à ce sujet, au cours de notre deuxième partie, toutes les remarques que nous avons jugées utiles.

En résumé, nous considérons que le meilleur moyen d'opérer le redressement des délinquants mineurs serait leur placement dans un internat approprié où ils seraient confiés aux soins éclairés de moniteurs formés dans les écoles de service social. Un examen médico-pédagogique organisé à la manière belge et pratiqué dans des centres d'observation et de triage, devrait être rendu nécessaire pour tous les mineurs. C'est la seule façon, nous semble-t-il, de se renseigner avec précision sur un enfant et de savoir quelle destination il faut lui donner.

Mais n'oublions pas que toutes les suggestions que l'on pourra présenter en cette matière n'arriveront à porter de vrais fruits que si tous les esprits tendent vers le même idéal, tous les cœurs vers ce même amour : l'enfant ! Pour cela, il faut « croire » d'abord et « vouloir » ensuite. Il faut que nous sachions que c'est à force de charité et de dévouement que nous pourrons réadapter à la vie sociale cette enfance déshéritée, créature du crime. Car si l'enfant asocial peut-être réadapté, il risque aussi de devenir un

adulte dangereux. Diminuer le nombre de ces enfants égarés en comprenant leur détresse et en leur tendant la main pour les sauver du naufrage, c'est diminuer le nombre des éléments perturbateurs de notre monde. Et si nous n'intervenons pas à temps, si nous laissons le mal gagner et s'étendre, si nous ne voulons pas le prendre à sa base pour préparer dignement les jeunes générations montantes, nous finirons par en mourir.

Et nous voulons vivre !

Vu :

Lyon, le 29 mars 1938.

Le Président de la Thèse :

P. GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 29 mars 1938.

Le Doyen de la Faculté de Droit :

P. GARRAUD.

Vu et permis d'imprimer.

Lyon, le 30 mars 1938.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université :

Pour le Recteur et par délégation :

Le Vice-Président du Conseil de l'Université :

Bibliographie

- ANDERSON (Harold H.). — *Les cliniques psychologiques pour l'Enfance aux Etats-Unis et l'œuvre du Dr Healy*. (Librairie des Amis, 12, rue Guy-de-la-Brosse, Paris.)
- BERTHÉLÉMY (H.) (Doyen de la Faculté de Droit de Paris.) — *La colonie agricole de Mettray*. Revue : *Pour l'Enfance coupable*, n° 18.
- CADILHAC (P.-E.). — *Problème de l'Adolescence coupable (Illustration)*. Janvier 1937.
- CASABIANCA (P. de), de MONTVALON et PASCALIS. — (*Nouveau guide pour la protection de l'enfance traduite en justice*). *Union des sociétés de Patronages*, 14, place Dauphine, Paris.
- CAUVIN (Gustave). — *L'Enfer des gosses*. Office régional du cinéma éducateur, 5, place de la Boucle, Lyon. 1937.
- DANAN (Alexis). — *Maisons de supplices*. Denoël et Steele, 19, rue Amélie, Paris.
- EUDISTES (un groupe d'). — *Une œuvre de miséricorde et d'apostolat*. Librairie Chaffanjon, 74, Grande Rue, Besançon.
- FAVRE (Henry). — *La maison d'éducation surveillée d'Eysses*, thèse, Toulouse, 1933.
- GARRAUD (P.) et LABORDE-LACOSTE (M.) — *Précis élémentaire de droit pénal*, 3^e édition, Sirey, Paris, 1937.
- HEUYER (Dr G.). — *Exposé sur la clinique médico-pédagogique du Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence*.

Revue pénitentiaire et de droit pénal et études criminologiques, 1933, p. 322.

KÜNKEL (Dr F.). — *Das dumme Kind*. Dresden, 1926.

LECLÈRE (N.). — *La jeunesse en danger moral*. Revue : *Pour l'enfance coupable*, n° 18.

LOOSLI-USTERI (Marguerite). — *Les enfants difficiles et leur milieu familial*. Delachaux et Niestlé, 1935.

LUAIRE (René). — *Le rôle de l'initiative privée dans la protection de l'Enfance délinquante en France et en Belgique*, thèse, Lyon, 1936.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — *Internat approprié de Chanteloup. Règlement*.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — *Règlement pour les maisons d'éducation surveillée, les écoles de réforme et les écoles de préservation affectées aux pupilles*.

Notice générale sur l'Institution charitable Sainte-Odile.

ORDRE (l') de Notre-Dame de Charité du Refuge. — *Ses origines, ses constitutions, ses œuvres*. Besançon.

PAUL-BONCOUR (Dr G.). — *Quelques considérations sur la prostitution des mineures*. Paris, 1931.

PROUST (H.). — *Délinquants « manqués »*. Revue : *Pour l'enfance coupable*, n° 17.

Règlement de l'école de réforme Saint-Joseph de Frasnelle-Château.

REYNAUD (G.). — *Application de la législation sur l'enfance coupable par le Tribunal de Bordeaux*, thèse, Bordeaux, 1935.

ROUBAUD (Louis). — *Les enfants de Caïn*. Bernard Grasset, Paris 1925.

ROUVIER. — *L'enfance coupable : Les sociétés de patronages et la loi du 22 juillet 1912* (extrait du rapport d'ensemble

de l'Inspection générale des Services administratifs pour 1928). Melun, 1928.

SERIN (Dr S.). — *La prostitution des mineures*. Revue : *Pour l'enfance coupable*, n° 18.

SOCIÉTÉ DES NATIONS. — *Les institutions pour enfants dévoyés et délinquants*. Comité de la protection de l'Enfance. Genève, 1934.

URTIN (Henri). — *Le problème de l'enfance coupable*. Marchal et Billard, Paris.

VAN ETTEN (Henry). — *Ce qu'il faut savoir du problème de l'Adolescence coupable*. Librairie des Amis, 12, rue Guy-de-la-Brosse, Paris, 1937.

VAN ETTEN (Henry). — *L'établissement Oberlin*. Librairie des Amis, 12, rue Guy-de-la-Brosse, 1932.

VOIRIN (Pierre) (Professeur à la Faculté de Droit de Nancy). — *Commentaire des décrets-lois du 30 octobre 1935 concernant l'éducation des mineurs*. Lois nouvelles, 1936, 1 bis, page 1.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
<i>Introduction.</i> — Evolution de la législation relative aux moyens de reclassement de l'Enfance coupable.	7
<i>Première partie.</i> — Causes de la Criminalité Juvenile.	35
Chap. 1 ^{er} — L'Hérédité	43
— 2 — Le Milieu	53
— 3 — Les conditions économiques	79
<i>Deuxième partie.</i> — Solutions apportées par le Ressort de la Cour de Besançon au problème de la rééducation des mineurs délinquants	87
Chap. 1 ^{er} — L'Ecole de Réforme de Frasn-le-Château	93
1) — Organisation et Fonctionnement	93
Sect. 1 — Historique et description	93
— 2 — Organisation intérieure	96
— 3 — Les pupilles	99
Sous-Sect. 1 — Mesures prises à l'arrivée des pupilles	100
— 2 — Emploi du temps	102
Sect. 4 — Les mesures rééducatives	105
Sous-Sect. 1 — Enseignement Scolaire	106
— 2 — Enseignement Professionnel	107
A) Les métiers	107
B) Le pécule	109
Sous-Sect. 3 — Education religieuse et morale	110
— 4 — Education physique	111
Sect. 5 — Education disciplinaire	112
Sous-Sect. 1 — Récompenses	112
— 2 — Punitions	113
Sect. 6 — Service médical et hygiène	116

	PAGES
2) Discussion	118
Chap. 2 — L'Institution Sainte Odile, à Bavilliers..	145
1) Organisation et fonctionnement	145
Sect. 1 — Historique et description	145
— 2 — Les pupilles	148
— 3 — Mesures rééducatives	150
— 4 — Education disciplinaire	152
2) Discussion	153
Chap. 3 — Notre-Dame de Charité du Refuge, à Be- sançon	161
1) Organisation et fonctionnement	161
Sect. 1 — Historique	161
— 2 — Organisation du personnel	164
— 3 — Les pupilles	165
— 4 — Mesures rééducatives	167
— 5 — Mesures disciplinaires	169
— 6 — Service Médical	169
2) Discussion	170
<i>Troisième partie.</i> — Quelques suggestions en matière d'éducation corrective	185
Sect. 1 — Nécessité d'un Internat	187
— 2 — La rééducation des mineurs délinquants peut être réalisée avec succès dans le cadre de l'organisation existante, au prix de quelques améliorations	189
— 3 — Nécessité de spécialiser les établissements de rééducation	195
— 4 — Recrutement du personnel éducateur ...	212
— 5 — Examen médico-psychologique des mi- neurs	216
— 6 — Création de centres d'observation	233
Conclusion	243
Bibliographie	245

